

Le bilan démographique du Québec

Édition 2023



INSTITUT
DE LA
STATISTIQUE
DU QUÉBEC

Québec 

Pour tout renseignement concernant l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) et les données statistiques dont il dispose, s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone :
418 691-2401
1 800 463-4090 (Canada et États-Unis)

Site Web : statistique.quebec.ca

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
2^e trimestre 2023
ISBN 978-2-550-94767-7 (version imprimée)
ISBN 978-2-550-94768-4 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 2007

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
statistique.quebec.ca/fr/institut/nous-joindre/droits-auteur-permission-reproduction

Mai 2023

Avant-propos

Depuis les recensements de l'Antiquité, et plus encore depuis ses balbutiements comme domaine d'étude au 17^e siècle, la démographie joue un rôle central dans le développement des connaissances sur nos sociétés. L'analyse des événements marquants de la vie, dont les naissances, les décès et les migrations, est essentielle pour comprendre la dynamique de l'évolution des populations et permet de discerner les tendances lourdes qui façonnent la société et l'économie.

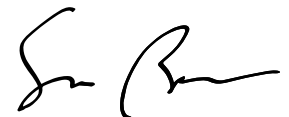
Au Québec, la démographie est au centre d'enjeux importants, qu'il s'agisse du vieillissement de la population, des besoins de main-d'œuvre, du développement des régions, des flux migratoires, des dynamiques linguistiques ou de l'occupation du territoire. Il n'est donc pas étonnant qu'elle soit une composante essentielle du mandat de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) qui, en vertu de l'article 3 de sa loi constitutive, est tenu d'établir et de tenir à jour le bilan démographique du Québec.

Cette année, la publication du *Bilan démographique* a été devancée au printemps, plutôt qu'en décembre, afin de rendre disponible plus rapidement ce document de référence qui trace le portrait démographique du Québec en 2022. L'ISQ se positionne ainsi parmi les premières agences statistiques à diffuser un bilan annuel complet.

Le *Bilan démographique* présente les plus récentes données sur l'évolution de la population québécoise, la structure par âge, la fécondité, la mortalité, les migrations internationales et interprovinciales, les mariages et la situation conjugale. Les résultats de la présente édition font état d'une reprise particulièrement vigoureuse de la croissance de la population en 2022, après l'important ralentissement entraîné par la pandémie de COVID-19. Cette croissance est avant tout due à la migration internationale, y compris les gains attribuables aux résidents non permanents, soit les travailleurs temporaires, les étudiants étrangers et les demandeurs d'asile. Parallèlement, les tendances de fond se poursuivent, comme le vieillissement de la population qui tend à faire augmenter les décès.

En complément de cet ouvrage, le site Web de l'ISQ offre un large éventail de tableaux statistiques à l'intention des décideurs, des experts, des chercheurs et des membres du grand public qui désirent se tenir au fait de la situation démographique du Québec.

Le statisticien en chef,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Simon Bergeron'.

Simon Bergeron

Publication réalisée à
l'Institut de la statistique du Québec par : Alexandre Paquette, Ana Cristina Azeredo, Anne Binette
Charbonneau, Frédéric F. Payeur, Kadiatou Baldé et
Martine St-Amour, démographes

Direction des statistiques sociodémographiques : Paul Berthiaume, directeur

Révision linguistique et édition : Direction de la diffusion et des communications

Photo en couverture : Orbon Alija / iStock

Remerciements

Nous remercions toute l'équipe du Registre des événements démographiques du Québec qui, sous la coordination de Nathalie Deschênes, compile patiemment, tout au long de l'année, les données sur les naissances, les décès et les mariages. Merci également à Sophie Noreau, adjointe de la Direction des statistiques sociodémographiques, et à nos autres collègues qui ont contribué à enrichir ce document par leurs travaux et leurs précieux conseils.

Pour tout renseignement concernant
le contenu de cette publication :

Direction des statistiques sociodémographiques
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5T4
Téléphone :
418 691-2406
1 800 463-4090 (Canada et États-Unis)
Site Web : statistique.quebec.ca

Notice bibliographique suggérée

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2023). *Le bilan démographique du Québec. Édition 2023*, [En ligne], Québec, L'Institut, 113 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/bilan-demographique-quebec-edition-2023.pdf].

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible	k	En milliers
...	N'ayant pas lieu de figurer	M	En millions
–	Néant ou zéro	n	Nombre
		p	Donnée provisoire
		r	Donnée révisée

Table des matières

Introduction	9
Faits saillants	11
1 Évolution, mouvement et structure par âge de la population	17
La croissance démographique reprend avec vigueur en 2022	17
Les composantes de la croissance en 2022 : un accroissement naturel réduit, mais de forts gains migratoires internationaux	18
Les autres provinces canadiennes ont toutes connu une croissance démographique encore plus forte que le Québec en 2022	20
Le Québec compte pour 22 % de la population canadienne, une proportion qui continue de fléchir	22
Comparaisons internationales : la croissance démographique du Québec surpasse celle de nombreux pays	22
La population du Québec selon l'âge et le sexe : une personne sur cinq est maintenant âgée d'au moins 65 ans	24
Un vieillissement de la population plus avancé que dans la plupart des autres provinces, mais moins que dans plusieurs pays	26
Vers une population de plus de 10 millions en 2066	29
Un accroissement démographique qui se poursuit, mais qui ralentit	29
La croissance soutenue par l'accroissement migratoire	29
Hausse du nombre et de la part des personnes âgées au sein de la population	30
Le poids démographique des 20-64 ans en baisse, surtout d'ici 2031	30
2 Naissances et fécondité	35
Le nombre de naissances diminue de 5 % en 2022	35
Les naissances par mois	36
La fécondité fléchit pour s'établir à 1,49 enfant par femme en 2022, le plus bas niveau en 20 ans	37
Comparaisons canadiennes et internationales	38
Diminution de la fécondité à presque tous les âges en 2022	38
La fécondité selon le rang de naissances	39
Le tiers des bébés ont au moins un parent né à l'étranger	41
Les jumeaux comptent pour 3 % de l'ensemble des naissances	42
Un peu plus de garçons que de filles	42

3	Décès et mortalité	47
	Le Québec enregistre 78 400 décès en 2022	47
	Baisse de l'espérance de vie au Québec en 2022	48
	La surmortalité au Québec depuis le début de la pandémie	54
	Jusqu'à la moitié de 2022, le Québec se distinguait par une surmortalité inférieure aux décès de COVID-19	56
	À l'échelle du globe, la pandémie aurait provoqué plus de 20 millions de décès	56
	Un peu plus de 1 100 décès de centenaires en 2022	57
	La mortalité infantile est stable depuis le début des années 2000	58
	Causes de décès : un bilan 2021-2022 encore partiel	58
	La majeure partie des décès est attribuable aux tumeurs et aux maladies de l'appareil circulatoire	58
	Évolution de la mortalité liée aux maladies de l'appareil circulatoire et aux tumeurs	60
	Les causes de décès varient beaucoup selon l'âge	61
4	Migrations internationales et interprovinciales	69
	De forts gains migratoires internationaux au Québec en 2022	69
	Le Québec a accueilli 16 % des immigrants admis au Canada en 2022	74
	Un taux d'immigration inférieur à celui du reste du Canada, mais supérieur à celui des États-Unis	74
	Une immigration majoritairement composée de personnes de 20 à 44 ans	75
	Plus de 83 % des immigrants admis au Québec en 2021 étaient toujours présents en janvier 2023	75
	L'immigration économique représente 66 % des admissions en 2022	76
	La France et la Chine sont les principaux pays de naissance des immigrants admis en 2022	77
	En 2022, la part des nouveaux immigrants connaissant le français se maintient à plus des deux tiers, après le sommet atteint en 2021	78
	Freinée en 2020 et 2021, la hausse du nombre de résidents non permanents s'est accélérée en 2022	78
	En migration interprovinciale, les pertes restent modérées depuis quelques années	83
	Des pertes migratoires surtout avec l'Alberta en 2022	85
	Un déficit migratoire interprovincial attribuable principalement aux migrants de 0 à 14 ans et de 30 à 49 ans	86

5 Mariages et situation conjugale	89
Des mariages aussi nombreux en 2022 qu'avant la pandémie	89
La moitié des mariages de 2022 célébrés de juillet à septembre	90
Les mariages entre conjoints de même genre comptent pour 3 % de l'ensemble des mariages	90
Les ministres du culte demeurent le type de célébrant le plus fréquent, mais les célébrants désignés retrouvent en 2022 leur popularité d'avant la pandémie.	92
De plus en plus de couples vivent en union libre	94
Mariées ou en union libre, moins de personnes vivent en couple.	95
Près d'une personne sur cinq âgée de 15 ans et plus vit seule	96
Annexe – Formulaire	101
Bibliographie	107

Introduction

En vertu de sa loi constitutive, l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) produit chaque année le bilan démographique du Québec.

L'édition 2023 du *Bilan démographique* présente le portrait de l'année 2022. Certains des résultats les plus récents présentés sont encore provisoires. Des séries chronologiques et des comparaisons avec le Canada et quelques autres pays fournissent des éléments de perspective.

Le premier chapitre porte sur l'évolution de la population québécoise, son mouvement et sa structure par âge. Les chapitres 2, 3 et 4 abordent respectivement la fécondité, la mortalité et les migrations. Le chapitre 5 traite quant à lui des mariages et des unions civiles, mais aussi, plus largement, de la vie conjugale.

Ce bilan regroupe des données tirées de différentes sources, dont le Registre des événements démographiques du Québec (naissances, décès, mortinaissances, mariages et unions civiles), tenu par l'ISQ. Plusieurs données proviennent aussi de Statistique Canada (estimations de la population totale et de la population selon l'âge et le sexe, migrants internationaux et interprovinciaux, résidents non permanents, personnes vivant en couple et vivant seules). Des tableaux et des analyses de différents ministères et organismes, dont l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration du Québec (MIFI) ainsi qu'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC), sont également exploités. Enfin, des données sont tirées de rapports d'agences statistiques nationales ou internationales et de groupes de recherche.

Faits saillants

1. Évolution, mouvement et structure par âge de la population

- ▶ Au 1^{er} janvier 2023, la population du Québec est estimée à 8 787 600 personnes. Elle a augmenté de 149 900 personnes au cours de l'année 2022, ce qui correspond à un taux d'accroissement démographique de 17,2 pour mille.
- ▶ La croissance annuelle de 2022 est la plus élevée depuis que des données comparables sont disponibles, soit depuis 1972. Elle surpasse ainsi les niveaux relativement élevés atteints au cours de la période prépandémique. De 2017 à 2019, les taux d'accroissement se sont maintenus entre 11 et 13 pour mille, avant de chuter à seulement 2,2 pour mille en 2020 en raison d'une hausse des décès, mais surtout d'une forte baisse des gains migratoires.
- ▶ La croissance démographique du Québec en 2022 repose essentiellement sur de forts gains migratoires. L'accroissement migratoire total, qui tient compte des migrations internationales et interprovinciales, a été de 146 400 personnes. Ce gain net résulte d'un solde migratoire international de 149 500 personnes, un record, et d'un solde migratoire interprovincial de - 3 100 personnes, un déficit parmi les plus faibles des dernières années. Quant à l'accroissement naturel, qui correspond à la différence entre les naissances et les décès, il n'a été que de 2 300 personnes.
- ▶ Au chapitre des migrations internationales, le Québec a accueilli 68 700 immigrants et a enregistré un solde de 86 700 résidents non permanents (RNP) supplémentaires en 2022. Il s'agit dans les deux cas d'un sommet en regard des 50 années précédentes. Les gains attribuables aux RNP ont connu une hausse particulièrement forte, au point de surpasser ceux attribuables à l'immigration permanente, comme ce fut le cas pour une première fois en 2019. En contrepartie, l'émigration internationale continue d'avoir un effet limité sur le bilan démographique du Québec. Cette composante a retranché - 5 900 personnes à la population dans la dernière année.
- ▶ Contrairement à l'accroissement migratoire, l'accroissement naturel de 2022 est le plus bas jamais enregistré au Québec. Les décès ont augmenté de façon notable dans la dernière année, tandis que les naissances ont diminué.
- ▶ En 2022, la croissance démographique s'est intensifiée de façon encore plus marquée dans le reste du Canada qu'au Québec. De ce fait, malgré une forte hausse de son taux d'accroissement, le Québec affiche le taux le moins élevé de toutes les provinces. Le poids démographique du Québec dans l'ensemble du Canada diminue ainsi de nouveau légèrement pour se situer à 22,2 % au 1^{er} janvier 2023.
- ▶ Au 1^{er} juillet 2022, 20,6 % de la population québécoise a moins de 20 ans, 58,6 % est âgée de 20 à 64 ans et 20,8 % fait partie du groupe des 65 ans et plus. La part des 65 ans et plus continue d'augmenter et surpasse pour la première fois celle des jeunes de moins de 20 ans. La part des 20-64 ans diminue quant à elle légèrement.
- ▶ Selon les plus récentes perspectives démographiques, réalisées par l'ISQ en 2022, le Québec pourrait compter plus de 10 millions d'habitants en 2066 si les tendances récentes se maintiennent, soit 1,36 million de plus qu'en 2022.
- ▶ D'ici 2031, la population de 20 à 64 ans devrait diminuer, alors que celle de moins de 20 ans et celle de 65 ans et plus devraient s'accroître. Il en découle une augmentation rapide du rapport de dépendance démographique projeté. La part des personnes âgées de 65 ans et plus dans la population pourrait s'élever à 25 % en 2031 et continuer d'augmenter jusqu'à atteindre 27 % en 2066. On compterait alors 1,0 million de personnes âgées de plus qu'en 2022.

2. Naissances et fécondité

- ▶ On estime que 80 700 bébés sont nés au Québec en 2022, soit une baisse de 5 % par rapport à 2021 (84 900). L'année 2021 avait été marquée par une remontée des naissances, après une diminution qui peut être liée au contexte pandémique en 2020, mais la tendance générale est à la baisse depuis 2013. La diminution enregistrée en 2022 porte les naissances à leur plus bas niveau depuis 2005.
- ▶ L'indice synthétique de fécondité au Québec a diminué pour s'établir à 1,49 enfant par femme en 2022. Il passe ainsi en dessous du seuil de 1,5 enfant par femme pour la première fois depuis 2002. Au cours des années récentes, un maximum de 1,73 enfant par femme a été atteint en 2008 et en 2009. Depuis, la tendance est à la baisse. La plus faible fécondité enregistrée au Québec a été de 1,36 en 1987.
- ▶ À l'instar de ce qui s'observe au Québec, la fécondité a aussi diminué dans les quelques pays où l'on dispose déjà de données pour l'année 2022. La fécondité surpasse celle du Québec dans certains pays industrialisés, mais elle est largement inférieure dans d'autres. À l'échelle canadienne, la fécondité du Québec apparaît aussi supérieure à celle de la majorité des autres provinces, selon les données de 2021 (les plus récentes disponibles).
- ▶ La fécondité des Québécoises a diminué dans la plupart des groupes d'âge en 2022, après avoir connu un rebond en 2021 dans certains cas. Chez les femmes de moins de 30 ans, les taux de fécondité tendent à la baisse depuis bon nombre d'années et se situent en 2022 à leur plus bas niveau jamais enregistré. Chez les femmes de 30 ans et plus, la tendance à l'augmentation de la fécondité observée durant quelques décennies a été freinée dans les dernières années.
- ▶ La tendance des femmes à avoir leurs enfants plus tardivement se traduit par une élévation de l'âge moyen à la maternité. Celui-ci se situe à 31,1 ans en 2022, comparativement à 27,3 ans en 1976. En 2022, l'âge moyen des mères à la naissance d'un premier enfant est de 29,7 ans. Il est de 31,5 ans à la naissance d'un deuxième enfant et de 32,8 ans à la naissance d'un troisième.
- ▶ Le nombre de nouveau-nés ayant au moins un parent né à l'extérieur du Canada a augmenté en 2022, tandis que le nombre de naissances issues de deux parents nés au Canada a diminué. Dans l'ensemble, 34 % des bébés nés au Québec dans la dernière année ont au moins un parent né dans un autre pays. Cette proportion tend à augmenter au fil du temps ; elle était de 21 % en 2000.
- ▶ Les naissances multiples (jumeaux, triplés, etc.) comptent pour 3 % de l'ensemble des naissances de 2022. Leur part était d'un peu moins de 2 % en 1980. Le recours accru à des techniques de procréation assistée de même que l'augmentation de l'âge à la maternité sont les raisons avancées pour expliquer cette hausse. La part des naissances multiples a toutefois peu bougé au cours des dernières années.

3. Décès et mortalité

- ▶ L'estimation provisoire du nombre de décès survenus au Québec en 2022 s'établit à 78 400, comparativement à 69 900 en 2021, soit une augmentation de 8 500 ou de 12 %. Cette hausse exceptionnelle peut être associée à différents facteurs, dont la pandémie de COVID-19 et la reprise de la circulation d'autres virus respiratoires au sein de la population. L'année 2021 avait quant à elle été marquée par un retour à un nombre de décès proche des niveaux attendus selon la tendance pré-pandémique, après la forte augmentation en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19.
- ▶ La hausse notable du nombre de décès au Québec en 2022 s'est traduite par une baisse de l'espérance de vie. Après être revenue à son niveau d'avant pandémie en 2021, l'espérance de vie de la population québécoise s'établit à 82,3 ans en 2022. Elle demeure cependant parmi les plus élevées au monde. Selon les données de l'année 2022, les femmes peuvent espérer vivre jusqu'à 84,1 ans et les hommes jusqu'à 80,5 ans.
- ▶ Avant la pandémie, on observait déjà un léger ralentissement de la croissance de l'espérance de vie au Québec, mais il était plus marqué dans le reste du Canada, et plus encore aux États-Unis. Selon la plus récente compilation de Statistique Canada portant sur l'année 2020, l'espérance de vie des Québécoises et des Québécois est supérieure à la moyenne canadienne. L'écart entre le Québec et les États-Unis, qui était d'environ 2 ans en 2001, est passé à 4 ans en 2019, et il s'est creusé davantage avec la pandémie pour atteindre 6 ans en 2021, toujours à l'avantage du Québec.
- ▶ Si l'on tient compte des données allant jusqu'au 31 décembre 2022, le bilan de surmortalité cumulé du Québec depuis mars 2020 s'établit à 5,6 %, soit environ 11 200 décès de plus que le nombre normalement attendu en l'absence de perturbations.
- ▶ Au Québec, les épisodes de surmortalité ont généralement coïncidé avec les vagues de décès liés à la COVID-19. Entre août 2022 et décembre 2022, toutefois, la surmortalité s'est maintenue à des niveaux relativement élevés, malgré un nombre réduit de décès liés à la COVID-19. Ceci peut s'expliquer, en totalité ou en partie, par le retour de la grippe et d'autres virus respiratoires.
- ▶ L'Institut de la statistique du Québec (ISQ) présente les statistiques des causes de décès selon la cause initiale, laquelle est sélectionnée en fonction des plus récentes règles de codage et directives de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Selon ces données, les tumeurs et les maladies de l'appareil circulatoire sont les principales causes de décès au Québec. À eux seuls, ces deux grands groupes de causes ont été responsables de la moitié des décès en 2022. Le nombre de décès pour lesquels il a été établi que la COVID-19 était la cause initiale s'élève à près de 17 000, ce qui représente 8 % du nombre total de décès de 2020 à 2022.

4. Migrations internationales et interprovinciales

- ▶ En 2022, le bilan des mouvements migratoires avec l'extérieur du Québec (migrations internationales et interprovinciales) fait état d'un gain net de 146 400 personnes à la population québécoise. Après avoir atteint un record de 95 300 personnes en 2019, les gains ont chuté à 11 700 en 2020 et à 43 600 en 2021 en raison des mesures sanitaires de la pandémie. La hausse notable des gains en 2022 s'explique par une forte augmentation au chapitre des migrations internationales. En effet, le solde migratoire international, qui cumule le nombre d'immigrants et le solde des résidents non permanents (RNP) moins les émigrants nets, atteint 149 500 personnes en 2022.
- ▶ Le nombre d'immigrants admis en 2022 atteint un niveau record de 68 700 personnes en 2022, alors qu'il était de 50 300 personnes en 2021. Ce nombre correspond à la cible de 49 500 à 52 500 admissions prévue dans le Plan d'immigration du Québec pour l'année 2022, auxquelles s'ajoute un rattrapage de 18 000 personnes pour compenser le déficit d'admissions lié à la pandémie.
- ▶ Les RNP sont principalement des travailleurs temporaires, des étudiants étrangers ou des demandeurs d'asile. L'augmentation de leur nombre en 2022 est de 86 700 personnes, un solde record qui porte leur effectif total à environ 346 000 personnes au 1^{er} janvier 2023 selon l'estimation provisoire de Statistique Canada. Après avoir connu une période de croissance modérée jusqu'en 2015, le nombre de RNP s'est accru à un rythme de plus en plus rapide, jusqu'à devenir en 2019 la principale source d'accroissement migratoire. Cet élan a été freiné en 2020 et 2021, mais 2022 marque le retour à la tendance pré-pandémique.
- ▶ Selon l'estimation au 1^{er} janvier 2023, le Québec accueille 57 % des demandeurs d'asile présents au Canada, 16 % des travailleurs temporaires et 12 % des étudiants étrangers.
- ▶ Les nouveaux arrivants se concentrent majoritairement dans la région de Montréal, mais une tendance à la régionalisation se dessine peu à peu. La part des immigrants et des RNP recensés hors de l'île de Montréal était de 30 % en 2001, et elle s'élève à 44 % en 2021. Au cours de la dernière année, le solde migratoire international a atteint des sommets dans plusieurs régions du Québec.
- ▶ La France (16,1 %) arrive au premier rang des pays de naissance des nouveaux arrivants de 2022, devant la Chine (9,9 %), l'Algérie (5,5 %), Haïti (5,4 %) et la Tunisie (5,0 %).
- ▶ Parmi les 68 700 immigrants admis, l'immigration économique forme le groupe le plus important et comprend 66 % des immigrants de 2022. La catégorie « regroupement familial » représente 19 % des immigrants de 2022, et celle des « réfugiés et personnes en situation semblable » en regroupe 11 %.
- ▶ On estime que les pertes migratoires interprovinciales du Québec avec le reste du Canada se situent à -3 100 personnes en 2022 (contre -2 200 personnes en 2021), ce qui les place parmi les plus faibles jamais enregistrés. Ces pertes ont réduit depuis le milieu des années 2010, où elles atteignaient environ 14 000 personnes.
- ▶ Les échanges migratoires du Québec avec l'Alberta et l'Ontario en 2022 sont déficitaires (soldes respectifs de -1 900 et de -1 200). Le solde migratoire du Québec avec la Colombie-Britannique est légèrement négatif en 2022 (-200). Avec les autres provinces et territoires, le Québec affiche des soldes de faible ampleur.
- ▶ Le taux net de migration interprovinciale du Québec est de -0,4 pour mille en 2022. Toutes proportions gardées, les pertes du Québec sont beaucoup plus faibles que celles du Manitoba (-7,2 pour mille), de la Saskatchewan (-5,0 pour mille) et de l'Ontario (-3,5 pour mille). Les provinces qui affichent les taux positifs les plus élevés sont l'Île-du-Prince-Édouard (12,6 pour mille), la Nouvelle-Écosse (12,2 pour mille), le Nouveau-Brunswick (11,6 pour mille) et l'Alberta (10,2 pour mille).

5. Mariages et situation conjugale

- ▶ En 2022, 22 850 mariages ont été célébrés au Québec. On compte 8 150 mariages de plus qu'en 2021 (+ 55 %). Les mariages ont été aussi nombreux en 2022 qu'avant la pandémie (entre 22 000 et 23 500 annuellement depuis une quinzaine d'années). Les mariages ont connu une chute sans précédent en 2020 (11 300), suivie d'une légère remontée en 2021 (14 700).
- ▶ Après deux étés particulièrement touchés par le contexte pandémique, les mariages retrouvent leur saisonnalité habituelle. La moitié des mariages de 2022 ont été célébrés dans les mois de juillet, août et septembre.
- ▶ On compte 22 200 mariages unissant un homme et une femme et 700 unissant deux hommes ou deux femmes en 2022. Ces derniers représentent 3 % de l'ensemble des mariages, une proportion qui est demeurée plutôt stable ces dernières années. Le nombre de mariages entre femmes (370) est un peu plus élevé que celui entre hommes (330).
- ▶ En 2022, 37 % des mariages ont été célébrés par un ministre du culte, 30 % par un célébrant désigné, 18 % par un notaire et 15 % par un greffier. Ces proportions reviennent à ce qu'elles étaient avant la pandémie.
- ▶ La désaffection à l'égard du mariage qu'a connue le Québec au cours des dernières décennies est associée à une montée importante de l'union libre. Selon les données du Recensement de 2021, parmi les personnes qui vivent en couple, 58 % sont mariées et 42 % sont en union libre. En 1981, ces proportions étaient respectivement de 92 % et de 8 %.
- ▶ L'union libre est le mode de vie privilégié des jeunes couples, mais elle progresse dans tous les groupes d'âge. Chez les 20-24 ans, la part des conjoints en union libre parmi l'ensemble des personnes vivant en couple était de 31 % en 1981 et elle s'établit à 88 % en 2021. Durant la même période, les proportions sont passées de 5 % à 49 % chez les 40-44 ans et de 2 % à 31 % chez les 60-64 ans.
- ▶ Malgré la montée importante de l'union libre, on compte un peu moins de personnes en couple (mariées ou en union libre). En 2021, 57 % des hommes et 55 % des femmes de 15 ans et plus vivaient en couple, comparativement à 60 % et 57 % en 1981. Moins d'hommes et de femmes vivent en couple, sauf aux âges plus avancés.
- ▶ Au cours des dernières décennies, le fait de vivre seul a grandement gagné en popularité. En 2021, 18,5 % de la population de 15 ans et plus vit seule, alors que la part était de 8,4 % en 1981.

Chapitre 1

Évolution, mouvement et structure par âge de la population

La croissance démographique reprend avec vigueur en 2022

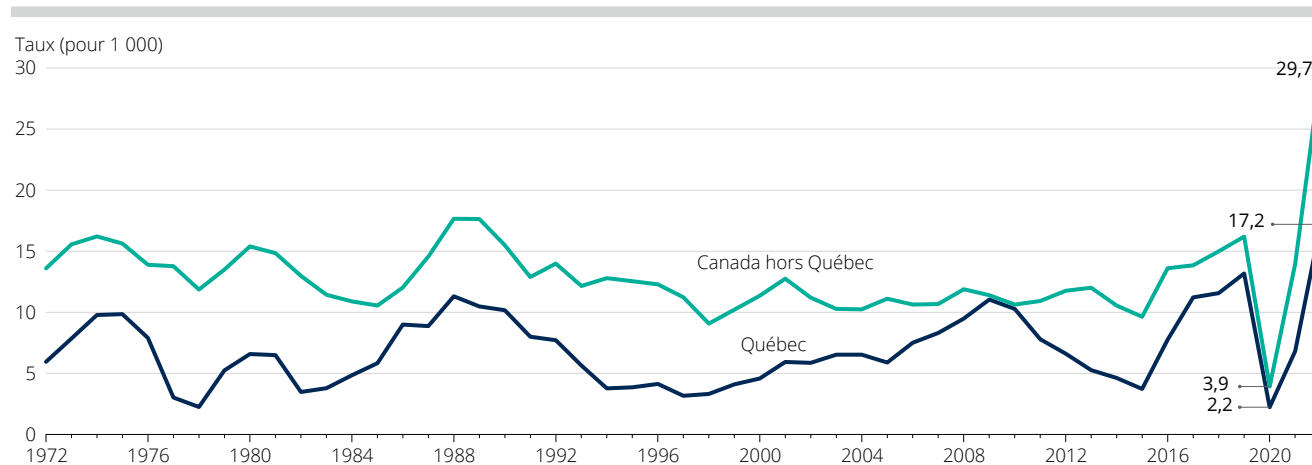
La population du Québec est estimée à 8 787 600 personnes au 1^{er} janvier 2023. Elle a augmenté de 149 900 habitants au cours de l'année 2022, ce qui correspond à un taux d'accroissement démographique de 17,2 pour mille, ou de 1,72 % (figure 1.1 et tableau 1.4 à la fin du chapitre). Il s'agit de la croissance annuelle la plus élevée depuis que des données comparables sont disponibles, soit depuis 1972. La croissance de 2022 surpasse ainsi les niveaux relativement élevés atteints au cours de la période pré-pandémique. De fait, le taux d'accroissement s'était maintenu entre 11 et 13 pour mille de 2017 à 2019, tandis qu'il avait rarement franchi le seuil de 10 pour mille au

cours des décennies 1970 à 2000¹. Cet élan a toutefois été freiné abruptement par la pandémie de COVID-19, le taux étant descendu à seulement 2,2 pour mille en 2020 en raison d'une hausse des décès, mais surtout d'une forte baisse des gains migratoires. La croissance de la population s'est redressée en 2021 (6,8 pour mille), tout en demeurant largement moindre qu'avant la pandémie, avant de reprendre avec vigueur au cours de la dernière année.

La croissance de la population a aussi connu un essor dans le reste du Canada en 2022, où le taux d'accroissement a augmenté de façon encore plus forte qu'au Québec pour se situer à 29,7 pour mille, de loin le taux le plus élevé des 50 dernières années.

Figure 1.1

Taux d'accroissement démographique total, Québec et reste du Canada, 1972-2022



Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (mars 2023). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

1. Des données compilées selon d'autres méthodes montrent que le Québec a connu des épisodes de croissance démographique aussi forte, voire plus, avant les années 1970, notamment durant les années du baby-boom ou sous l'effet de certaines vagues migratoires (Duchesne 1999).

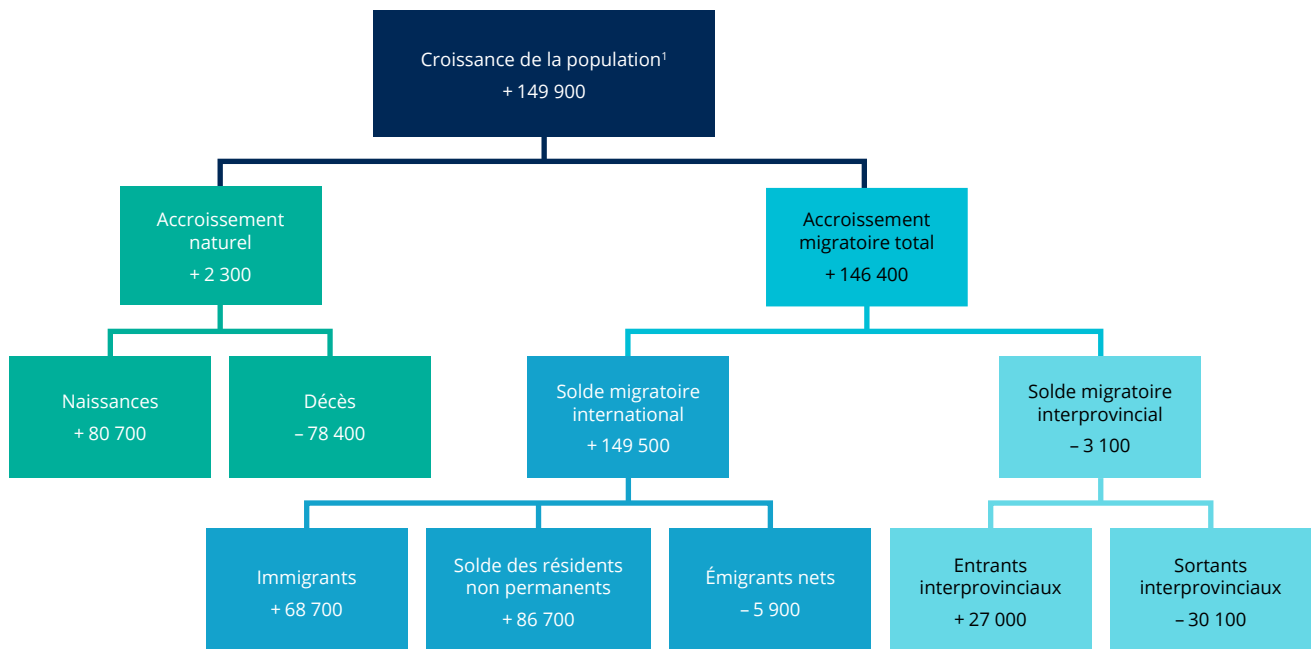
Les composantes de la croissance en 2022 : un accroissement naturel réduit, mais de forts gains migratoires internationaux

La croissance de 149 900 habitants enregistrée au Québec en 2022 découle essentiellement de gains migratoires. De fait, l'accroissement migratoire total, qui tient compte du solde des migrations internationales et interprovinciales, a été de 146 400 personnes, tandis que l'accroissement naturel, soit la différence entre les naissances et les décès, n'a été que de 2 300 personnes (figure 1.2 et tableau 1.4). Exprimés sous forme de taux, ces résultats correspondent à un taux d'accroissement migratoire total de 16,8 pour mille et à un taux d'accroissement naturel de 0,3 pour mille (tableau 1.5).

Lorsque l'on distingue le solde migratoire international et le solde migratoire interprovincial, on constate que la vigueur de la croissance démographique de 2022 repose plus précisément sur une forte hausse au chapitre des migrations internationales. Globalement, celles-ci ont engendré un gain net de 149 500 personnes au cours de la dernière année. Ce gain résulte de l'admission de 68 700 immigrants permanents et d'une augmentation de 86 700 résidents non permanents (RNP), auxquels on soustrait 5 900 émigrants nets². Le Québec n'avait jamais connu de solde migratoire international aussi élevé depuis au moins le début des années 1970 (figure 1.3). Tant le nombre de nouveaux immigrants admis que le solde des RNP enregistrés en 2022 atteignent des sommets en regard des 50 années précédentes. La hausse est particulièrement forte en ce qui concerne les RNP. Les gains attribuables aux RNP ont ainsi surpassé ceux

Figure 1.2

Composantes de l'accroissement démographique, Québec, 2022¹



1. Calculée par la différence entre la population au 1^{er} janvier 2023 et celle au 1^{er} janvier 2022. La mise en commun de différentes sources de données sur les composantes démographiques entraîne un léger écart résiduel entre la croissance totale et la somme des composantes.

Sources : Population et migrations : Statistique Canada, Estimations démographiques (mars 2023). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec. Naissances et décès : Institut de la statistique du Québec.

2. Le nombre d'émigrants net correspond à la somme des émigrants et du solde des personnes temporairement à l'étranger moins le nombre d'émigrants de retour. Il s'agit des trois composantes utilisées par Statistique Canada pour mesurer les sorties internationales (Statistique Canada 2022c).

attribuables à l'immigration permanente, une situation également observée en 2019, mais jamais auparavant. Précisons que les RNP sont des personnes admises de façon temporaire au Canada, principalement des travailleurs temporaires, des étudiants étrangers ou des demandeurs d'asile désirant obtenir le statut de réfugié, et que leur solde correspond à la variation de leur nombre au Québec entre le début et la fin d'une année (voir le chapitre 4 pour plus de détails au sujet des résidents non permanents).

La levée des restrictions majeures aux voyages internationaux à compter du milieu de 2021 et la volonté de rattrapage des admissions d'immigrants non réalisées dans les premiers mois de la pandémie ont contribué à la hausse des gains migratoires internationaux dans la dernière année.

Quant aux échanges migratoires avec les autres provinces canadiennes, ils demeurent une source de pertes pour le Québec, qui voit chaque année plus de personnes le quitter pour s'établir ailleurs au Canada que l'inverse. Le déficit s'est toutefois résorbé au cours des dernières années, une évolution observée avant la pandémie et qui se poursuit. Les pertes migratoires au profit des autres provinces varient ainsi entre 2 000 et 5 000 personnes

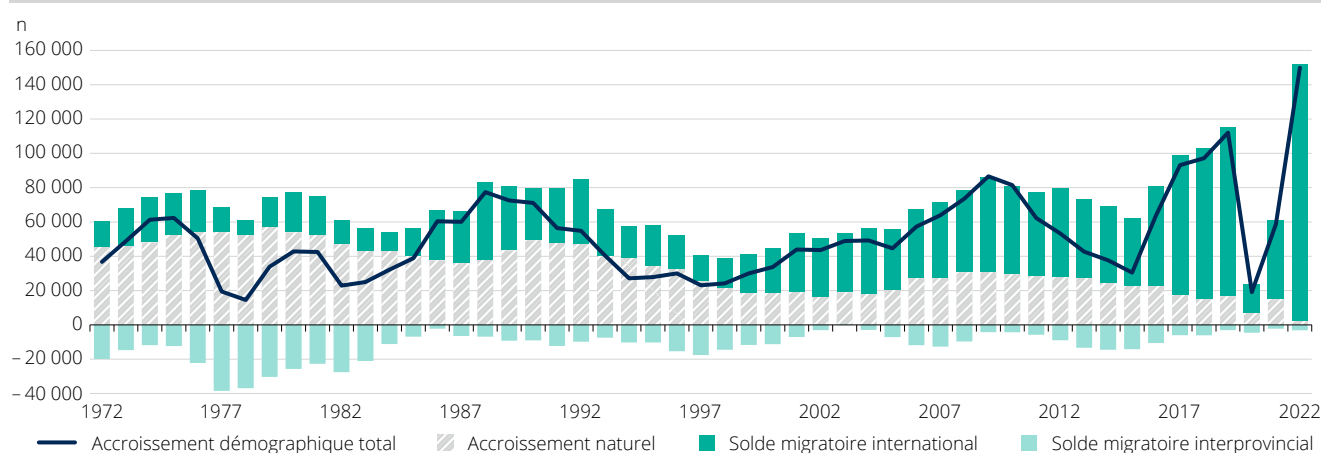
annuellement depuis 2019 (- 3 100 en 2022). Encore récemment, soit au cours de la période 2013-2016, les pertes étaient de plus de 10 000 personnes annuellement.

Enfin, l'accroissement naturel, obtenu en soustrayant les décès des naissances, n'a jamais été aussi faible au Québec qu'en 2022 (2 300 personnes). Avant cela, c'est en 2020 qu'il avait été à son plus bas, soit l'année du début de la pandémie, mais il avait alors été de 7 200 personnes. Il est remonté à 15 000 personnes en 2021, avant de chuter de façon marquée dans la dernière année. Cette baisse s'explique à la fois par une baisse des naissances et une hausse des décès. En 2022, 80 700 bébés sont nés au Québec, soit une réduction de quelque 4 200 naissances par rapport à 2021 (- 4,9 %). C'est le nombre de naissances le plus bas depuis 2005, quoiqu'il reste supérieur à ceux observés lors du creux historique de 1999 à 2004 (autour de 73 000 naissances par an). Le nombre de décès en 2022 est pour sa part estimé à 78 400, une augmentation de 8 500 décès (+ 12,1 %) par rapport à 2021. S'il est attendu que le nombre de décès augmente d'une année à l'autre dans un contexte de croissance et surtout de vieillissement de la population, la hausse de la dernière année apparaît particulièrement élevée.

De l'information complémentaire sur les naissances, les décès et les mouvements migratoires est apportée aux chapitres 2, 3 et 4.

Figure 1.3

Accroissement démographique total, accroissement naturel et solde des migrations internationales et interprovinciales, Québec, 1972-2022



Notes : Le solde migratoire international correspond à la somme des immigrants et du solde des résidents non permanents, moins le nombre d'émigrants nets. En plus des accroissements naturel et migratoire, l'accroissement démographique total comprend un écart résiduel. C'est pourquoi on note une différence entre l'accroissement démographique total et la somme des composantes présentées.

Sources : Accroissement total et migratoire : Statistique Canada, Estimations démographiques (mars 2023). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec. Accroissement naturel : Institut de la statistique du Québec.

Les autres provinces canadiennes ont toutes connu une croissance démographique encore plus forte que le Québec en 2022

L'évolution récente des taux d'accroissement démographique dans les différentes provinces canadiennes montre des similarités : après avoir connu un important ralentissement en 2020, la croissance de la population a connu une reprise d'ampleur variable en 2021, avant de s'intensifier de façon importante en 2022 (figure 1.4). Dans l'ensemble du Canada, la population a connu une croissance de 26,9 pour mille, pour s'élever à 39,6 millions d'habitants au 1^{er} janvier 2023. Cela représente une croissance de plus d'un million d'habitants en une seule année, du jamais vu auparavant (Statistique Canada 2023).

Bien que le Québec ait lui aussi vu sa population augmenter fortement en 2022, les autres provinces affichent toutes des taux d'accroissement encore plus élevés. Le taux n'est que légèrement supérieur à celui du Québec à Terre-Neuve-et-Labrador (17,9 pour mille), mais il est de plus de 30 pour mille au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, en Alberta et à l'Île-du-Prince-Édouard. Il s'approche également de 30 pour mille en Ontario et en Colombie-Britannique.

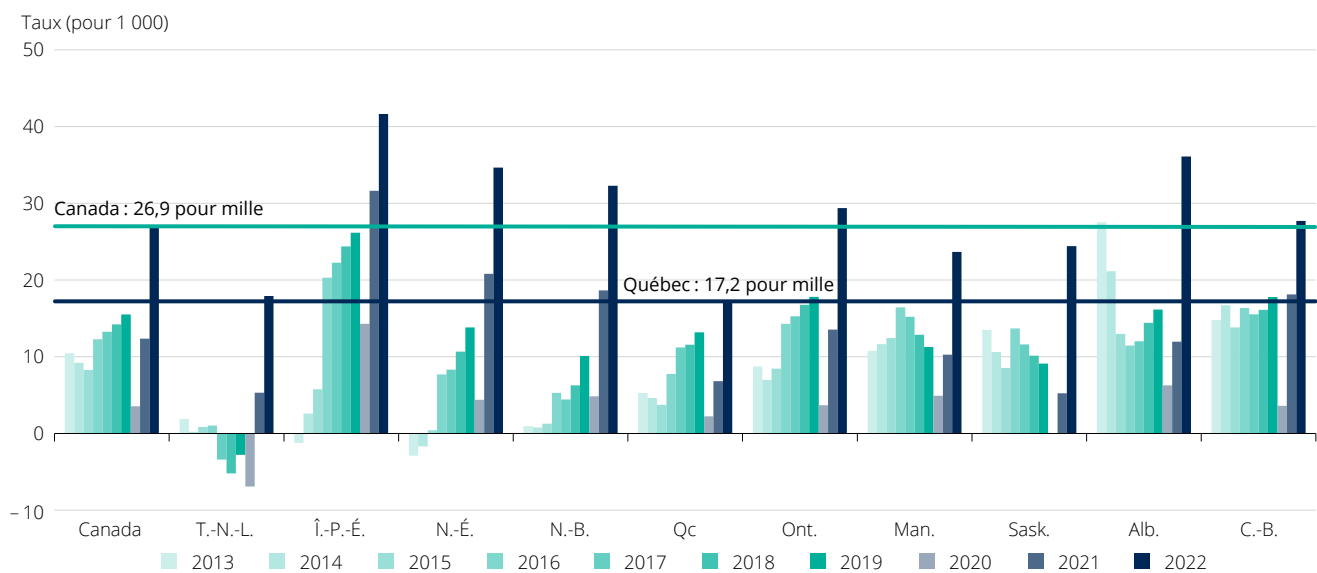
Dans toutes les provinces, la forte croissance de la population en 2022 a été alimentée par un solde record de RNP. Presque partout, le nombre d'immigrants a également atteint des sommets. Les seules exceptions sont l'Ontario et la Colombie-Britannique, où les volumes d'immigration ont été un peu moins élevés qu'en 2021. Soulignons que, comme au Québec, les gains attribuables aux RNP ont surpassé ceux attribuables à l'immigration permanente dans toutes les autres provinces au cours de la dernière année.

Les provinces de l'Atlantique et l'Alberta ont aussi pu compter sur des gains dans leurs échanges migratoires avec les autres provinces en 2022. À l'inverse, les migrations interprovinciales ont été peu favorables à la Colombie-Britannique, où les gains ont presque disparu. L'Ontario, le Manitoba et la Saskatchewan ont pour leur part continué de perdre des résidents au profit des autres provinces, et leur déficit a été parmi les plus importants des dernières décennies.

Enfin, l'accroissement naturel a diminué dans presque toutes les provinces en 2022. Par ailleurs, les décès ont surpassé les naissances dans les provinces de l'Atlantique ainsi qu'en Colombie-Britannique.

Figure 1.4

Taux d'accroissement démographique total, Canada et provinces, 2013-2022



Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (mars 2023). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Les estimations de la population

Les estimations de la population sont diffusées par Statistique Canada. Elles ont comme base les comptes des recensements, rajustés afin de tenir compte du sous-dénombrement net des recensements et des réserves partiellement dénombrées (Statistique Canada 2022c, Institut de la statistique du Québec 2022b).

Les estimations de population de 2016 et des années suivantes présentées dans ce document ne sont pas définitives. Elles ont comme base les comptes rajustés du Recensement de 2016 auxquels est ajoutée une estimation du bilan des différents événements démographiques survenus par la suite (naissances, décès et mouvements migratoires). Les estimations peuvent être révisées d'une diffusion à l'autre, si des sources plus complètes ou précises deviennent disponibles pour certaines des composantes de l'accroissement démographique. De plus, les estimations de population totale pour le Québec seront révisées en septembre 2023 pour s'arrimer aux comptes rajustés du Recensement de 2021. Les estimations selon l'âge et le genre¹ seront disponibles en février 2024. Enfin, la révision se fera en mai 2024 pour les données régionales. La prise en compte des résultats d'un nouveau recensement dans les estimations de population entraîne parfois des révisions majeures dans les données (Institut de la statistique du Québec 2019a). Par conséquent, une certaine prudence est de mise dans l'interprétation des résultats les plus récents.

Les données sur les composantes migratoires

Les données sur les migrations internationales, les migrations interprovinciales et les résidents non permanents sont produites par Statistique Canada à partir de différentes sources de données administratives, dont celles d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada et de l'Agence du revenu du Canada. Certaines de ces données pourraient encore faire l'objet de révisions pour les années les plus récentes. Différentes publications de Statistique Canada précisent les méthodes d'estimation et les limites des données sur les composantes migratoires (voir notamment Statistique Canada 2016 et 2022c).

Les données sur les naissances et les décès

Les données sur les naissances et les décès proviennent du Registre des événements démographiques du Québec, tenu par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Dans le présent document, les données sur les naissances et les décès des années 2021 et 2022 sont provisoires. Les données provisoires sont produites en se basant sur une très large proportion d'événements déjà présents dans le Registre et sur une estimation des cas manquants (naissances et décès de personnes résidant au Québec survenus hors Québec, décès soumis à l'attention d'un coroner, etc.).

1. À compter de février 2024, les estimations de population de 2021 et des années suivantes seront diffusées selon le genre et non plus selon le sexe à la naissance des individus. Les données seront diffusées selon deux modalités de genre (après répartition des personnes non binaires). Ce changement ne devrait pas engendrer de bris de comparabilité important avec les estimations des années précédentes disponibles selon le sexe, en raison de la petite taille des populations non binaires et transgenres (0,23 % de la population de 15 ans et plus selon le Recensement de 2021). Pour plus d'information au sujet de la diversité de genre, il est possible de consulter la page méthodologique sur la [prise en compte du genre à l'ISQ](#), ou les documents de références sur le genre du [Recensement de la population canadienne de 2021](#).

Le Québec compte pour 22 % de la population canadienne, une proportion qui continue de fléchir

Le Québec est la deuxième province la plus peuplée du Canada. Selon les estimations de population au 1^{er} janvier 2023, son poids démographique au sein du Canada est de 22,2 % (tableau 1.1). La part de l'Ontario, qui occupe le premier rang avec une population qui a franchi le seuil de 15 millions d'habitants, est de 38,9 %. La Colombie-Britannique (13,6 %) et l'Alberta (11,7 %) occupent respectivement le troisième et le quatrième rang. La part des autres provinces et territoires varie entre 0,1 % et 4 % (données non illustrées).

Le poids démographique du Québec dans le Canada tend à diminuer en raison d'une croissance démographique souvent plus faible que dans la plupart des autres provinces. Depuis 1976, sa part a diminué d'environ 5 points de pourcentage. Au cours de la même période, l'Ontario et la Colombie-Britannique ont gagné environ 3 points, alors que l'Alberta a vu son poids démographique progresser de 4 points. À l'instar du Québec, les provinces de l'Atlantique, le Manitoba et la Saskatchewan comptent une part de la population canadienne moindre en 2023 que dans les années 1970, mais leur poids démographique est généralement demeuré stable au cours des dernières années.

Peu après la Confédération (1867), le Québec comptait pour le tiers de la population canadienne. Cette part est passée en dessous de 25 % en 1993. Les plus récentes projections démographiques de Statistique Canada pour le Canada, les provinces et les territoires indiquent que le poids démographique du Québec devrait continuer de diminuer, pour se situer tout juste en deçà de 20 % en 2043 (Statistique Canada 2022d).

Comparaisons internationales : la croissance démographique du Québec surpasse celle de nombreux pays

Si la croissance démographique du Québec a été inférieure à celle des autres provinces canadiennes en 2022, elle est en revanche supérieure à celle de plusieurs pays pour lesquels les données de la dernière année sont déjà disponibles. En effet, comme l'indique le tableau 1.2, le taux d'accroissement du Québec en 2022, de 17,2 pour mille, a été plus élevé que celui de l'Allemagne, de l'Autriche, du Danemark, de la Norvège et des Pays-Bas, où les taux ont varié entre 10 et 14 pour mille. L'écart est plus marqué entre la croissance du Québec et celle d'autres pays, comme la Nouvelle-Zélande ou la Suède

Tableau 1.1

Population et part relative dans le Canada, Québec et certaines provinces, 1976-2023

Année	Population au 1 ^{er} janvier					Part relative				
	Québec	Ontario	Alberta	Colombie-Britannique	Canada	Québec	Ontario	Alberta	Colombie-Britannique	Canada
	n					%				
1976	6 362 125	8 366 498	1 839 191	2 520 425	23 304 197	27,3	35,9	7,9	10,8	100,0
1981	6 523 258	8 770 591	2 249 907	2 790 754	24 665 355	26,4	35,6	9,1	11,3	100,0
1986	6 684 699	9 362 036	2 415 590	2 988 964	25 962 414	25,7	36,1	9,3	11,5	100,0
1991	7 026 241	10 355 101	2 572 947	3 339 935	27 854 861	25,2	37,2	9,2	12,0	100,0
1996	7 232 952	11 009 307	2 753 463	3 826 739	29 446 857	24,6	37,4	9,4	13,0	100,0
2001	7 373 978	11 771 945	3 027 941	4 055 229	30 824 441	23,9	38,2	9,8	13,2	100,0
2006	7 604 258	12 587 531	3 371 823	4 217 962	32 395 309	23,5	38,9	10,4	13,0	100,0
2011	7 967 185	13 198 650	3 754 424	4 482 260	34 166 099	23,3	38,6	11,0	13,1	100,0
2016	8 193 624	13 773 629	4 169 830	4 811 465	35 871 136	22,8	38,4	11,6	13,4	100,0
2021 ^r	8 579 010	14 740 102	4 429 077	5 157 293	38 043 450	22,6	38,7	11,6	13,6	100,0
2022 ^r	8 637 650	14 940 912	4 482 385	5 251 578	38 516 138	22,4	38,8	11,6	13,6	100,0
2023 ^p	8 787 554	15 386 407	4 647 178	5 399 118	39 566 248	22,2	38,9	11,7	13,6	100,0

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (mars 2023). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

qui affichent des taux d'environ 7 pour mille, ou encore la France, où la population a augmenté à un rythme de 2,9 pour mille.

Les plus récentes données disponibles pour les États-Unis, soit celles de juillet 2021 à juin 2022, indiquent que la croissance de la population du pays s'est établie à 3,8 pour mille, soit une croissance inférieure à celle du Québec pour la même période (10,8 pour mille). L'Australie et l'Espagne affichent aussi des taux inférieurs à celui du Québec pour cette période.

La Chine, qui compte 1,4 milliard d'habitants, a plutôt vu sa population décroître en 2022 (- 0,6 pour mille) et elle serait surpassée par l'Inde en 2023 selon les plus récentes projections des Nations Unies (Nations Unies 2022). De même, le déclin démographique se poursuit de façon accélérée au Japon (- 4,3 pour mille). D'autres pays étaient en décroissance selon des données un

peu moins récentes non illustrées ici, comme l'Italie ou des pays d'Europe de l'Est (données disponibles sur le site Web d'[Eurostat](#)). L'Allemagne et l'Espagne ont aussi récemment connu des années de déclin, mais ont affiché une croissance dans la dernière année, notamment en raison d'une hausse des gains migratoires internationaux (Destatis 2023 et INE 2022).

Soulignons que selon les Nations Unies, la population mondiale aurait franchi le seuil de 8 milliards d'habitants en 2022, avec une croissance annuelle estimée à 8,4 pour mille en 2022 (un rythme deux fois moindre que celui de la population québécoise). L'humanité aura mis 12 ans à passer de 7 à 8 milliards d'habitants, mais elle devrait mettre plus de temps avant de s'élever à 9 milliards, signe d'un ralentissement anticipé de la croissance démographique mondiale au cours des prochaines années (Nations Unies 2022).

Tableau 1.2

Population totale et taux d'accroissement, Canada, principales provinces et certains États, 2019-2022

État	Population en 2022 ¹	Taux d'accroissement			
		2019	2020	2021	2022
	n	pour 1 000			
Québec	8 787 554	13,2	2,2	6,8	17,2
Canada	39 566 248	15,5	3,5	12,3	26,9
Ontario	15 386 407	17,8	3,7	13,5	29,4
Alberta	4 647 178	16,2	6,3	12,0	36,1
Colombie-Britannique	5 399 118	17,8	3,6	18,1	27,7
Allemagne	84 300 000	1,8	- 0,1	1,0	12,7
Australie	25 996 144	14,9	12,4	1,3	11,9
Autriche	9 106 126	4,8	3,5	5,2	14,1
Chine	1 411 750 000	10,5	1,4	0,3	- 0,6
Danemark	5 932 654	2,9	3,0	5,7	10,0
Espagne	47 615 034	8,0	5,3	- 0,5	6,0
États-Unis ²	333 287 557	..	..	1,6	3,8
France	68 042 591	2,7	2,9	3,1	2,9
Japon	124 770 000	- 2,6	- 2,8	- 2,6	- 4,3
Norvège	5 488 984	7,4	4,4	6,3	11,7
Nouvelle-Zélande	5 151 600	19,9	12,5	2,5	6,9
Pays-Bas	17 815 508	7,2	3,9	6,6	12,7
Suède	10 521 556	9,5	5,0	7,0	6,6

1. Population en fin d'année, à l'exception de l'Australie, de l'Espagne et des États-Unis où il s'agit de la population au 1^{er} juillet. Pour ces pays, les taux d'accroissement couvrent l'année se terminant le 1^{er} juillet de l'année indiqué. Par exemple, le taux de 2019 couvre l'année allant du 1^{er} juillet 2018 au 1^{er} juillet 2019.

2. Seules les données des deux dernières années sont présentées en raison d'un bris de comparabilité.

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada.
Offices statistiques nationaux.

La population du Québec selon l'âge et le sexe : une personne sur cinq est maintenant âgée d'au moins 65 ans

La pyramide des âges de la **figure 1.5** présente en un coup d'œil la structure par âge et sexe de la population québécoise au 1^{er} juillet 2022³. Les générations nombreuses du baby-boom, nées entre 1946 et 1966, y figurent entre 56 et 76 ans (A). Elles franchissent tour à tour l'âge de la retraite. On observe d'autres pointes, quoique de moindre importance, autour de 40 ans (C) et autour de 30 ans (E), lesquelles sont à mettre en lien avec la hausse de la natalité à la fin des années 1970 et au début des années 1990. On note la faiblesse de l'effectif un peu avant 20 ans (F), qui est liée au creux des naissances observé autour de l'année 2000. Le renflement autour de l'âge de 10 ans illustre quant à lui la hausse importante des naissances à la fin de la décennie 2000 (G). Enfin, la baisse des naissances des années récentes est visible au bas de la pyramide.

Dans l'ensemble, la population du Québec compte un nombre similaire d'hommes et de femmes en 2022, mais des différences s'observent selon l'âge. On compte un peu

plus de garçons que de filles à la base de la pyramide (H), étant donné qu'il naît généralement environ 105 garçons pour 100 filles. Les hommes restent plus nombreux que les femmes jusqu'aux environs de 60 ans (I), mais les femmes sont nettement plus nombreuses au sommet de la pyramide (J) parce qu'elles vivent plus longtemps.

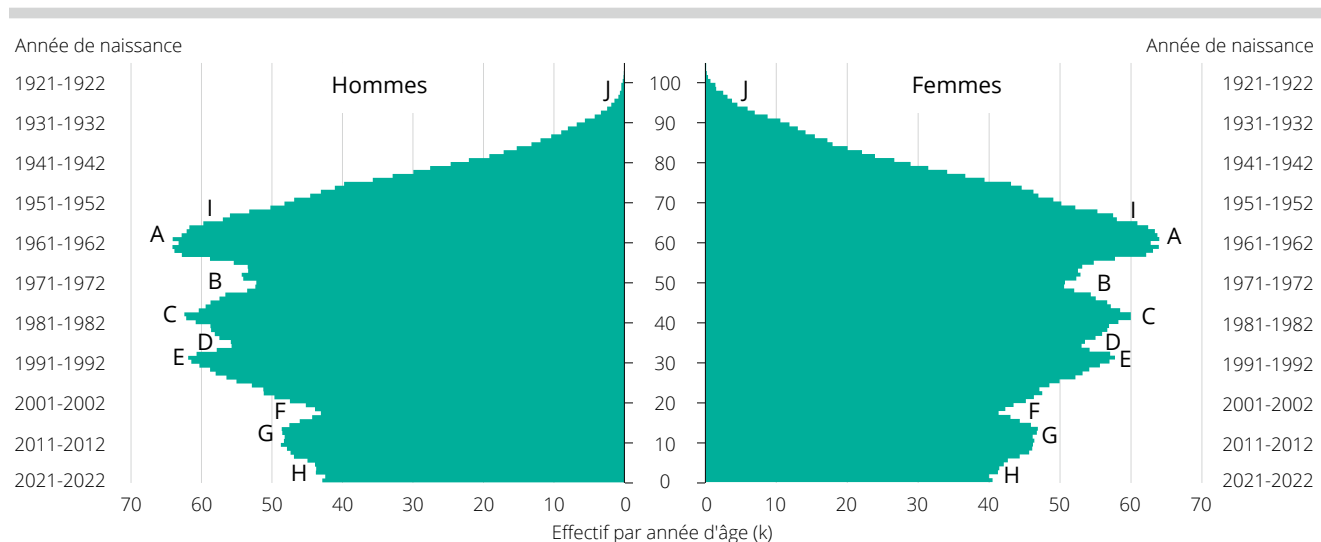
En 2022, on dénombre environ 3 600 centenaires au Québec, dont 77 % sont des femmes.

Légende de la pyramide des âges

- A : Générations nombreuses du baby-boom (1946-1966)
- B : Forte baisse du nombre de naissances entre 1960 et 1972
- C : Remontée à près de 100 000 naissances en 1979
- D : Diminution à moins de 84 000 naissances en 1987
- E : Remontée à 98 000 naissances en 1990
- F : Diminution à 72 000 naissances en 2000
- G : Remontée à près de 89 000 naissances en 2009
- H : Plus de garçons que de filles à la naissance
- I : Plus de femmes que d'hommes à compter de cet âge
- J : Beaucoup plus de femmes que d'hommes aux grands âges

Figure 1.5

Pyramide des âges, Québec, 1^{er} juillet 2022^p



Note : Les données détaillées et la série chronologique complète sont disponibles sur le [site Web de l'ISQ](#).

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

3. Les sections sur la structure par âge de la population sont reprises de l'édition 2022 de la publication *Le Bilan démographique du Québec*, puisqu'il n'y avait pas de nouvelles données disponibles pour la présente édition.

L'année 2022 marque le moment où la population des personnes de 65 ans et plus dépasse le nombre de jeunes de 0 à 19 ans. En effet, 20,6 % de la population québécoise a maintenant moins de 20 ans, 58,6 % est âgée de 20 à 64 ans et 20,8 % fait partie du groupe des 65 ans et plus (tableau 1.3). C'est donc qu'une personne sur cinq est âgée de 65 ans ou plus, une proportion qui augmente de façon accélérée depuis que les baby-boomers ont commencé à atteindre cette tranche d'âge.

Le rapport de dépendance démographique, qui mesure le poids relatif des moins de 20 ans et des 65 ans et plus par rapport aux 20-64 ans, s'établit à 0,71 en 2022. Cela indique que l'on dénombre environ 71 jeunes de moins de 20 ans ou d'aînés de 65 ans et plus pour 100 personnes de 20 à 64 ans. L'âge moyen de la population québécoise en juillet 2022 est de 43,0 ans. Dans un contexte de vieillissement de la population, tous ces indicateurs tendent à augmenter d'une année à l'autre (tableau 1.6).

Les indicateurs de structure par âge, présentés selon le sexe, montrent que la population féminine est un peu plus âgée que la population masculine au Québec. En 2022, 22,3 % des femmes sont âgées de 65 ans ou plus, contre 19,4 % des hommes. L'âge moyen des femmes est de 43,8 ans, alors que celui des hommes est de 42,1 ans.

Qu'est-ce que le vieillissement démographique ?

Le vieillissement démographique est une conséquence de l'allongement de l'espérance de vie et de la baisse de la fécondité. Il est ainsi lié au phénomène de la transition démographique, c'est-à-dire le passage d'un régime de forte mortalité et de forte fécondité à un régime de faible mortalité et de faible fécondité.

Dans plusieurs pays, le vieillissement est accentué par les fluctuations de la fécondité observées au cours du XX^e siècle. Au Québec, ces fluctuations ont engendré un baby-boom de forte amplitude (Légaré 2003) qui a été suivi d'un *baby-bust* (chute de la fécondité) particulièrement rapide et marqué. Le baby-boom aura d'abord retardé le vieillissement en gonflant successivement la part des 0-19 ans et des 20-64 ans, mais il l'accélère au moment où ses cohortes atteignent l'âge de 65 ans.

Tableau 1.3

Population selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1^{er} juillet 2022^p

Groupe d'âge	n			% ¹			% ²		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
0-19 ans	915 032	876 614	1 791 646	21,0	20,2	20,6	51,1	48,9	100,0
0-14 ans	692 814	662 178	1 354 992	15,9	15,2	15,6	51,1	48,9	100,0
15-19 ans	222 218	214 436	436 654	5,1	4,9	5,0	50,9	49,1	100,0
20-64 ans	2 594 561	2 499 231	5 093 792	59,6	57,5	58,6	50,9	49,1	100,0
20-34 ans	837 542	778 782	1 616 324	19,2	17,9	18,6	51,8	48,2	100,0
35-49 ans	871 674	840 671	1 712 345	20,0	19,4	19,7	50,9	49,1	100,0
50-64 ans	885 345	879 778	1 765 123	20,3	20,3	20,3	50,2	49,8	100,0
65 ans et plus	843 297	966 924	1 810 221	19,4	22,3	20,8	46,6	53,4	100,0
65-74 ans	499 320	520 991	1 020 311	11,5	12,0	11,7	48,9	51,1	100,0
75-84 ans	263 659	306 188	569 847	6,1	7,1	6,6	46,3	53,7	100,0
85 ans et plus	80 318	139 745	220 063	1,8	3,2	2,5	36,5	63,5	100,0
100 ans et plus	812	2 784	3 596	0,0	0,1	0,0	22,6	77,4	100,0
Total	4 352 890	4 342 769	8 695 659	100,0	100,0	100,0	50,1	49,9	100,0
Âge médian	42,2	44,0	43,1	..	..	..	..	..	..
Âge moyen	42,1	43,8	43,0	..	..	..	..	..	..
Rapport de dépendance démographique ³	0,68	0,74	0,71	..	..	..	..	..	..

1. Il s'agit du pourcentage par rapport au total de la colonne.

2. Il s'agit du pourcentage par rapport au total de la ligne.

3. (0-19 ans + 65 ans et plus) / (20-64 ans).

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Un vieillissement de la population plus avancé que dans la plupart des autres provinces, mais moins que dans plusieurs pays

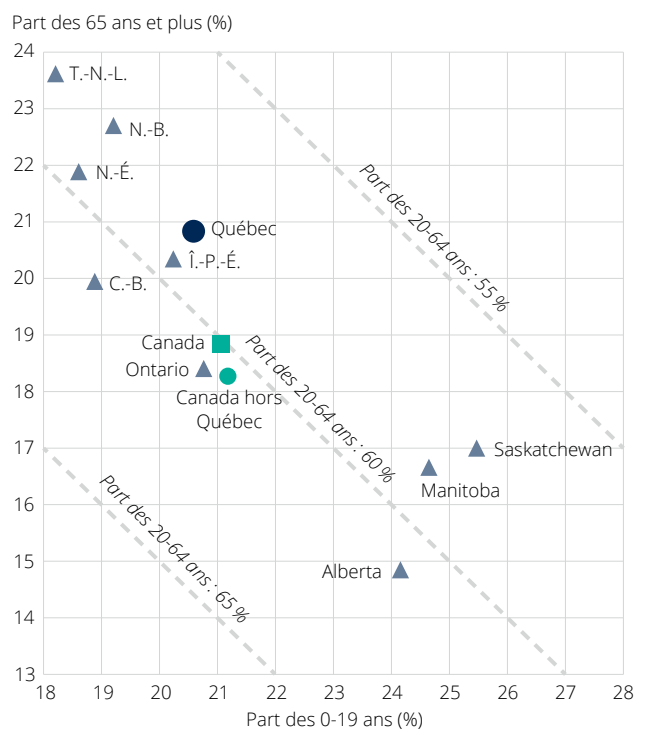
La structure par âge de la population du Québec est plus vieille que celle du reste du Canada (figure 1.6). Toutes proportions gardées, le Québec compte en 2022 plus de personnes de 65 ans et plus (20,8 % contre 18,3 %) et un peu moins de jeunes de 0 à 19 ans (20,6 % contre 21,2 %). La part des 20-64 ans y est un peu moindre (58,6 % contre 60,6 %).

Parmi les autres provinces, Terre-Neuve-et-Labrador, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse sont les seules où la part des 65 ans et plus surpasse celle du Québec (entre 21,8 % et 23,6 %). Ces trois provinces comptent aussi une part de jeunes de moins de 20 ans inférieure à 20 %. C'est aussi le cas de la Colombie-Britannique, qui compte cependant moins d'aînés (19,9 %). L'Île-du-Prince-Édouard affiche une répartition par grand groupe d'âge assez semblable à celle du Québec. En Ontario, la part des jeunes se situe près de celle du Québec, mais la part des personnes âgées de 65 ans et plus est moindre (18,4 %). La Saskatchewan et le Manitoba se distinguent par des proportions de jeunes plus importantes que dans les autres provinces, les moins de 20 ans composant environ le quart de leur population. Les aînés y sont à l'inverse proportionnellement moins nombreux que dans la plupart des autres provinces (ils représentent un peu moins de 17 % de la population). L'Alberta compte elle aussi une part de jeunes relativement élevée (24,2 %), tandis que la part d'aînés y est la plus faible de toutes les provinces (14,8 %). Les personnes de 20 à 64 ans comptent pour plus de 60 % de la population dans seulement trois provinces, soit l'Alberta, la Colombie-Britannique et l'Ontario (environ 61 % dans les trois cas).

À l'échelle internationale, certains pays comptent une plus large part de personnes de 65 ans et plus que le Québec. Selon les estimations des Nations Unies pour 2022, cette part atteint 30 % au Japon, et se situe entre 22 % (France) et 24 % (Italie) dans plusieurs pays européens, notamment en Allemagne, en Grèce, au Portugal et en Finlande (Nations Unies 2022). La proportion d'aînés est semblable à celle du Québec (entre 20 % et 21 %) en Belgique, en Autriche, en Hongrie, en Suède, en Espagne, aux Pays-Bas et au Danemark. Elle s'approche du seuil

de 20 % en Suisse, au Royaume-Uni, en Ukraine et en Pologne (19 %), de même qu'en Norvège (18 %). La part est un peu moindre en Australie, aux États-Unis et en Corée du Sud (17 %), de même qu'en Nouvelle-Zélande (16 %). Elle est de 14 % en Chine et de 7 % en Inde. Elle demeure inférieure à 5 % dans un grand nombre de pays, dont plusieurs sont en Afrique.

Figure 1.6
Parts des groupes d'âge, Canada et provinces, 1^{er} juillet 2022^D



Note : Les parts respectives des personnes de 0 à 19 ans et de 65 ans et plus se lisent directement sur les deux axes de la figure. La part des 20-64 ans peut se déduire de la part des deux autres groupes puisqu'il s'agit du complément à 100. Cette troisième part se lit sur le graphique à l'aide de diagonales : celles correspondant à 55 %, 60 % et 65 % de personnes de 20 à 64 ans ont été tracées. Le Québec, qui compte 58,6 % de personnes de 20 à 64 ans, se situe à droite de la diagonale correspondant à une proportion de 60 %, de même que l'Île-du-Prince-Édouard (59,5 %), alors que la Colombie-Britannique (61,2 %) se situe à gauche.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Un aperçu du bilan démographique des régions administratives : regain de la croissance en 2021-2022 dans les régions où se trouvent les grands centres urbains

La dynamique démographique varie grandement d'une région administrative à l'autre. À cette échelle, les échanges migratoires interrégionaux s'ajoutent aux composantes que sont la fécondité, la mortalité et les migrations internationales et interprovinciales pour faire évoluer la taille et la structure par âge de la population.

Une série de *Fiches démographiques* publiée par l'ISQ en janvier 2023 présente le [bilan démographique de chacune des 17 régions administratives](#) du Québec en date du 1^{er} juillet 2022. Il en ressort que presque toutes les régions ont vu leur population s'accroître entre 2021 et 2022 (**figure 1.7**). Environ la moitié d'entre elles ont connu une accélération de leur croissance par rapport à l'année 2020-2021, soit la première année complète en contexte pandémique. C'est le cas notamment des régions où se trouvent les plus grands centres urbains, dont le rythme d'accroissement a rebondi après avoir ralenti les deux années précédentes. Montréal renoue ainsi avec la croissance (7 pour mille), après un déclin important en 2020-2021 (-23 pour mille).

Lanaudière, les Laurentides et l'Estrie maintiennent les taux d'accroissement les plus élevés en 2021-2022, même si la croissance de la population n'y a pas été aussi forte qu'en 2020-2021. En revanche, la croissance continue de s'accroître dans des régions comme la Mauricie, la Chaudière-Appalaches, le Saguenay-Lac-Saint-Jean et le Bas-Saint-Laurent. Enfin, seule la Côte-Nord continue de voir sa population décroître, quoique faiblement.

En 2021-2022, la plupart des régions ont enregistré des gains record dans leurs échanges migratoires avec l'extérieur du Québec. Seulement trois régions ont aussi pu compter sur un bilan amélioré dans leurs échanges migratoires avec les autres régions du Québec, soit Montréal et Laval, où les pertes ont diminué, et la Capitale-Nationale, où les gains ont augmenté. Une diminution des sortants en provenance de ces trois régions a eu pour effet de réduire les gains dans plusieurs autres régions comparativement à l'année précédente.

L'accroissement naturel (naissances moins décès) contribue généralement assez peu à la croissance des régions. Il a même été négatif dans sept régions en 2021-2022. Sans accroissement migratoire, ces régions auraient donc vu leur population décliner, mais cela a seulement été le cas sur la Côte-Nord, où un déficit migratoire s'ajoute au léger déficit de naissances. Seul le Nord-du-Québec enregistre un accroissement naturel assez fort pour compenser ses pertes migratoires.

Les données servant à établir le bilan démographique des régions du Québec sont mises à jour tout au long de l'année sur le [site Web](#) de l'ISQ. On y trouve également plusieurs données sur les MRC et les municipalités. Les estimations de population infraprovinciales au 1^{er} juillet 2023 seront diffusées en mai 2024.

Suite à la page 28

Figure 1.7

Taux d'accroissement démographique total, régions administratives et ensemble du Québec, 2011-2022



1. Selon les nouvelles limites territoriales entrées en vigueur le 28 juillet 2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.

Note : Taux d'accroissement entre le 1^{er} juillet d'une année et celui de l'année suivante. Les régions sont classées selon le taux d'accroissement de la période 2021-2022, du plus élevé au plus faible.

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, janvier 2023). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Vers une population de plus de 10 millions en 2066

Selon le scénario de référence des perspectives démographiques mises à jour en 2022 par l'ISQ, la population du Québec passerait de 8,7 millions en 2022 à 9 millions en 2027, et à plus de 10 millions en 2066 (figure 1.8). Ce scénario reprend généralement les mêmes hypothèses de projection que l'édition publiée en 2019, mais le niveau de chaque composante au départ de la projection s'arrime au plus récent niveau observé.

Un accroissement démographique qui se poursuit, mais qui ralentit

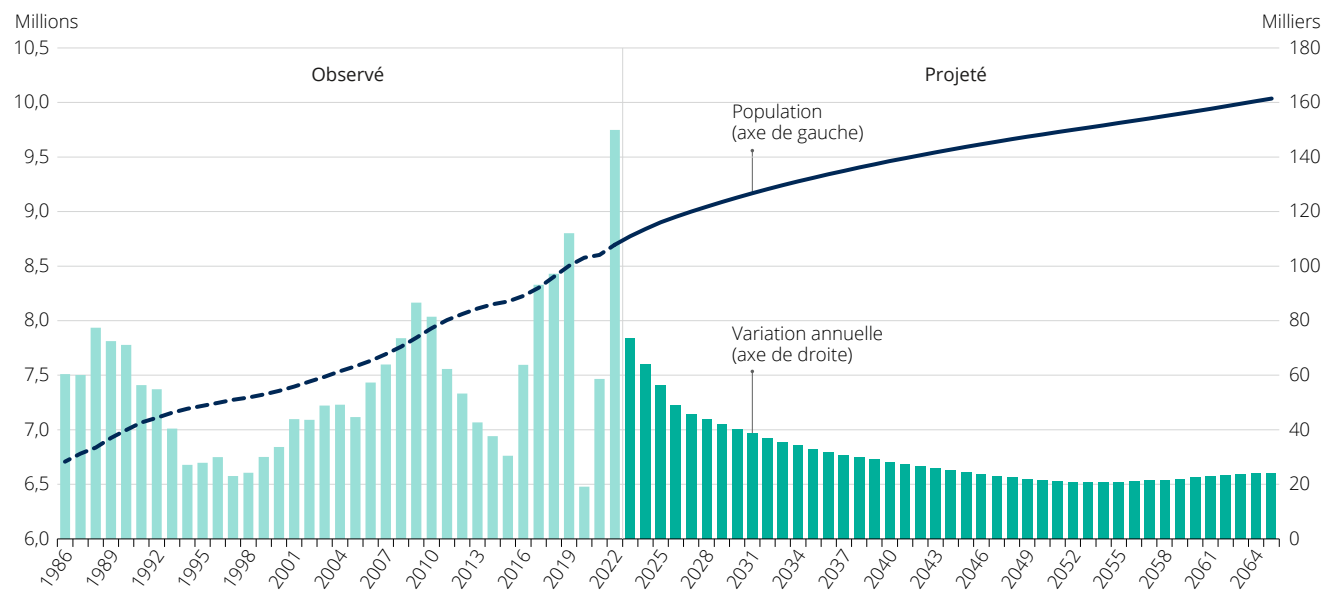
Les perspectives démographiques laissent entrevoir une croissance continue de la population du Québec jusqu'en 2066, mais le rythme de la croissance est appelé à diminuer. Alors qu'un accroissement d'environ 73 000 personnes est projeté pour 2023, il devrait à peine dépasser 20 000 personnes au début des années 2050. Le taux d'accroissement annuel pourrait s'établir alors à environ 0,2 %, comparativement à plus de 1 % au départ de la projection.

La croissance soutenue par l'accroissement migratoire

Le ralentissement à moyen et long terme de la croissance de la population est surtout lié à l'augmentation progressive du nombre de décès, conséquence de l'arrivée des générations nombreuses du baby-boom aux âges où la mortalité est élevée. L'accroissement naturel (naissances moins décès) devrait rester positif jusqu'en 2031, mais le nombre de décès pourrait surpasser le nombre de naissances par la suite. La croissance de la population serait alors portée par l'accroissement migratoire.

Figure 1.8

Population et variation annuelle observées et projetées, Québec, 1986-2066

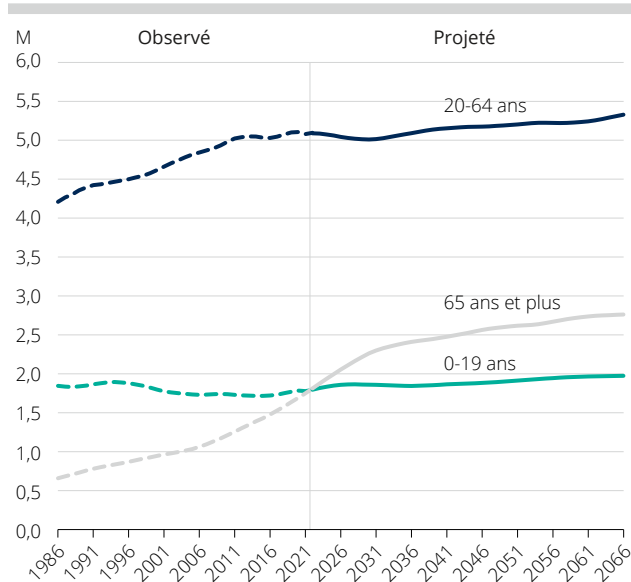


Sources : Statistique Canada, Estimations démographiques (données observées).
Institut de la statistique du Québec, scénario Référence A2022 (données projetées).

Hausse du nombre et de la part des personnes âgées au sein de la population

Le vieillissement de la population du Québec est appelé à se poursuivre au cours des prochaines années (figures 1.9 et 1.10). En 2066, la population du Québec compterait 1,37 million de personnes de plus qu'en 2022 et, à lui seul, le groupe des 65 ans et plus connaîtrait une croissance de près d'un million de personnes, une croissance essentiellement concentrée d'ici 2031. En termes relatifs, la proportion d'aînés dans la population totale passerait de 21% en 2022 à 27% en 2066. Soulignons que cette part équivaut à celle atteinte au Japon en 2015.

Figure 1.9
Effectifs de la population selon le groupe d'âge, Québec, 1986-2066



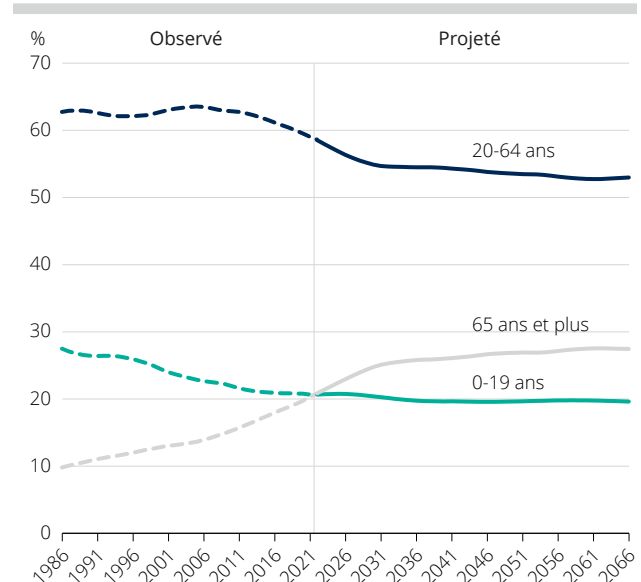
Sources : Statistique Canada, Estimations démographiques (données observées).
Institut de la statistique du Québec, scénario Référence A2022 (données projetées).

Le poids démographique des 20-64 ans en baisse, surtout d'ici 2031

Parallèlement à une hausse du nombre de personnes âgées, il y aurait d'ici 2031 une hausse de 62 000 personnes chez les 0-19 ans et une baisse de 75 000 personnes chez les 20-64 ans. Autrement dit, le Québec devrait connaître au cours des prochaines années une réduction de la taille du groupe d'âge qui représente le principal bassin de main-d'œuvre, alors que les deux autres groupes, considérés comme dépendants à certains égards, seront en croissance. Il en découle une augmentation rapide du rapport de dépendance démographique projeté (tableau 1.6).

En termes relatifs, le poids démographique des 20-64 ans devrait diminuer continuellement au cours des prochaines décennies, passant de 59% en 2022 à 53% en 2066, et ce, même si leurs effectifs pourraient se redresser après 2031. Les jeunes de moins de 20 ans verraient quant à eux leur part rester relativement stable autour de 20%.

Figure 1.10
Part de la population selon le groupe d'âge, Québec, 1986-2066



Sources : Statistique Canada, Estimations démographiques (données observées).
Institut de la statistique du Québec, scénario Référence A2022 (données projetées).

Perspectives de croissance révisées à la baisse pour Montréal et Laval, mais à la hausse partout ailleurs

À l'échelle du Québec, les résultats du scénario de référence de 2022 sont pratiquement inchangés par rapport à ceux de 2021. Les changements sont toutefois plus marqués à l'échelle régionale : 15 des 17 régions administratives voient leurs perspectives de croissance d'ici 2041 révisées à la hausse. Les deux exceptions sont Montréal et Laval, qui voient leur population projetée être révisée à la baisse, bien qu'une croissance démographique soit encore annoncée. Ces révisions s'expliquent notamment par les plus récentes données de migration interrégionale (moins favorables aux grands centres urbains) et par la répartition régionale de l'immigration permanente et temporaire (moins concentrée à Montréal). C'est donc dire que les nouvelles tendances démographiques, dont certaines sont liées à la pandémie de COVID-19, pourraient redéfinir les perspectives d'avenir des régions du Québec.

L'ensemble des faits saillants des perspectives démographiques sont présentés dans le [document d'analyse](#) accompagnant ces projections, et de nombreux tableaux de résultats détaillés sont disponibles sur le [site Web](#) de l'ISQ.

Pour en savoir plus

Les données servant à établir le bilan démographique du Québec sont mises à jour tout au long de l'année sur le [site Web](#) de l'Institut de la statistique du Québec. On peut également y consulter des analyses portant sur la situation démographique du Québec et de ses régions.

Tableau 1.4

Population et composantes de l'accroissement démographique, Québec, 1986-2023

Année	Popula- tion au 1 ^{er} janvier	Accrois- sement total ¹	Naissances	Décès	Accrois- sement naturel	Migrations internationales				Solde migratoire inter- provincial	Accrois- sement migratoire total
						Immigrants	Émigrants nets	Solde des résidents non permanents	Solde migratoire international (F) = (C)-(D)+(E)			(G)	(F)+(G)
			(A)	(B)	(A)-(B)	(C)	(D)	(E)	(C)-(D)+(E)	(G)	(F)+(G)
1986	6 684 699	60 402	84 579	46 964	37 615	19 476	4 298	13 949	29 127	- 2 211	26 916
1987	6 745 101	60 102	83 600	47 626	35 974	26 846	4 010	7 090	29 926	- 6 448	23 478
1988	6 805 203	77 399	86 358	47 981	38 377	25 588	3 506	22 904	44 986	- 6 878	38 108
1989	6 882 602	72 517	91 751	48 336	43 415	33 946	3 909	7 172	37 209	- 9 209	28 000
1990	6 955 119	71 122	98 013	48 651	49 362	41 043	3 593	- 7 377	30 073	- 9 029	21 044
1991	7 026 241	56 404	97 348	49 243	48 105	51 947	6 667	- 13 374	31 906	- 12 300	19 606
1992	7 082 645	54 869	96 054	48 963	47 091	48 838	7 799	- 3 617	37 422	- 9 785	27 637
1993	7 137 514	40 409	92 322	51 831	40 491	44 977	7 983	- 9 803	27 191	- 7 426	19 765
1994	7 177 923	27 151	90 417	51 389	39 028	28 094	9 527	- 342	18 225	- 10 252	7 973
1995	7 205 074	27 878	87 258	52 722	34 536	27 228	9 028	5 279	23 479	- 10 248	13 231
1996	7 232 952	29 993	85 130	52 278	32 852	29 806	8 871	- 1 142	19 793	- 15 358	4 435
1997	7 262 945	23 063	79 724	54 281	25 443	27 934	11 166	- 1 566	15 202	- 17 559	- 2 357
1998	7 286 008	24 230	75 865	54 306	21 559	26 626	10 299	694	17 021	- 14 512	2 509
1999	7 310 238	30 031	73 599	54 959	18 640	29 179	9 176	2 692	22 695	- 11 712	10 983
2000	7 340 269	33 709	72 010	53 287	18 723	32 502	9 306	2 885	26 081	- 11 233	14 848
2001	7 373 978	43 904	73 699	54 372	19 327	37 604	8 525	5 096	34 175	- 7 089	27 086
2002	7 417 882	43 634	72 478	55 748	16 730	37 581	5 512	1 957	34 026	- 3 095	30 931
2003	7 461 516	48 892	73 916	54 972	18 944	39 560	5 810	624	34 374	- 221	34 153
2004	7 510 408	49 217	74 068	55 614	18 454	44 245	7 059	809	37 995	- 2 972	35 023
2005	7 559 625	44 633	76 341	55 988	20 353	43 315	6 892	- 938	35 485	- 7 156	28 329
2006	7 604 258	57 325	81 962	54 434	27 528	44 689	5 443	685	39 931	- 11 828	28 103
2007	7 661 583	63 930	84 453	56 748	27 705	45 213	6 276	4 896	43 833	- 12 675	31 158
2008	7 725 513	73 602	87 865	57 149	30 716	45 209	7 226	9 646	47 629	- 9 707	37 922
2009	7 799 115	86 602	88 891	58 043	30 848	49 489	5 492	10 848	54 845	- 4 247	50 598
2010	7 885 717	81 468	88 436	58 841	29 595	53 981	6 021	3 303	51 263	- 4 348	46 915
2011	7 967 185	62 313	88 618	59 539	29 079	51 721	7 756	4 452	48 417	- 5 740	42 677
2012	8 029 498	53 273	88 933	61 007	27 926	55 029	7 723	4 068	51 374	- 8 975	42 399
2013	8 082 771	42 707	88 867	61 315	27 552	52 044	8 266	1 978	45 756	- 13 346	32 410
2014	8 125 478	37 654	88 037	63 244	24 793	50 283	9 566	3 833	44 550	- 14 503	30 047
2015	8 163 132	30 492	87 050	64 185	22 865	48 981	9 866	- 80	39 035	- 14 200	24 835
2016	8 193 624	63 826	86 324	63 589	22 735	53 257	8 120	12 671	57 808	- 10 590	47 218
2017	8 257 450	93 151	83 855	66 092	17 763	52 407	6 542	35 494	81 359	- 5 992	75 367
2018	8 350 601	97 202	83 840	68 811	15 029	51 125	6 046	42 905	87 984	- 6 116	81 868
2019	8 447 803	112 073	84 309	67 617	16 692	40 567	5 273	63 076	98 370	- 3 053	95 317
2020 ^r	8 559 876	19 134	82 008	74 849	7 159	25 227	2 494	- 6 410	16 323	- 4 600	11 723
2021 ^r	8 579 010	58 640	84 900	69 900	15 000	50 279	5 791	1 350	45 838	- 2 198	43 640
2022 ^p	8 637 650	149 904	80 700	78 400	2 300	68 687	5 900	86 735	149 522	- 3 118	146 404
2023 ^p	8 787 554	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

1. Accroissement calculé par la différence entre l'effectif estimé au 1^{er} janvier d'une année donnée et celui de l'année qui suit. En plus de l'accroissement naturel et migratoire, l'accroissement total comprend un écart résiduel. C'est pourquoi on note une différence entre l'accroissement total et la somme des composantes présentées.

Note : Les données depuis 1972, y compris l'écart résiduel, sont disponibles sur le [site Web de l'ISQ](#).

Sources : Accroissement total et migratoire : Statistique Canada, Estimations démographiques (mars 2023). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec. Accroissement naturel : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 1.5

Taux d'accroissement total et taux d'accroissement par composantes, Québec, 1986-2022

Année	Taux d'accroissement total ¹	Taux de natalité (A)	Taux de mortalité (B)	Taux d'accroissement naturel (A)-(B)	Migrations internationales				Taux net de migration inter-provinciale (G)	Taux d'accroissement migratoire total (F)+(G)
					Taux d'immigration (C)	Taux net d'émigration (D)	Taux lié au solde des résidents non permanents (E)	Taux net de migration internationale (F) = (C)-(D)+(E)		
pour 1 000										
1986	9,0	12,6	7,0	5,6	2,9	0,6	2,1	4,3	-0,3	4,0
1987	8,9	12,3	7,0	5,3	4,0	0,6	1,0	4,4	-1,0	3,5
1988	11,3	12,6	7,0	5,6	3,7	0,5	3,3	6,6	-1,0	5,6
1989	10,5	13,2	7,0	6,3	4,9	0,6	1,0	5,4	-1,3	4,0
1990	10,2	14,0	7,0	7,1	5,9	0,5	-1,1	4,3	-1,3	3,0
1991	8,0	13,8	7,0	6,8	7,4	0,9	-1,9	4,5	-1,7	2,8
1992	7,7	13,5	6,9	6,6	6,9	1,1	-0,5	5,3	-1,4	3,9
1993	5,6	12,9	7,2	5,7	6,3	1,1	-1,4	3,8	-1,0	2,8
1994	3,8	12,6	7,1	5,4	3,9	1,3	0,0	2,5	-1,4	1,1
1995	3,9	12,1	7,3	4,8	3,8	1,3	0,7	3,3	-1,4	1,8
1996	4,1	11,7	7,2	4,5	4,1	1,2	-0,2	2,7	-2,1	0,6
1997	3,2	11,0	7,5	3,5	3,8	1,5	-0,2	2,1	-2,4	-0,3
1998	3,3	10,4	7,4	3,0	3,6	1,4	0,1	2,3	-2,0	0,3
1999	4,1	10,1	7,5	2,5	4,0	1,3	0,4	3,1	-1,6	1,5
2000	4,6	9,8	7,2	2,5	4,4	1,3	0,4	3,5	-1,5	2,0
2001	5,9	10,0	7,4	2,6	5,1	1,2	0,7	4,6	-1,0	3,7
2002	5,9	9,7	7,5	2,2	5,1	0,7	0,3	4,6	-0,4	4,2
2003	6,5	9,9	7,3	2,5	5,3	0,8	0,1	4,6	0,0	4,6
2004	6,5	9,8	7,4	2,4	5,9	0,9	0,1	5,0	-0,4	4,6
2005	5,9	10,1	7,4	2,7	5,7	0,9	-0,1	4,7	-0,9	3,7
2006	7,5	10,7	7,1	3,6	5,9	0,7	0,1	5,2	-1,5	3,7
2007	8,3	11,0	7,4	3,6	5,9	0,8	0,6	5,7	-1,6	4,1
2008	9,5	11,3	7,4	4,0	5,8	0,9	1,2	6,1	-1,3	4,9
2009	11,0	11,3	7,4	3,9	6,3	0,7	1,4	7,0	-0,5	6,5
2010	10,3	11,2	7,4	3,7	6,8	0,8	0,4	6,5	-0,5	5,9
2011	7,8	11,1	7,4	3,6	6,5	1,0	0,6	6,0	-0,7	5,3
2012	6,6	11,0	7,6	3,5	6,8	1,0	0,5	6,4	-1,1	5,3
2013	5,3	11,0	7,6	3,4	6,4	1,0	0,2	5,6	-1,6	4,0
2014	4,6	10,8	7,8	3,0	6,2	1,2	0,5	5,5	-1,8	3,7
2015	3,7	10,6	7,9	2,8	6,0	1,2	0,0	4,8	-1,7	3,0
2016	7,8	10,5	7,7	2,8	6,5	1,0	1,5	7,0	-1,3	5,7
2017	11,2	10,1	8,0	2,1	6,3	0,8	4,3	9,8	-0,7	9,1
2018	11,6	10,0	8,2	1,8	6,1	0,7	5,1	10,5	-0,7	9,7
2019	13,2	9,9	8,0	2,0	4,8	0,6	7,4	11,6	-0,4	11,2
2020 ^r	2,2	9,6	8,7	0,8	2,9	0,3	-0,7	1,9	-0,5	1,4
2021 ^r	6,8	9,9	8,1	1,7	5,8	0,7	0,2	5,3	-0,3	5,1
2022 ^p	17,2	9,3	9,0	0,3	7,9	0,7	10,0	17,2	-0,4	16,8

1. Accroissement calculé par la différence entre l'effectif estimé au 1^{er} janvier d'une année donnée et celui de l'année qui suit. En plus des taux d'accroissement naturel et migratoire, le taux d'accroissement total comprend un écart résiduel. C'est pourquoi on note une légère différence entre le taux total et la somme des autres taux présentés.

Notes : Le dénominateur pour le calcul des taux est la population au 1^{er} juillet.
Les données depuis 1972 sont disponibles sur le [site Web de l'ISQ](#).

Sources : Accroissement total et migratoire : Statistique Canada, Estimations démographiques (mars 2023). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.
Accroissement naturel : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 1.6

Part relative des groupes d'âge, rapport de dépendance démographique et âge moyen, Québec, 1901-2066

Année	Population n	Part relative des groupes d'âge				Rapport de dépendance démographique ¹	Âge moyen années
		0-19	20-64	65+	Total		
		%					
1901	1 648 898	49,0	46,2	4,8	100,0	1,16	25,3
1911	2 005 776	48,5	46,9	4,6	100,0	1,13	25,3
1921	2 360 510	48,5	46,9	4,6	100,0	1,13	25,6
1931	2 874 662	46,0	49,2	4,8	100,0	1,03	26,4
1941	3 331 882	42,4	52,3	5,3	100,0	0,91	27,9
1951	4 055 681	42,0	52,3	5,7	100,0	0,91	27,9
1956	4 628 378	43,0	51,3	5,7	100,0	0,95	27,8
1961	5 259 211	44,3	49,9	5,8	100,0	1,01	27,9
1966	5 780 845	43,4	50,5	6,1	100,0	0,98	28,5
1971	6 137 305	39,7	53,5	6,8	100,0	0,87	29,9
1976	6 396 761	35,3	57,1	7,6	100,0	0,75	31,4
1981	6 547 207	31,1	60,1	8,8	100,0	0,66	32,9
1986	6 708 170	27,5	62,7	9,8	100,0	0,59	34,4
1991	7 067 396	26,4	62,6	11,1	100,0	0,60	35,7
1996	7 246 897	25,9	62,1	12,0	100,0	0,61	36,8
2001	7 396 456	24,0	63,0	13,0	100,0	0,59	38,4
2006	7 631 966	22,6	63,4	13,9	100,0	0,58	39,8
2011	8 005 090	21,6	62,7	15,7	100,0	0,59	40,9
2016	8 225 950	20,9	61,1	18,0	100,0	0,64	41,9
2021	8 602 335	20,6	59,0	20,3	100,0	0,69	42,8
2022	8 695 659	20,6	58,6	20,8	100,0	0,71	43,0
2026	8 952 555	20,7	56,3	22,9	100,0	0,78	43,6
2031	9 167 487	20,3	54,7	25,1	100,0	0,83	44,4
2036	9 341 994	19,7	54,5	25,8	100,0	0,84	45,1
2041	9 489 377	19,6	54,3	26,1	100,0	0,84	45,5
2046	9 617 222	19,6	53,8	26,6	100,0	0,86	45,7
2051	9 728 109	19,7	53,5	26,9	100,0	0,87	45,8
2056	9 832 253	19,8	53,1	27,1	100,0	0,88	45,9
2061	9 941 384	19,8	52,7	27,5	100,0	0,90	46,0
2066	10 059 882	19,6	52,9	27,4	100,0	0,89	46,1

1. (0-19 ans + 65 ans et plus) / (20-64 ans).

Sources : Statistique Canada, Recensements (1901 à 1966) et estimations démographiques (1971 à 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec. Institut de la statistique du Québec, Mise à jour 2022 des perspectives démographiques du Québec et des régions (2026 à 2066).

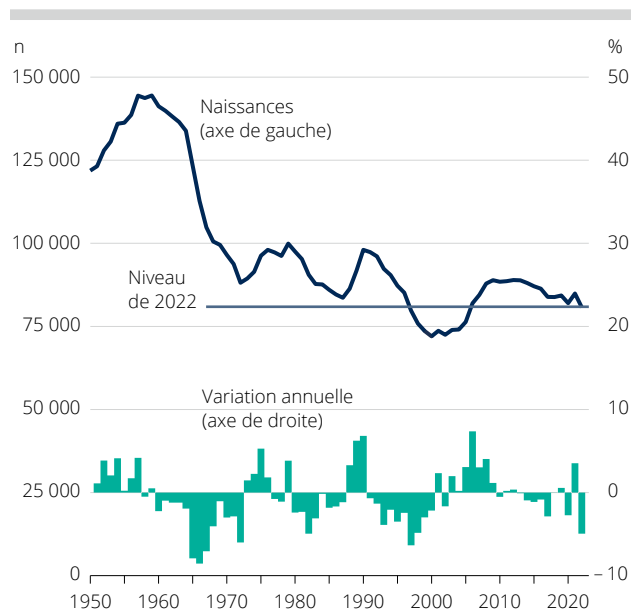
Naissances et fécondité

Le nombre de naissances diminué de 5 % en 2022

Selon les données provisoires, 80 700 bébés sont nés au Québec en 2022. Il s'agit d'une diminution de 4 200 naissances par rapport à 2021 (84 900), soit une baisse de 5 % (figure 2.1). Depuis 2013, le nombre de naissances tend généralement à la baisse au Québec, mais une remontée a été observée en 2021. Cette remontée pourrait en partie être le fait d'un rattrapage ponctuel de certaines naissances qui ont été repoussées en 2020 en raison du début de la pandémie. La nouvelle réduction enregistrée en 2022 porte les naissances à leur plus bas niveau en plus de 15 ans ; il faut retourner en 2005 pour trouver un nombre plus bas. Soulignons qu'au début des années 2000, les naissances étaient de moins de 75 000 par année.

Figure 2.1

Nombre de naissances et variation annuelle, Québec, 1950-2022



Note : Données détaillées dans le tableau 2.2 à la fin du chapitre.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Données sur les naissances

Les données sur les naissances proviennent du Registre des événements démographiques du Québec, tenu par l'Institut de la statistique du Québec. Dans le présent document, les données des années 2021 et 2022 sont provisoires. Les données provisoires d'une année donnée sont produites quelques mois seulement après la fin de l'année. Elles sont basées sur une très large proportion d'événements déjà présents au fichier (environ 98 % dans le cas des naissances) et sur une estimation des cas manquants (enregistrements tardifs, naissances survenues hors Québec, etc.). Les données provisoires sont produites pour une sélection de variables seulement. Les données définitives – complètes et validées – sont habituellement disponibles entre 12 mois et 24 mois après la fin d'une année. En cours d'année, des [estimations des nombres mensuels de naissances sont diffusées](#). La première estimation d'un mois donné est disponible deux mois après la fin de ce mois.

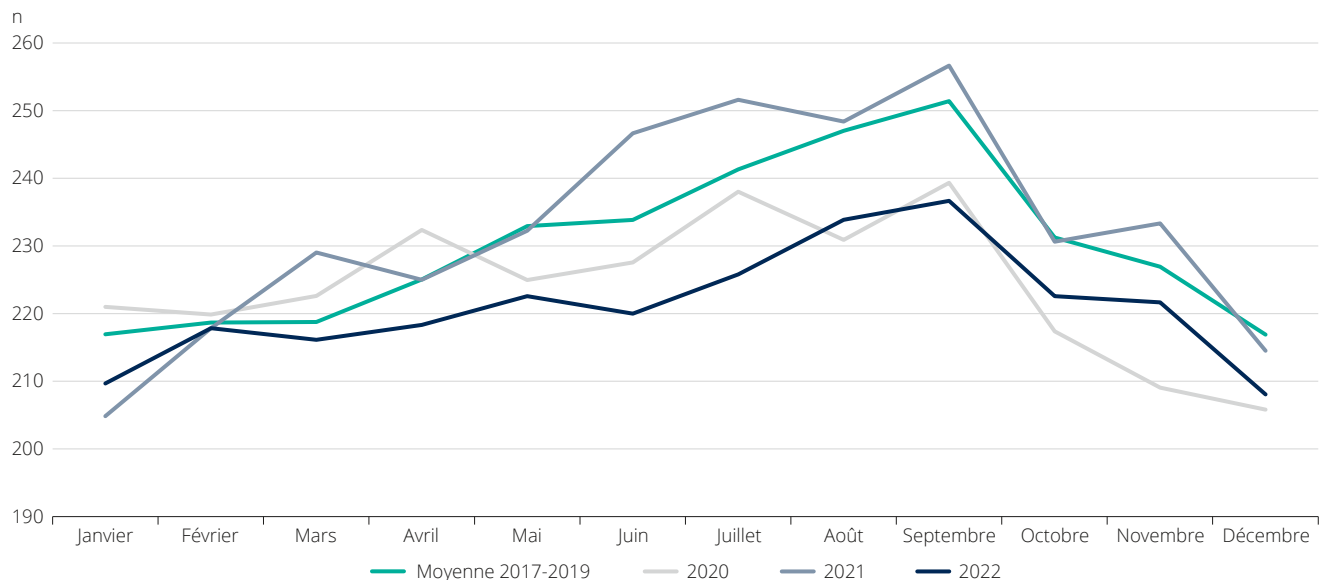
Les naissances par mois

Les données mensuelles montrent que le nombre de naissances a été relativement faible tout au long de l'année 2022 (figure 2.2). Chaque mois, le nombre quotidien de naissances a ainsi été inférieur à celui du même mois de la période 2017-2019¹. Presque toute l'année, les naissances de 2022 ont aussi été moindres qu'en 2020 et 2021. Elles ont seulement surpassé celles des derniers mois de 2020 et du mois de janvier 2021, soit les naissances conçues lors de la première vague de la pandémie de la COVID-19, au printemps 2020. Le creux des naissances enregistré neuf mois après le début de la pandémie traduit bien le fait que le contexte pandémique aurait initialement créé des conditions défavorables aux conceptions, mais que cet effet négatif aurait été de courte durée, puisque les naissances ont repris durant le reste de l'année 2021.

Les bébés de 2022, bien que moins nombreux qu'au cours des années précédentes, sont nés selon un profil saisonnier qui suit la tendance que l'on connaît au Québec depuis un bon nombre d'années. Il naît généralement plus d'enfants en été que pendant toute autre saison de l'année, tandis que l'hiver est une période plus creuse. Comme c'est habituellement le cas, septembre est le mois où l'on a enregistré le plus grand nombre de naissances quotidiennes en 2022 (237 par jour), tandis que décembre est le mois au cours duquel ce nombre a été le plus bas (208 par jour).

Figure 2.2

Nombre moyen de naissances par jour selon le mois, Québec, 2017-2022



Note : Données mensuelles détaillées disponibles sur le [site Web](#).

Source : Institut de la statistique du Québec.

1. Pour une meilleure lisibilité et clarté, la moyenne de 2017-2019 a ici été retenue pour tenir compte de la situation prépandémique. La moyenne présente l'avantage d'atténuer les variations atypiques qui peuvent apparaître une année donnée.

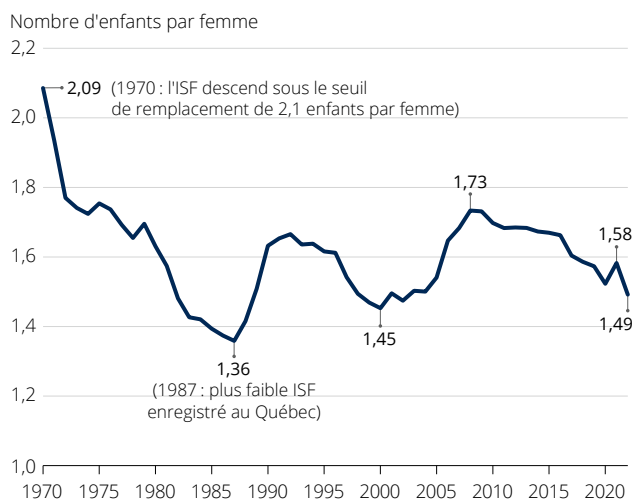
La fécondité fléchit pour s'établir à 1,49 enfant par femme en 2022, le plus bas niveau en 20 ans

En 2022, l'indice synthétique de fécondité s'établit à 1,49 enfant par femme. Il fléchit de manière importante par rapport à celui de 2021 (1,58) et passe sous le seuil de 1,5 enfant par femme pour la première fois depuis 2002 (figure 2.3). De 2006 à 2017, l'indice s'était maintenu au-dessus de 1,6 enfant par femme. Durant cette période, un maximum de 1,73 enfant par femme a été atteint en 2008 et en 2009. Depuis, la fécondité tend à diminuer, exception faite du soubresaut ponctuel de 2021, qui peut être associée au contexte pandémique. Soulignons qu'au Québec, le nombre moyen d'enfants par femme est passé sous le seuil de remplacement des générations – de l'ordre de 2,1 enfants par femme dans les pays développés – en 1970, et que c'est en 1987 que la fécondité a atteint le niveau le plus faible de son histoire, soit 1,36 enfant par femme.

Le nombre de naissances découle de deux facteurs, soit du nombre de femmes en âge d'avoir des enfants et de leur fécondité. Comme le nombre de femmes dans les groupes d'âge les plus féconds connaît une légère augmentation, il faut conclure que c'est uniquement la baisse de la fécondité qui explique la diminution du nombre de naissances en 2022.

Figure 2.3

Indice synthétique de fécondité, Québec, 1970-2022



Notes : ISF : Indice synthétique de fécondité.
Données détaillées disponibles sur le [site Web](#).

Source : Institut de la statistique du Québec.

Qu'est-ce que l'indice synthétique de fécondité ?

L'indice synthétique de fécondité correspond au nombre moyen d'enfants qu'auraient un groupe de femmes si elles connaissaient, tout au long de leur vie féconde, les niveaux de fécondité par âge d'une année ou d'une période donnée. On le calcule en faisant la somme des taux de fécondité par âge de l'année ou de la période considérée. Cet indicateur est indépendant de la structure par âge de la population. Il est cependant sensible aux changements qui peuvent survenir dans le calendrier de la fécondité. Par exemple, un report des naissances conduit à une baisse de l'indice, même si la descendance finale des générations, mesurée à la fin de la vie féconde, n'est pas modifiée.

L'indice synthétique de fécondité est parfois appelé *indice conjoncturel de fécondité* ou encore *taux de fécondité totale* (traduction littérale de l'anglais *total fertility rate*). Il ne doit pas être confondu avec le taux global de fécondité, que l'on calcule en rapportant les naissances à l'ensemble des femmes de 15 à 49 ans. Quand les naissances sont rapportées à l'ensemble de la population, on parle alors de taux de natalité ou de taux brut de natalité.

Il est erroné de parler de taux de fertilité dans ce contexte. La confusion, fréquente, vient de la différence avec l'anglais dans la définition des termes. En français, la fécondité fait référence au nombre d'enfants mis au monde, tandis que la fertilité réfère plutôt à la capacité d'en avoir. C'est l'inverse en anglais, où le terme fécondité se traduit par *fertility* et fertilité se traduit par *fecundity*.

Comparaisons canadiennes et internationales

Les données de 2022 ne sont pas encore disponibles à l'échelle canadienne pour évaluer si une baisse de la fécondité s'observe aussi dans les autres provinces et territoires, mais soulignons que presque partout, la fécondité avait augmenté en 2021, après avoir connu une baisse en 2020 (**tableau 2.3** à la fin du chapitre). En 2021, la fécondité du Québec a surpassé celle enregistrée dans l'ensemble du Canada (1,58 contre 1,43), comme chaque année depuis 2006. De 1960 à 2005, on observait la situation inverse. L'indice de fécondité du Québec en 2021 a été plus élevé que celui des autres grandes provinces, y compris l'Alberta (1,55), où la fécondité a historiquement été plus forte. L'écart est encore plus marqué avec l'Ontario (1,37) et la Colombie-Britannique (1,21), qui se démarquent par une assez faible fécondité depuis un bon nombre d'années. Les indices sont également bas dans les provinces de l'Atlantique, où ils variaient autour de 1,4 enfant par femme. En revanche, la fécondité demeure relativement forte au Nunavut (2,56). Après le Nunavut, ce sont la Saskatchewan (1,84) et les Territoires du Nord-Ouest (1,61) qui enregistrent les niveaux les plus élevés.

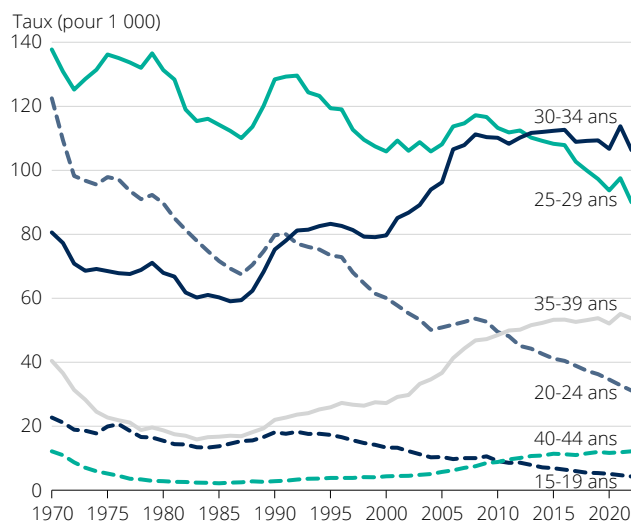
Dans les quelques pays pour lesquels les données de 2022 sont déjà disponibles et qui figurent dans le **tableau 2.3**, on constate que, comme au Québec, la fécondité a généralement diminué au cours de la dernière année, après avoir connu un rebond en 2021. La fécondité descend dans la plupart des cas à des niveaux plus faibles qu'en 2020. Malgré cette baisse, la fécondité demeure relativement élevée en France (1,80 enfant par femme). La Nouvelle-Zélande (1,66), le Danemark (1,55) et la Suède (1,52) affichent aussi une fécondité supérieure à celle du Québec, mais ce n'est pas le cas de la Norvège et de la Suisse, où l'indice fluctue autour de 1,4. Sur la base des données de 2021, on peut affirmer que certains pays industrialisés connaissent une fécondité plus élevée que le Québec, dont les États-Unis (1,66). D'autres enregistrent toutefois une fécondité bien moindre, comme le Portugal (1,35), l'Italie (1,25) ou l'Espagne (1,19). Soulignons par ailleurs que la Corée du Sud a enregistré un indice de seulement 0,78 enfant par femme en 2022, soit un nouveau creux record pour ce pays qui a vu l'indice passer sous la barre de 1 enfant par femme en 2018 (Statistics Korea).

Diminution de la fécondité à presque tous les âges en 2022

La fécondité a diminué dans la plupart des groupes d'âge en 2022, après un rebond ponctuel en 2021 dans certains cas (**figure 2.4**). De façon générale, au cours des dernières décennies, la fécondité a eu tendance à diminuer chez les femmes de moins de 30 ans, mais à augmenter au-delà de cet âge. Ce report des naissances à des âges plus avancés peut être associé à plusieurs facteurs, dont les plus fréquemment cités sont l'allongement de la durée des études et la participation importante des femmes au marché du travail. Ces dernières années, la tendance à la baisse de la fécondité des femmes de moins de 30 ans s'est poursuivie, mais la hausse qui s'observait au-delà de cet âge a été freinée.

La fécondité des femmes est largement concentrée entre 25 et 34 ans (66 % du total en 2022). La baisse de la fécondité à ces âges en 2022 a ainsi eu une grande incidence sur la baisse totale. Les femmes de 30 à 34 ans, qui sont les plus fécondes, affichent un taux de fécondité de 106 naissances pour mille femmes en 2022. Ce niveau est comparable à celui de 2020, mais plus faible que celui des années précédentes. Il fluctuait autour de 110 pour mille de 2008 à 2019, après avoir connu une hausse rapide au début des années 2000.

Figure 2.4
Taux de fécondité selon le groupe d'âge de la mère, Québec, 1970-2022



Note : Données détaillées disponibles sur le [site Web](#).

Source : Institut de la statistique du Québec.

Chez les 25-29 ans, la fécondité repart à la baisse. Le taux de fécondité est de 90 pour mille en 2022, le plus faible niveau jamais enregistré dans ce groupe.

La fécondité est également à son plus bas niveau chez les femmes de 20 à 24 ans (31 pour mille). Il en est de même chez les 15-19 ans (4 pour mille), qui affichent une fécondité particulièrement faible au Québec depuis plusieurs années.

Chez les 35-39 ans, le taux de fécondité est de 54 pour mille en 2022. Il se maintient légèrement au-dessus de 50 pour mille depuis près de dix ans, après avoir connu une forte progression au début des années 2000.

Le fait d'avoir un bébé au-delà de 40 ans demeure un phénomène assez rare, même si cela est plus fréquent de nos jours que ce ne l'était dans les années 1980. Le taux de fécondité des femmes de 40 à 44 ans est passé d'environ 2 pour mille en 1985 à 12 pour mille en 2022. Il tend ainsi à retrouver le niveau qu'il avait au début des années 1970. À cette époque, cependant, il s'agissait le plus souvent de naissances de rang élevé (quatrième enfant ou plus). Une évolution similaire s'observe dans le groupe des 45-49 ans, mais le taux y est très faible, inférieur à 1 pour mille.

L'évolution de l'âge moyen à la maternité traduit la tendance des femmes à avoir leurs enfants plus tardivement. L'âge moyen à la maternité est ainsi passé de 27,3 ans en 1976 à 31,1 ans en 2022. Le seuil des 30 ans a été franchi en 2011 au Québec.

La fécondité selon le rang de naissances

Parmi les 80 700 nouveau-nés de 2022, 36 200 étaient des premiers-nés (45 %), 27 100 étaient le second enfant de leur mère (34 %), 11 000 étaient le troisième (14 %) et 6 400 étaient le quatrième ou plus (8 %). Cette répartition varie peu depuis plusieurs années.

La somme des taux de fécondité selon le rang de naissance donne l'indice synthétique de fécondité par rang de naissance. L'indice de rang n permet d'estimer la proportion de femmes qui auraient au moins n enfants au cours de leur vie féconde, si elles avaient la fécondité d'une année donnée. Notons que, dans le cas de naissances multiples, chaque enfant occupe un rang différent.

En 2022, les indices de rang 1, 2, 3 et 4 et plus sont respectivement de 0,68, de 0,50, de 0,20 et de 0,12 enfant par femme. Cela signifie que 68 % des femmes auraient au moins un enfant si les taux de fécondité de 2022 étaient inchangés, alors que 12 % en auraient au moins quatre.

La **figure 2.5** montre que la fécondité a diminué pour tous les rangs de naissance en 2022. La baisse de l'indice synthétique de fécondité est toutefois principalement associée à la diminution de la fécondité de rang 2.

En 2022, l'âge moyen des mères à la naissance d'un premier enfant est de 29,7 ans. Il est de 31,5 ans à la naissance d'un deuxième enfant et de 32,8 ans à la naissance d'un troisième (**figure 2.6**). Tous rangs de naissance confondus, l'âge moyen à la maternité est de 31,1 ans.

Figure 2.5
Indice synthétique de fécondité selon le rang de naissances, Québec, 1970-2022

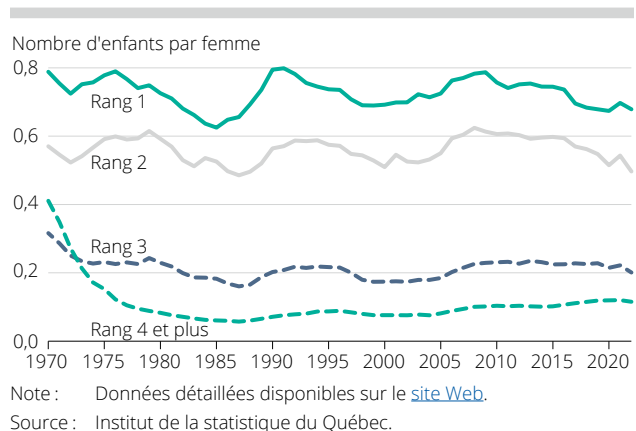
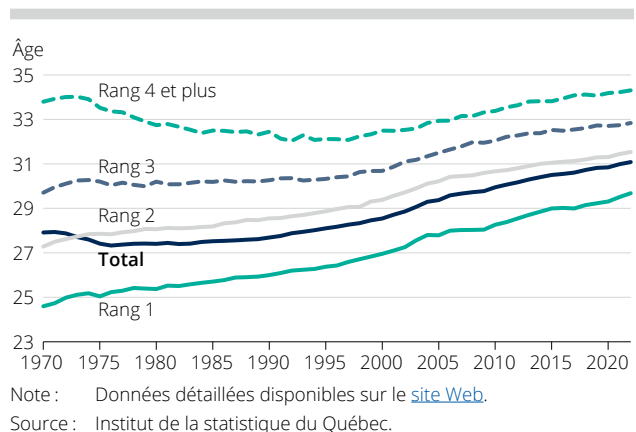


Figure 2.6
Âge moyen à la maternité selon le rang de naissances, Québec, 1970-2022



Regard longitudinal sur la fécondité : la descendance des générations

La descendance finale est un indicateur qui permet d'analyser la fécondité des différentes générations de femmes, de manière longitudinale. Elle correspond au nombre moyen d'enfants mis au monde par les femmes appartenant à une même génération, lorsqu'elles parviennent à la fin de leur vie féconde. Contrairement à l'indice synthétique de fécondité, cet indicateur n'est pas affecté par des changements dans le calendrier de la fécondité¹.

Si l'on considère que la vie féconde se termine à 50 ans, on peut déterminer en 2022 la descendance finale des femmes nées en 1972-1973 et avant (**figure 2.7**). Le calcul se fait en faisant la somme des taux de fécondité par âge d'une génération. Ainsi, on attribue aux femmes nées en 1946-1947 le taux de fécondité à 15 ans de 1962, le taux à 16 ans de 1963, le taux à 17 ans de 1964, et ainsi de suite. Il est également possible d'extrapoler la descendance finale des femmes âgées de 35 à 49 ans en 2022 (soit les générations 1973-1974 à 1987-1988), dont la période féconde est largement entamée, sous l'hypothèse que les taux de fécondité à ces âges se maintiendront dans les années à venir au niveau moyen des trois dernières années.

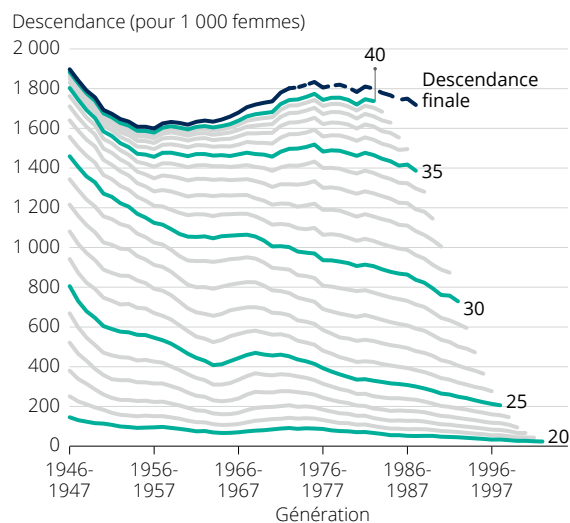
La descendance finale des générations a atteint un creux historique chez les femmes nées en 1956-1957. Celles-ci ont eu en moyenne 1,60 enfant chacune (1 600 enfants pour 1 000 femmes). La courbe de la descendance finale tend ensuite à se relever, et les femmes qui ont eu 50 ans en 2022 (génération 1972-1973) ont une descendance finale estimée à 1,80 enfant. La descendance finale semble vouloir se stabiliser chez les générations nées dans les années 1970, mais diminuer chez les suivantes, de sorte que la génération 1987-1988 pourrait enregistrer une descendance finale de 1,72 enfant. Ces données comportent cependant un risque d'imprécision plus élevé.

La **figure 2.7** illustre également la descendance atteinte à divers âges, ce qui permet de comparer le calendrier de la fécondité d'une génération à l'autre. L'examen

des courbes montre une claire diminution de la descendance atteinte à 30 ans. Les femmes âgées de 30 ans en 2022 (nées en 1992-1993) ont mis au monde 0,73 enfant en moyenne, tandis qu'au même âge, les femmes nées 10 ans auparavant en avaient eu 0,91 et celles nées 40 ans plus tôt, 1,22. L'augmentation des taux de fécondité au-delà de 30 ans a toutefois permis de réaliser un rattrapage des naissances, si bien qu'à 35 ans, la descendance atteinte est relativement comparable pour les générations nées entre le début des années 1950 et la fin des années 1970. La descendance atteinte après cet âge a même augmenté. Cependant, chez les plus jeunes générations, nées dans les années 1980, la descendance atteinte à 35 ans tend à la baisse. La descendance finale devrait ainsi diminuer chez ces générations, à moins que la fécondité à la fin de la trentaine ou dans la quarantaine augmente, mais les taux à ces âges semblent actuellement se stabiliser, voire diminuer.

Figure 2.7

Descendance atteinte à chaque âge et descendance finale, Québec, générations 1946-1947 à 2002-2003



Note : Données détaillées disponibles sur le [site Web](#).

Source : Institut de la statistique du Québec.

1. Le contexte de forte immigration pourrait toutefois avoir une incidence sur l'estimation de la descendance finale. En effet, dans le cas des femmes immigrantes, seule leur fécondité après l'immigration est considérée dans le calcul. Or, des études ont démontré que la fécondité des immigrantes est plus élevée après l'immigration qu'avant (INSEE 2023). Ne pas tenir compte de la période de plus faible fécondité qui précède l'immigration tendrait à surestimer légèrement la descendance finale de l'ensemble des femmes d'une cohorte.

Le tiers des bébés ont au moins un parent né à l'étranger

Au Québec, la proportion de nouveau-nés comptant au moins un parent né à l'extérieur du Canada est de 34 % en 2022 (tableau 2.1). La proportion s'est redressée, après deux années de diminution, et surpasse celle enregistrée en 2019 (32,5 %). Ce rattrapage s'inscrit dans une tendance générale à la hausse : la proportion était de 21 % en 2000 et de 13 % en 1980. La hausse des dernières décennies s'explique surtout par des naissances issues de deux parents nés à l'étranger, dont la part est passée de 7 % en 1980 à 22 % en 2022. La proportion de nouveau-nés dont l'un des parents est né à l'étranger et l'autre au Canada a aussi augmenté : elle est passée de 5 % en 1980 à 12 % en 2022. Soulignons que la baisse des naissances d'au moins un parent né à l'étranger en 2020 et 2021 paraît circonstancielle. Elle serait attribuable aux restrictions mises en place aux

frontières internationales pour contrer la pandémie de COVID-19 et à la diminution du nombre d'immigrants admis au Québec en 2019.

La remontée de la part des naissances issues d'au moins un parent né à l'étranger en 2022 découle d'une hausse de leur nombre (+ 4 % par rapport à 2021), mais aussi d'une diminution du nombre de naissances de deux parents nés au Canada (- 9 %). La hausse des bébés ayant un ou deux parents nés à l'étranger, qui survient dans un contexte de forte augmentation des migrations internationales², atténue ainsi la baisse globale des naissances observée en 2022 (- 5 %).

En 2022, les principaux pays de naissance des mères nées à l'étranger sont, en ordre, Haïti, l'Algérie, la France et le Maroc. Ce sont les mêmes pays pour les pères, mais dans un ordre différent : Haïti, suivi de la France, puis de l'Algérie et du Maroc.

Tableau 2.1

Naissances selon le lieu de naissance des parents, Québec, 1980-2022

Lieu de naissance	1980	1990	2000	2010	2015	2019	2020	2021 ^P	2022 ^P
n									
Deux parents nés au Canada ¹	84 440	83 234	56 555	64 377	60 491	56 547	55 097	58 236	52 849
Au moins un parent né à l'étranger	12 309	14 251	15 317	23 854	26 409	27 414	26 516	26 302	27 423
Deux parents nés à l'étranger	7 101	8 025	9 187	15 405	17 338	18 411	17 235	16 538	17 930
Mère née à l'étranger ²	1 892	2 641	2 629	3 566	3 844	3 785	3 888	4 001	4 034
Père né à l'étranger ²	3 316	3 585	3 501	4 883	5 227	5 218	5 393	5 763	5 459
Deux parents dont le lieu est non déclaré	742	528	138	205	150	348	395	362	429
Total	97 491	98 013	72 010	88 436	87 050	84 309	82 008	84 900	80 700
%									
Deux parents nés au Canada ¹	86,6	84,9	78,5	72,8	69,5	67,1	67,2	68,6	65,5
Au moins un parent né à l'étranger	12,6	14,5	21,3	27,0	30,3	32,5	32,3	31,0	34,0
Deux parents nés à l'étranger	7,3	8,2	12,8	17,4	19,9	21,8	21,0	19,5	22,2
Mère née à l'étranger ²	1,9	2,7	3,7	4,0	4,4	4,5	4,7	4,7	5,0
Père né à l'étranger ²	3,4	3,7	4,9	5,5	6,0	6,2	6,6	6,8	6,8
Deux parents dont le lieu est non déclaré	0,8	0,5	0,2	0,2	0,2	0,4	0,5	0,4	0,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Comprend les cas où un parent est né au Canada et où le lieu de naissance de l'autre parent est non déclaré.

2. Comprend les cas où l'autre parent est né au Canada ainsi que les cas où le lieu de naissance de l'autre parent est non déclaré.

Note : Données pour toutes les années disponibles sur le [site Web](#).

Source : Institut de la statistique du Québec.

2. L'évolution des migrations internationales est abordée dans les chapitres 1 et 4.

Les jumeaux comptent pour 3 % de l'ensemble des naissances

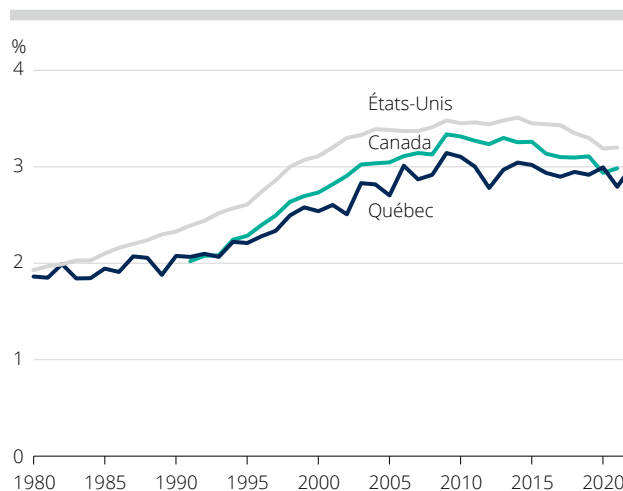
Le terme « jumeaux » désigne tous les enfants nés lors d'un même accouchement, y compris les triplés, les quadruplés, etc. On parle également de naissances multiples ou gémellaires. Ainsi, on dénombre environ 2 420 jumeaux nés au Québec en 2022, soit 3 % de l'ensemble des bébés. Dans la vaste majorité des cas (environ 97 %), les jumeaux sont issus de grossesses comptant deux bébés. Dans la quasi-totalité des autres cas, ce sont des triplets ; les naissances de quadruplés, de quintuplés, etc., sont des événements rares. Pour une deuxième année consécutive, le nombre de bébés issus d'une grossesse de trois enfants ou plus est d'un peu plus de 60, comparativement à 46 en 2019 et 28 en 2020 (données non illustrées).

La **figure 2.8** illustre l'évolution de la proportion de naissances multiples au Québec. On calcule cet indicateur en rapportant les naissances gémellaires au total des naissances³. Alors qu'elle était d'un peu moins de 2 % en 1980, la proportion de naissances multiples a atteint 3,1 % en 2009. Depuis ce sommet, la proportion oscille entre 2,8 % et 3,0 %. La part de naissances multiples est habituellement un peu moins élevée au Québec que dans l'ensemble du Canada et moins élevée qu'aux États-Unis.

Une hausse importante de la proportion de naissances multiples a été observée à l'échelle mondiale à partir des années 1980. Le phénomène a commencé dans les pays développés avant de se généraliser, de sorte que les proportions ont atteint un sommet historique dans plusieurs pays au cours de la période 2010-2015 (Monden, Pison et Smits 2021). Les raisons avancées pour expliquer cette hausse sont principalement le recours accru à des techniques de procréation assistée de même que l'augmentation de l'âge à la maternité (Pison, Monden et Smits 2015). L'augmentation des naissances gémellaires constitue une préoccupation en matière de santé

publique, car celles-ci sont plus souvent associées que les autres à un faible poids à la naissance, à la prématurité, à la mortalité infantile et à des problèmes de santé maternelle (MSSS 2011). Par conséquent, certains pays ont revu leurs pratiques en matière de procréation assistée, ce qui a fait plafonner, voire diminuer légèrement, la part des naissances multiples ; une tendance qui ne s'observe toutefois pas dans plusieurs autres pays (Monden, Pison et Smits 2021).

Figure 2.8
Proportion de naissances multiples, Québec, Canada et États-Unis, 1980-2022



Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada.
National Center for Health Statistics.

Un peu plus de garçons que de filles

Parmi les bébés nés au Québec en 2022, 41 400 sont des garçons et 39 300 des filles. Le rapport de masculinité, c'est-à-dire le rapport entre les naissances masculines et les naissances féminines est de 105,2, ce qui correspond au niveau attendu, puisqu'il naît naturellement environ 105 enfants de sexe masculin pour 100 de sexe féminin.

3. La gémellité peut également se mesurer en rapportant les accouchements gémellaires au total des accouchements. Les deux indicateurs ne doivent pas être confondus : la proportion de naissances multiples correspond à près du double de celle des accouchements multiples. On ne peut obtenir précisément le nombre d'accouchements gémellaires à partir du nombre de naissances de jumeaux, car dans le cas particulier de l'accouchement d'un mort-né et d'un enfant vivant, seul ce dernier est inscrit au fichier des naissances ; le mort-né peut quant à lui être inscrit au fichier des mortinaissances. Au Québec, jusqu'en octobre 2019, étaient enregistrés au fichier des mortinaissances les décès intra-utérins des fœtus dont le poids était d'au moins 500 grammes. La nouvelle définition est plus large et inclut désormais les produits de conception non vivants pesant au moins 500 grammes ou ayant atteint un âge gestationnel d'au moins 20 semaines (Règlement ministériel d'application de la Loi sur la santé publique [RLRQ, chapitre S-2.2]).

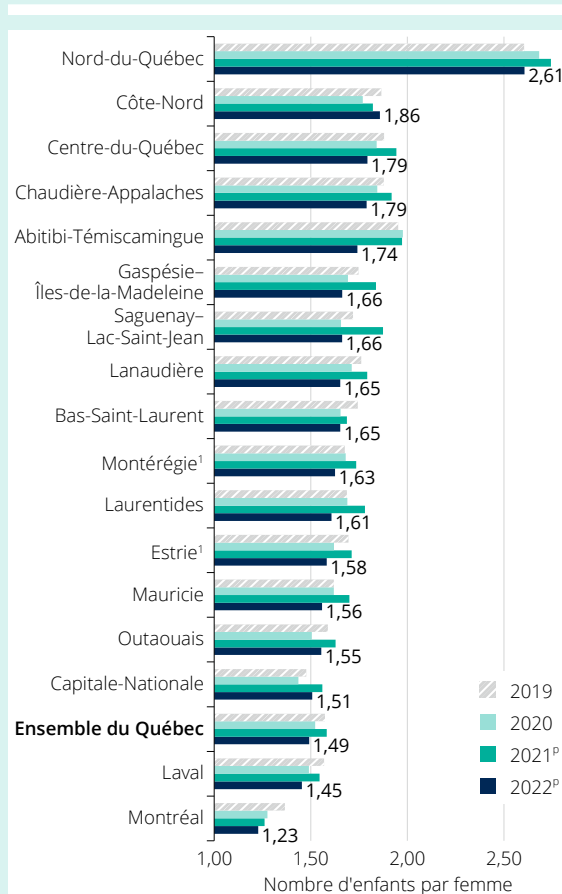
La fécondité dans les régions

Des disparités apparaissent quand on compare le niveau de la fécondité entre les régions du Québec (figure 2.9). Si, dans l'ensemble du Québec, la fécondité est descendue à moins de 1,5 enfant par femme en 2022, seules deux régions affichent un indice inférieur à ce seuil, soit Montréal et Laval. La fécondité est particulièrement faible à Montréal, soit de 1,23 enfant par femme. Compte tenu du poids démographique important de cette région, sa faible fécondité influe grandement sur l'indice du Québec.

Dans la majorité des autres régions, la fécondité se situe entre 1,5 et 1,7 enfant par femme. Parmi les régions qui affichent les plus fortes fécondités du Québec, on retrouve l'Abitibi-Témiscamingue (1,74), la Chaudière-Appalaches (1,79), le Centre-du-Québec (1,79) et la Côte-Nord (1,86). Le Nord-du-Québec se situe quant à lui loin devant les autres, avec un indice synthétique de fécondité de plus de 2,6 enfants par femme en 2022.

La fécondité a diminué dans toutes les régions en 2022, à l'exception de la Côte-Nord qui a enregistré une faible hausse. À l'instar de ce qui s'observe dans l'ensemble du Québec, la plupart des autres régions affichent un de leurs indices de fécondité les plus bas des dernières années. Soulignons que la fécondité de Montréal est la seule qui diminue d'année en année, et ce, depuis 2015, creusant ainsi l'écart entre cette région et les autres.

Figure 2.9
Indice synthétique de fécondité, régions administratives du Québec, 2019-2022



1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées en vigueur le 28 juillet 2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.

Note : Données détaillées disponibles sur le [site Web](#).

Source : Institut de la statistique du Québec.

Pour en savoir plus

Les données portant sur les naissances et la fécondité au Québec sont mises à jour tout au long de l'année sur le [site Web](#) de l'Institut de la statistique du Québec. En plus des données présentées dans ce document, on y trouve notamment des données sur le poids à la naissance, la durée de gestation, la langue maternelle et la langue d'usage de la mère, etc. On y trouve également davantage de résultats régionaux.

Tableau 2.2

Naissances et taux de natalité, Québec, 1900-2022

Année	Naissances	Taux	Année	Naissances	Taux	Année	Naissances	Taux	Année	Naissances	Taux
	n	pour 1 000		n	pour 1 000		n	pour 1 000		n	pour 1 000
1900	61 834	39,5	1935	75 267	24,6	1970	96 512	16,1	2005	76 341	10,1
1901	62 245	37,8	1936	75 285	24,3	1971	93 743	15,3	2006	81 962	10,7
1902	63 568	38,2	1937	75 635	24,1	1972	88 118	14,3	2007	84 453	11,0
1903	62 440	37,1	1938	78 145	24,6	1973	89 412	14,4	2008	87 865	11,3
1904	64 750	38,2	1939	79 621	24,7	1974	91 433	14,6	2009	88 891	11,3
1905	67 068	39,1	1940	83 857	25,6	1975	96 268	15,2	2010	88 436	11,2
1906	67 890	39,4	1941	89 209	26,8	1976	98 022	15,3	2011	88 618	11,1
1907	66 474	37,3	1942	95 031	28,0	1977	97 266	15,1	2012	88 933	11,0
1908	69 228	37,7	1943	98 744	28,6	1978	96 202	14,9	2013	88 867	11,0
1909	77 144	40,6	1944	102 262	29,2	1979	99 893	15,4	2014	88 037	10,8
1910	77 349	39,3	1945	104 283	29,3	1980	97 498	15,0	2015	87 050	10,6
1911	77 466	38,6	1946	111 285	30,7	1981	95 247	14,5	2016	86 324	10,5
1912	78 906	38,7	1947	115 553	31,1	1982	90 540	13,8	2017	83 855	10,1
1913	81 744	39,5	1948	114 709	30,3	1983	87 739	13,3	2018	83 840	10,0
1914	83 188	39,5	1949	116 824	30,1	1984	87 610	13,2	2019	84 309	9,9
1915	85 055	39,7	1950	121 842	30,7	1985	86 008	12,9	2020	82 008	9,6
1916	83 634	38,4	1951	123 196	30,4	1986	84 579	12,6	2021 ^P	84 900	9,9
1917	84 595	38,2	1952	127 939	30,7	1987	83 600	12,3	2022 ^P	80 700	9,3
1918	87 075	38,7	1953	130 583	30,6	1988	86 358	12,6			
1919	82 566	36,1	1954	135 975	31,0	1989	91 751	13,2			
1920	85 271	36,7	1955	136 270	30,2	1990	98 013	14,0			
1921	88 749	37,6	1956	138 631	30,0	1991	97 348	13,8			
1922	88 377	36,7	1957	144 432	30,3	1992	96 054	13,5			
1923	83 579	34,2	1958	143 710	29,3	1993	92 322	12,9			
1924	86 930	34,8	1959	144 459	28,8	1994	90 417	12,6			
1925	87 527	34,3	1960	141 224	27,5	1995	87 258	12,1			
1926	82 165	31,6	1961	139 857	26,6	1996	85 130	11,7			
1927	83 064	31,3	1962	138 163	25,7	1997	79 724	11,0			
1928	83 621	30,8	1963	136 491	24,9	1998	75 865	10,4			
1929	81 380	29,4	1964	133 863	24,0	1999	73 599	10,1			
1930	83 625	29,6	1965	123 279	21,7	2000	72 010	9,8			
1931	83 606	29,1	1966	112 757	19,5	2001	73 699	10,0			
1932	82 216	28,1	1967	104 803	17,9	2002	72 478	9,7			
1933	76 920	25,9	1968	100 548	17,0	2003	73 916	9,9			
1934	76 432	25,3	1969	99 503	16,6	2004	74 068	9,8			

Note : Le taux de natalité correspond au nombre de naissances rapporté à la population totale. Ce taux brut est influencé par la structure par âge de la population. On lui préférera des indicateurs standardisés pour analyser l'évolution du phénomène.

Sources : Institut de la statistique du Québec (depuis 1950).
Bureau fédéral de la statistique (1926-1949).
Annuaire du Québec (1921-1925).
Henripin, Jacques (1968), *Tendances et facteurs de la fécondité au Canada*, Ottawa, Bureau fédéral de la statistique, p. 356 (1900-1920).

Tableau 2.3

Indice synthétique de fécondité, Québec, Canada et autres provinces et territoires et quelques pays, 2012-2022

Province ou État	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
	enfants par femme										
Québec	1,69	1,68	1,67	1,67	1,66	1,60	1,59	1,57	1,52	1,58	1,49
Canada	1,63	1,61	1,61	1,60	1,59	1,55	1,51	1,47	1,41	1,43	...
Terre-Neuve-et-Labrador	1,38	1,44	1,47	1,46	1,47	1,37	1,37	1,30	1,26	1,36	...
Île-du-Prince-Édouard	1,53	1,66	1,68	1,61	1,64	1,53	1,45	1,41	1,33	1,43	...
Nouvelle-Écosse	1,51	1,47	1,52	1,46	1,46	1,43	1,36	1,35	1,24	..	...
Nouveau-Brunswick	1,57	1,57	1,60	1,54	1,56	1,54	1,49	1,45	1,42	1,44	...
Ontario	1,57	1,54	1,53	1,53	1,52	1,50	1,46	1,42	1,34	1,37	...
Manitoba	1,94	1,93	1,92	1,92	1,90	1,87	1,85	1,78	1,75	..	...
Saskatchewan	2,01	1,97	2,04	2,00	2,01	1,96	1,93	1,83	1,79	1,84	...
Alberta	1,77	1,74	1,77	1,78	1,74	1,67	1,62	1,59	1,51	1,55	...
Colombie-Britannique	1,43	1,40	1,39	1,37	1,38	1,33	1,27	1,23	1,18	1,21	...
Yukon	1,66	1,50	1,49	1,59	1,55	..	..	..	..	..	...
Territoires du Nord-Ouest	1,92	1,88	1,90	1,96	1,87	1,79	1,84	1,73	1,69	1,61	...
Nunavut	2,90	3,09	3,01	2,88	3,04	2,99	2,96	2,80	3,12	2,56	...
États-Unis	1,88	1,86	1,86	1,84	1,82	1,77	1,73	1,71	1,64	1,66	...
Allemagne	1,41	1,42	1,47	1,50	1,59	1,57	1,57	1,54	1,53	1,58	...
Angleterre et pays de Galles	1,94	1,85	1,83	1,82	1,81	1,76	1,70	1,65	1,58	1,61	...
France (métropolitaine)	1,99	1,97	1,97	1,93	1,89	1,86	1,84	1,83	1,79	1,84	1,80
Irlande	1,98	1,93	1,90	1,86	1,82	1,78	1,75	1,70	1,63	1,72	...
Suisse	1,53	1,52	1,54	1,54	1,55	1,52	1,52	1,48	1,46	1,52	1,38
Danemark	1,73	1,67	1,69	1,71	1,79	1,75	1,73	1,70	1,67	1,72	1,55
Islande	2,04	1,93	1,93	1,81	1,75	1,71	1,71	1,75	1,72	1,82	...
Norvège	1,85	1,78	1,76	1,73	1,71	1,62	1,56	1,53	1,48	1,55	1,41
Suède	1,91	1,89	1,88	1,85	1,85	1,78	1,75	1,70	1,66	1,67	1,52
Espagne	1,32	1,27	1,32	1,33	1,34	1,31	1,26	1,24	1,19	1,19	...
Italie	1,42	1,39	1,38	1,36	1,36	1,34	1,31	1,27	1,24	1,25	...
Portugal	1,28	1,21	1,23	1,30	1,36	1,37	1,41	1,42	1,41	1,35	...
Australie	1,93	1,88	1,80	1,80	1,79	1,74	1,74	1,67	1,59	1,70	...
Corée du Sud	1,30	1,19	1,21	1,24	1,17	1,05	0,98	0,92	0,84	0,81	0,78
Japon	1,41	1,43	1,42	1,45	1,44	1,43	1,42	1,36	1,33	1,30	...
Nouvelle-Zélande	2,10	2,01	1,92	1,99	1,87	1,81	1,71	1,72	1,61	1,64	1,66

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada.
Offices statistiques nationaux.

Décès et mortalité

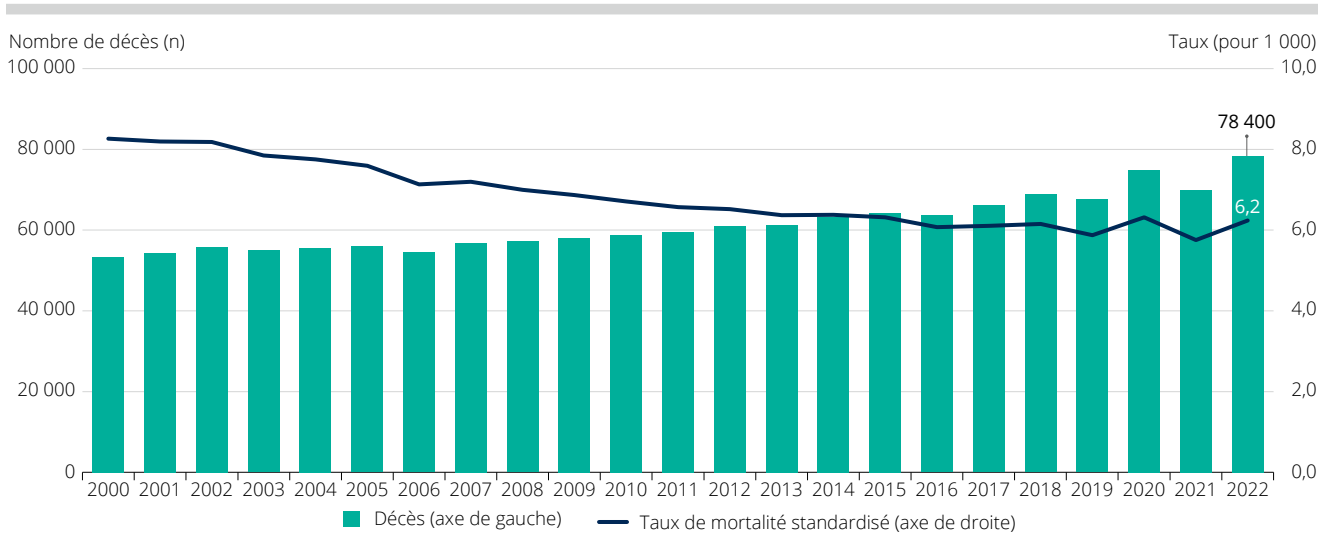
Le Québec enregistre 78 400 décès en 2022

L'estimation provisoire du nombre de décès survenus au Québec en 2022 s'établit à 78 400, comparativement à 69 900 en 2021, soit une augmentation de 8 500, ou de 12 %. Cette hausse exceptionnelle, visible dans les bandes de la **figure 3.1** (axe de gauche), peut être associée à différents facteurs, dont la pandémie de COVID-19 et la reprise de la circulation d'autres virus respiratoires au sein de la population. L'année 2021 avait quant à elle été marquée par un retour à un nombre de décès proche des niveaux attendus selon la tendance pré-pandémique, après la forte augmentation de 2020 liée aux deux premières vagues de COVID-19.

La **figure 3.1** (axe de droite) illustre également le taux de mortalité standardisé de la population québécoise à partir de l'année 2000. Ce taux est calculé dans le but d'éliminer l'influence de la structure par âge de la population, pour bien mesurer l'évolution dans le temps du risque de décéder, qui est généralement en baisse. En 2022, le taux est de 6,2 pour mille, un niveau supérieur à celui de 2021 (5,8 pour mille), mais semblable à celui de 2020 (6,3 pour mille).

La hausse de la mortalité enregistrée en 2022 et celle enregistrée en 2020 ont été de loin supérieures à tous les épisodes de surmortalité observés depuis plusieurs décennies. Il faut remonter à 1937 pour retrouver une hausse de telle ampleur. Une surmortalité plus forte avait été observée lors de la grippe espagnole, en 1918 et en 1920.

Figure 3.1
Décès et taux de mortalité standardisé, Québec, 2000-2022



Note : Les taux de mortalité standardisés sont obtenus en appliquant les taux de mortalité par âge de chaque année à une même population (qui reste donc inchangée). Dans le cas présent, il s'agit de la population du Québec en 2006.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Le fichier des décès du Registre des événements démographiques

Les données sur les décès proviennent du Registre des événements démographiques du Québec (RED), tenu par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Le fichier des décès est constitué à partir des renseignements tirés du bulletin de décès (SP-3), qui est transmis à l'ISQ lorsque survient un décès. En septembre 2022, un système intégré de collecte a été implanté et l'ISQ reçoit depuis les données des décès par voie électronique. Les bulletins proviennent principalement des installations du réseau de la santé (centres hospitaliers, CHSLD, etc.), des résidences privées pour aînés (RPA), des maisons de soins palliatifs, etc. Ils peuvent aussi être transmis à l'ISQ par le Bureau du coroner dans le cas de décès faisant l'objet d'une investigation. Dans ce cas, l'enregistrement est considéré comme définitif seulement à la fin de l'investigation. Le fichier comprend également les décès de résidents du Québec survenus dans une autre province canadienne dont les enregistrements sont transmis par Statistique Canada au terme de son propre processus de collecte. Avant l'implantation de la collecte électronique, on devait compter environ 24 mois après la fin d'une année avant de considérer les données comme définitives. L'effet du nouveau système sur ce délai sera à évaluer au cours des prochaines années. Actuellement, les données sur les décès sont définitives jusqu'en 2020.

La production de données provisoires sur les décès

Dans le présent document, les données sur les décès des années 2021 et 2022 sont provisoires. Les données provisoires sont basées sur une très large proportion d'enregistrements déjà présents au fichier et sur une estimation des cas encore manquants (enregistrements tardifs, décès soumis à l'attention d'un coroner, décès hors Québec, etc.). L'estimation du nombre de cas encore manquants repose sur une analyse du rythme de réception des bulletins de décès et sur les données administratives du Bureau du coroner.

Baisse de l'espérance de vie au Québec en 2022

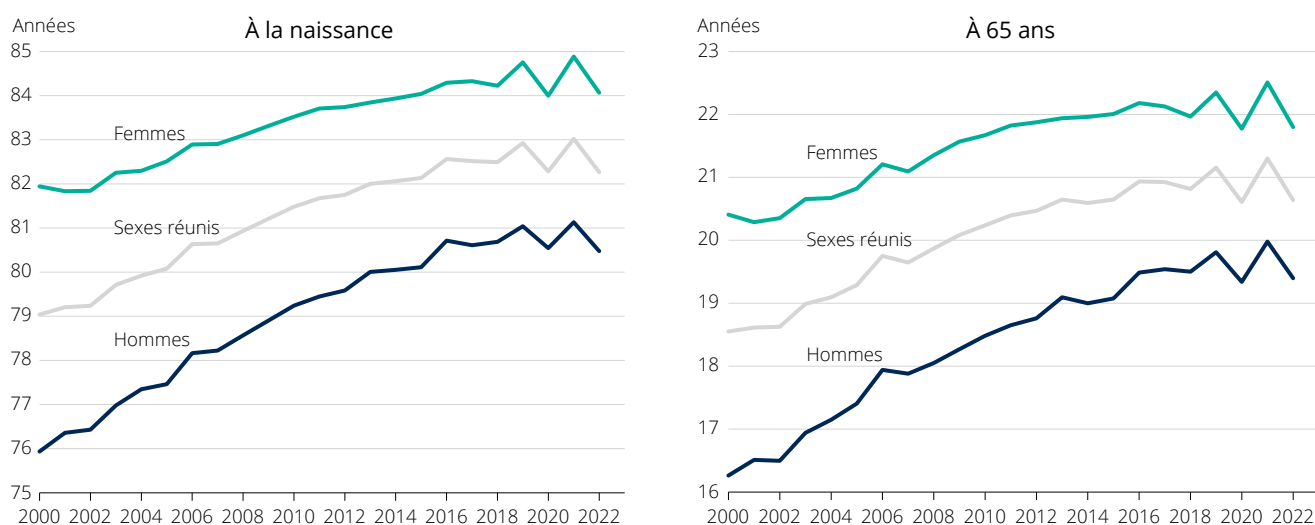
La hausse notable du nombre de décès au Québec en 2022 s'est traduite par une baisse de l'espérance de vie. Après être revenue à son niveau d'avant pandémie en 2021, l'espérance de vie à la naissance, hommes et femmes réunis, s'établit à 82,3 ans en 2022, comparativement à 83,0 ans en 2021. Cela correspond à une baisse de 0,8 an (ou 9,0 mois). Chez les hommes, elle est de 80,5 ans en 2022, contre 81,1 ans en 2021 et chez les femmes, elle est de 84,1 ans, contre 84,9 ans (**figure 3.2**). Cela représente des réductions de 0,6 an (ou 8 mois) chez les hommes et de 0,8 an (ou 10 mois) chez les femmes. Ces pertes ramènent l'espérance de vie de la population québécoise au niveau de 2020, qui représentait lui-même un retour aux niveaux de 2015 ou 2016.

Avant la pandémie, l'espérance de vie tendait à augmenter au fil des ans, même si un ralentissement de la hausse s'observait par rapport aux décennies précédentes. La progression moyenne entre 2010-2012 et 2019 était par exemple de 2,4 mois par année pour les hommes, et de 1,6 mois pour les femmes (**tableau 3.1**). L'ampleur des fluctuations observées entre 2019 et 2022 fait donc figure d'exception.

Le **figure 3.2** permet également de constater la même évolution en dents de scie de l'espérance de vie à 65 ans au cours des dernières années. En 2022, cet indicateur est descendu à 20,6 ans pour les deux sexes réunis, à 19,4 ans chez les hommes, et à 21,8 ans chez les femmes.

Figure 3.2

Espérance de vie à la naissance et à 65 ans, Québec, 2000-2022



Source : Institut de la statistique du Québec.

Comment interpréter l'espérance de vie ?

L'espérance de vie du moment mesure le nombre moyen d'années qu'une population pourrait s'attendre à vivre si elle était soumise tout au long de sa vie aux conditions de mortalité d'une année ou d'une période donnée. Elle peut être calculée à tout âge et représente alors le nombre moyen d'années restant à vivre au-delà de cet âge. Les espérances de vie calculées à la naissance et à 65 ans sont les plus couramment diffusées, mais la durée de vie restante à d'autres âges est également disponible dans la table de mortalité (disponible sur le [site Web](#) de l'ISQ).

Il faut savoir que plus un individu avance en âge, plus l'âge qu'il peut espérer atteindre augmente. Ainsi, les personnes ayant déjà survécu jusqu'à 65 ans peuvent espérer atteindre, selon la table de mortalité du moment, un âge plus élevé que l'espérance de vie à la naissance.

L'espérance de vie de l'année la plus récente donne le portrait le plus actuel de la situation. Le calcul sur des périodes de trois ou cinq ans permet d'établir la tendance générale dans l'évolution de la mortalité en réduisant les fluctuations ponctuelles.

L'espérance de vie du moment résume le niveau de mortalité, indépendamment de la structure par âge de la population. Elle ne représente pas la durée de vie moyenne qu'une génération vivra dans les faits, car cette durée dépendra de l'évolution de la mortalité jusqu'à l'extinction complète de la génération. L'espérance de vie calculée *par génération* donne donc un résultat différent de l'espérance de vie *du moment*. Pour plus de détails sur l'espérance de vie par génération, consultez le document [L'espérance de vie des générations québécoises : observations et projections](#), paru en juin 2016. Des données de mortalité par génération sont également disponibles sur le [site Web](#) de l'ISQ.

Tableau 3.1

Espérance de vie à la naissance et à 65 ans selon le sexe, Québec, 1975-1977 à 2022

	À la naissance				À 65 ans			
	Hommes	Femmes	Écart	Sexes réunis	Hommes	Femmes	Écart	Sexes réunis
Espérance de vie (années)								
1975-1977	69,3	76,8	7,5	72,9	13,4	17,3	3,9	15,4
1980-1982	71,1	78,7	7,6	74,9	14,0	18,5	4,5	16,4
1985-1987	72,1	79,5	7,4	75,8	14,2	18,8	4,6	16,7
1990-1992	73,6	80,6	7,0	77,2	15,1	19,6	4,6	17,6
1995-1997	74,5	80,9	6,4	77,8	15,4	19,7	4,3	17,7
2000-2002	76,2	81,9	5,6	79,2	16,4	20,3	3,9	18,6
2005-2007	78,0	82,8	4,8	80,5	17,7	21,0	3,3	19,6
2010-2012	79,4	83,7	4,2	81,6	18,6	21,8	3,2	20,4
2015-2017	80,5	84,2	3,7	82,4	19,4	22,1	2,7	20,8
2020-2022 ^P	80,7	84,3	3,6	82,5	19,6	22,0	2,5	20,8
2019	81,0	84,8	3,7	82,9	19,8	22,3	2,5	21,2
2020	80,5	84,0	3,5	82,3	19,3	21,8	2,4	20,6
2021 ^P	81,1	84,9	3,8	83,0	20,0	22,5	2,5	21,3
2022 ^P	80,5	84,1	3,6	82,3	19,4	21,8	2,4	20,6
Variation annuelle moyenne (mois ¹)								
1975-1977 à 1980-1982	4,3	4,7	...	4,7	1,5	3,0	...	2,4
1980-1982 à 1985-1987	2,4	1,9	...	2,3	0,5	0,8	...	0,7
1985-1987 à 1990-1992	3,5	2,7	...	3,2	2,1	1,9	...	2,1
1990-1992 à 1995-1997	2,3	0,6	...	1,5	0,8	0,1	...	0,5
1995-1997 à 2000-2002	4,1	2,3	...	3,3	2,5	1,6	...	2,0
2000-2002 à 2005-2007	4,1	2,2	...	3,1	3,2	1,7	...	2,3
2005-2007 à 2010-2012	3,5	2,1	...	2,8	2,1	1,8	...	1,9
2010-2012 à 2015-2017	2,5	1,3	...	1,8	1,8	0,8	...	1,1
2015-2017 à 2020-2022 ^P	0,5	0,2	...	0,3	0,5	-0,2	...	0,0
2010-2012 à 2019	2,4	1,6	...	1,9	1,8	0,8	...	1,2
2019 à 2020	-6,0	-9,1	...	-7,7	-5,7	-6,9	...	-6,6
2020 à 2021 ^P	7,1	10,6	...	8,8	7,7	8,8	...	8,3
2021 ^P à 2022 ^P	-7,9	-9,8	...	-9,0	-7,0	-8,5	...	-7,9

1. La variation annuelle moyenne est présentée en termes de mois, tandis que l'espérance de vie est exprimée en années.

Note : L'écart entre les sexes est calculé sur la base des données non arrondies.

Source : Institut de la statistique du Québec.

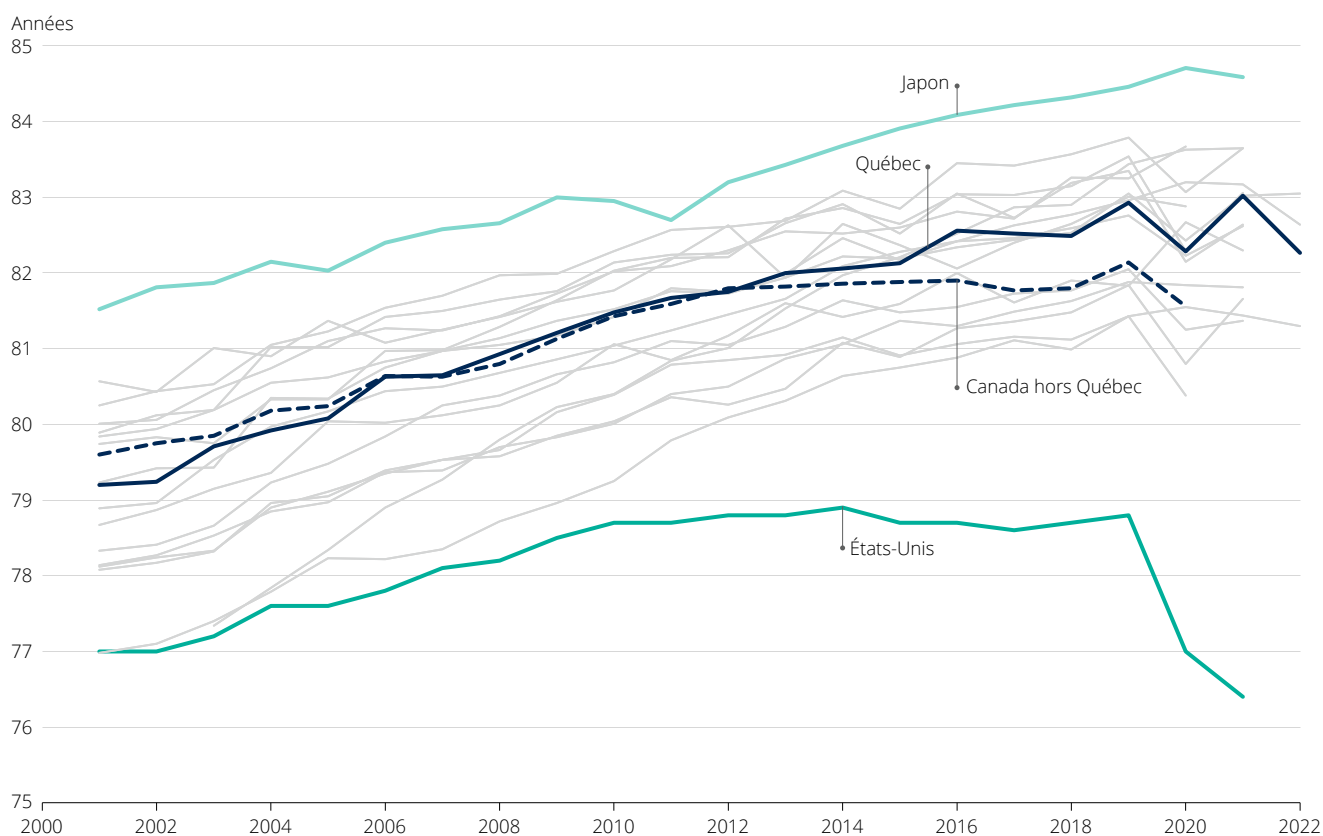
La pandémie de COVID-19 a entraîné une augmentation de la mortalité qui s'est traduite par une perte d'espérance de vie dans presque tous les pays en 2020, ainsi qu'en 2021 et 2022 dans certains cas. Au moment où ce document a été rédigé, peu de pays avaient publié leur espérance de vie pour l'année 2022, mais si on se base sur l'évolution de cet indicateur en 2021 et sur les données de surmortalité disponibles, on pourrait s'attendre à des progressions assez distinctes d'un pays à l'autre.

Malgré la pandémie, l'espérance de vie du Québec reste parmi les plus élevées au monde. Selon la plus récente compilation de Statistique Canada portant sur l'année 2020, l'espérance de vie des Québécoises et des

Québécois est supérieure à la moyenne canadienne (Statistique Canada 2022). La **figure 3.3** illustre un ralentissement plus marqué de la croissance de l'espérance de vie dans le reste du Canada et aux États-Unis au cours de la dernière décennie. Si l'écart d'espérance de vie entre le Québec et les États-Unis était d'environ 2 ans en 2001 et de 4 ans en 2019, la pandémie l'a fait se creuser jusqu'à ce qu'il atteigne près de 7 ans en 2021. Parmi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), c'est le Japon qui jouit de l'espérance de vie la plus élevée en 2021, soit 84,6 ans, hommes et femmes réunis, surtout grâce à la longévité exceptionnelle des femmes japonaises (HMD 2023).

Figure 3.3

Espérance de vie à la naissance, Québec et autres pays, 2001-2022



Note : Pour voir les données des pays représentés par un trait gris (certains pays européens, Nouvelle-Zélande, Australie et Corée du Sud), veuillez consulter le [graphique interactif](#) sur le site Web de l'ISQ.

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, *Tableau 13-10-0709-01*.
National Center For Health Statistics (2022).
Human Mortality Database.
Masters et coll. (2022).

Portrait régional de l'espérance de vie

À l'échelle des régions administratives (RA), les [statistiques d'espérance de vie](#) sont disponibles par période triennale. Depuis plusieurs décennies, l'espérance de vie évolue à un rythme généralement semblable d'une RA à l'autre, comme l'illustre la **figure 3.4**. En 2020-2022, l'espérance de vie de la population totale (hommes et femmes réunis) se situe entre 80 et 84 ans dans la plupart des RA. Comme pour d'autres indicateurs, le Nord-du-Québec se distingue, avec une population dont la durée de vie moyenne est de 73,8 ans en 2020-2022 (**tableau 3.2**).

Tableau 3.2
Espérance de vie selon le sexe, régions administratives du Québec, 2020-2022^p

Région administrative	Hommes	Femmes	Total
	années		
Bas-Saint-Laurent	81,1	84,2	82,7
Saguenay-Lac-Saint-Jean	80,8	84,1	82,4
Capitale-Nationale	81,5	84,7	83,2
Mauricie	79,7	83,3	81,5
Estrie ¹	81,0	84,7	82,8
Montréal	80,6	85,0	82,9
Outaouais	79,1	82,8	80,9
Abitibi-Témiscamingue	78,3	82,1	80,1
Côte-Nord	78,0	81,8	79,8
Nord-du-Québec	70,7	77,2	73,8
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	79,9	83,7	81,7
Chaudière-Appalaches	81,6	85,1	83,3
Laval	82,1	85,3	83,8
Lanaudière	80,9	84,0	82,4
Laurentides	81,0	84,1	82,5
Montérégie ¹	81,2	84,5	82,9
Centre-du-Québec	80,3	84,1	82,2
Le Québec	80,8	84,4	82,6

1. Selon les nouvelles limites territoriales entrées en vigueur le 28 juillet 2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.

Note : Pour toutes les années disponibles et les notes méthodologiques, consultez le [tableau de données](#) sur le site Web de l'ISQ.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Depuis au moins 1996-1998, la région de Laval est celle qui affiche l'espérance de vie la plus élevée, qui se chiffre à 83,8 ans en 2020-2022, en légère baisse par rapport à son niveau pré-pandémique. La Chaudière-Appalaches, fréquemment au deuxième rang, et la Capitale-Nationale sont les deux seules autres régions dont l'espérance de vie dépasse 83 ans en 2020-2022.

La Côte-Nord, l'Abitibi-Témiscamingue et l'Outaouais sont des RA où l'espérance de vie est constamment plus basse que la moyenne du Québec, mais bien au-delà de celle du Nord-du-Québec. L'écart s'est d'ailleurs creusé entre cette dernière RA et les autres, car elle a enregistré une baisse notable depuis 2014-2016. Ceci s'explique par la forte hausse de la mortalité du côté de l'Administration régionale Kativik (aussi appelée Nunavik), principalement celle liée aux causes externes (suicides, homicides, accidents) chez les jeunes adultes.

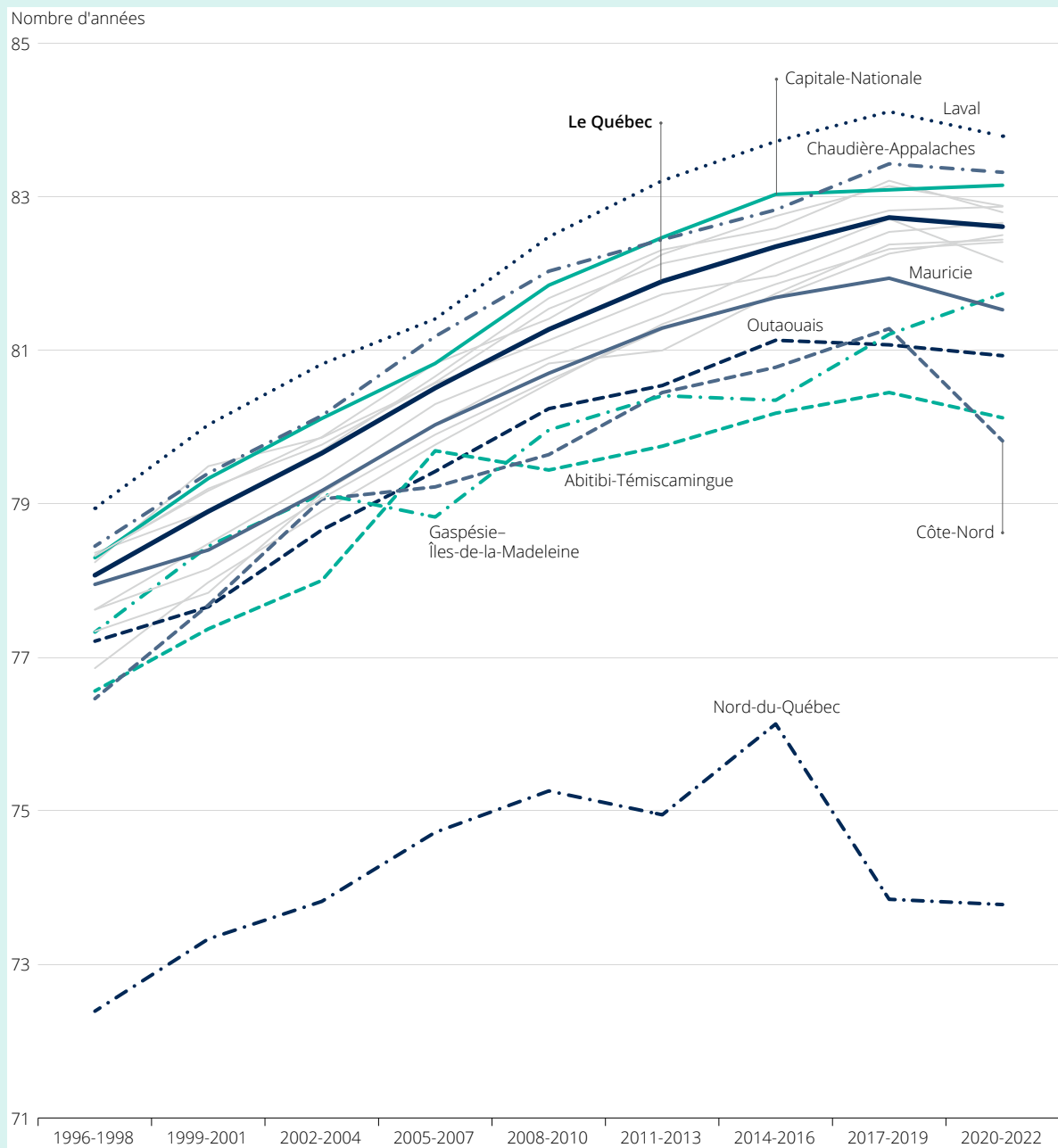
Entre 2017-2019 et 2020-2022, la baisse la plus marquée s'observe toutefois sur la Côte-Nord (-1,5 an), tandis que la plus forte hausse s'observe en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+0,5 an), une augmentation assez exceptionnelle compte tenu du contexte pandémique.

Comme pour l'ensemble du Québec, l'espérance de vie des femmes est plus élevée que celle des hommes dans toutes les régions. En 2020-2022, l'écart d'espérance de vie entre les hommes et les femmes est le plus élevé au Nord-du-Québec (6,5 ans) et à Montréal (4,4 ans), tandis qu'il est le plus faible au Bas-St-Laurent et dans les Laurentides (3,1 ans pour les deux RA). Le déficit masculin a eu tendance à s'atténuer partout au Québec depuis 1996-1998 (données non illustrées), à l'exception du Nord-du-Québec où il a fluctué autour de 5 ans avant d'atteindre un sommet en 2020-2022, et à Montréal, où ce déficit revient à celui observé vers 2010.

Suite à la page 53

Figure 3.4

Espérance de vie, sexes réunis, régions administratives du Québec, 1996-1998 à 2020-2022^p



Note : Pour examiner les données des régions représentées par un trait gris, veuillez consulter le [graphique interactif](#) sur le site Web de l'ISQ.

Source : Institut de la statistique du Québec.

La surmortalité au Québec depuis le début de la pandémie

La figure 3.5 présente les différents éléments nécessaires à l'analyse de la surmortalité. Les décès excédentaires, ou surmortalité, sont ceux qui dépassent la ligne des décès normalement attendus. On y constate que l'année 2022 se termine avec 8,8 % plus de décès qu'attendu, un niveau bien supérieur à celui de 2021 (-0,9 %), et semblable au bilan des dix mois de 2020 touchés par la pandémie (9,6 %). Si on tient compte des données allant jusqu'au 31 décembre 2022, le bilan de surmortalité cumulé du Québec depuis mars 2020 s'établit à 5,6 %, soit environ 11 200 décès¹ de plus que le nombre normalement attendu en l'absence de perturbations.

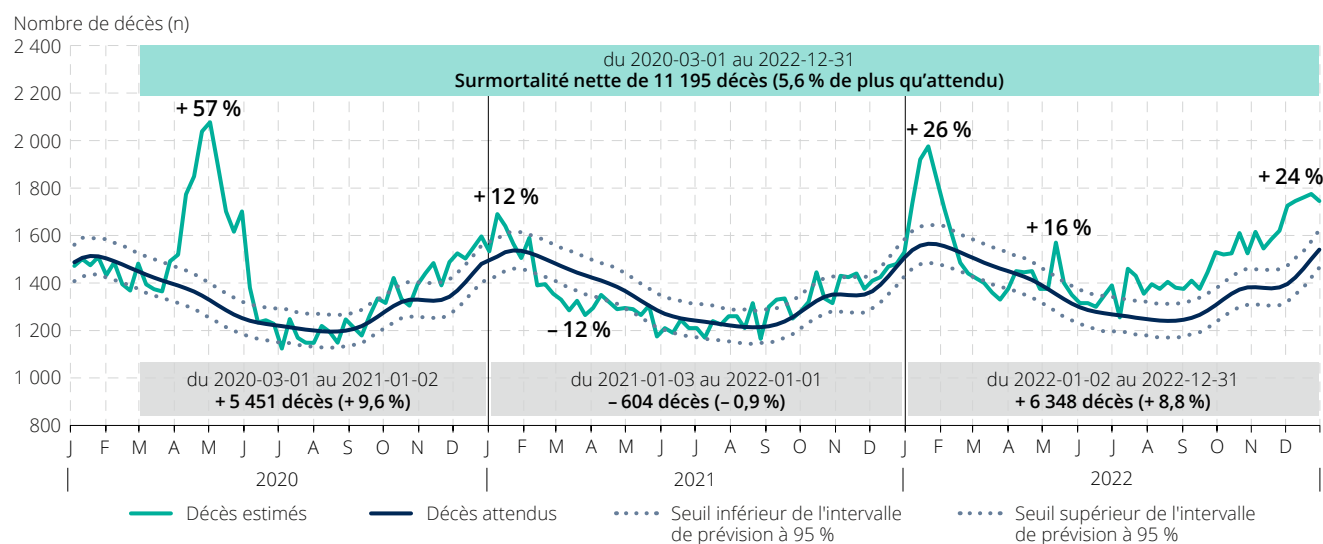
En remontant la chronologie des événements, on constate que la surmortalité a atteint un pic de 57 % au plus fort de la première vague de COVID-19, au printemps 2020. En 2021, après un début d'année encore touché par la surmortalité liée à la deuxième vague, une situation

de sous-mortalité (nombre de décès inférieur à celui attendu) a été observée au Québec jusqu'à la mi-année environ. Le deuxième semestre de 2021 a affiché une mortalité généralement supérieure aux niveaux attendus, si bien que sur l'ensemble de l'année 2021, le Québec a enregistré une légère sous-mortalité.

Au tout début de 2022, lors de la cinquième vague, la surmortalité a atteint un pic de 26 %, suivi d'un épisode de sous-mortalité qui a duré jusqu'au début avril 2022. Vers la fin de la sixième vague, un pic de surmortalité (16 %) a été observé dans la semaine du 8 au 14 mai 2022, mais ce pic est également associé à une vague de chaleur, exceptionnelle pour ce moment de l'année. Après un court retour à la normale, la surmortalité a été constamment plus élevée que l'intervalle supérieur de juillet 2022 à décembre 2022, soit une période de 6 mois. Alors que les niveaux oscillaient autour de 10 % en juillet et août 2022, ils ont augmenté pour atteindre 24 % en décembre 2022. Plus récemment, les décès fluctuent autour des niveaux normalement attendus depuis la fin de janvier 2023, selon les [données en ligne](#) mises à jour mensuellement.

Figure 3.5

Composantes de la surmortalité hebdomadaire, Québec, 2020 à 2022



Note : Pour des données semblables détaillées selon le sexe, le groupe d'âge ou de trois regroupements de régions, consultez les [tableaux de données](#) en ligne mis à jour mensuellement.

Source : Institut de la statistique du Québec.

1. Le nombre de 11 195 décès excédentaires correspond à un bilan net, qui est le résultat combiné des périodes de surmortalité et de sous-mortalité illustrées sur le graphique. Les périodes de sous-mortalité viennent donc atténuer le bilan net de surmortalité sur l'ensemble de la période. Ce résultat correspond également à la différence entre le nombre total de décès observé du 1^{er} mars 2020 au 31 décembre 2022 et celui normalement attendu pour la même période (210 679 - 199 484 = 11 195).

Qu'est-ce que la surmortalité ?

Comme les enjeux liés au dépistage de la COVID-19 peuvent nuire à la comparabilité des situations sanitaires d'un endroit à l'autre, l'analyse de l'excès de mortalité, ou surmortalité, s'est imposée comme l'approche permettant la meilleure comparaison des conséquences sanitaires de la pandémie (Islam 2022). Lors d'une période de crise, l'écart entre le nombre de décès observé, toutes causes confondues, et le nombre normalement attendu en l'absence de perturbations permet d'estimer l'effet net de cette crise sur la mortalité. Les décès normalement attendus sont estimés d'après le cycle saisonnier des années passées et la tendance pré-pandémique de l'évolution des décès. Cette tendance permet de tenir compte de l'évolution démographique, et plus particulièrement du vieillissement de la population. La surmortalité, si elle est observée, n'est donc pas causée par le vieillissement de la population ou la hausse saisonnière habituelle des décès.

Le résultat de ce type d'analyse doit être interprété comme le bilan net de l'ensemble des conséquences de la pandémie sur les décès, y compris l'effet direct (mortalité due à la COVID-19) et les effets indirects, qu'ils soient positifs ou négatifs. Des facteurs indépendants de la pandémie peuvent également contribuer à la surmortalité, par exemple une canicule. L'analyse de surmortalité ne remplace donc pas l'examen des causes de décès détaillées, mais elle s'avère pertinente en raison de la causalité parfois imprécise, multiple ou inconnue des décès.

Bien que la surmortalité soit un indicateur très approprié pour le suivi en continu de la mortalité et pour les comparaisons internationales, son résultat peut être influencé par la structure par âge et par le niveau de mortalité normal des populations comparées. L'analyse des fluctuations de l'espérance de vie permet de faire un bilan encore plus précis des conséquences de la pandémie (Islam et coll. 2021; Scholey et coll. 2022), mais les données nécessaires à ce type d'analyse ne sont généralement disponibles que sur une base annuelle.

Jusqu'à la moitié de 2022, le Québec se distinguait par une surmortalité inférieure aux décès de COVID-19

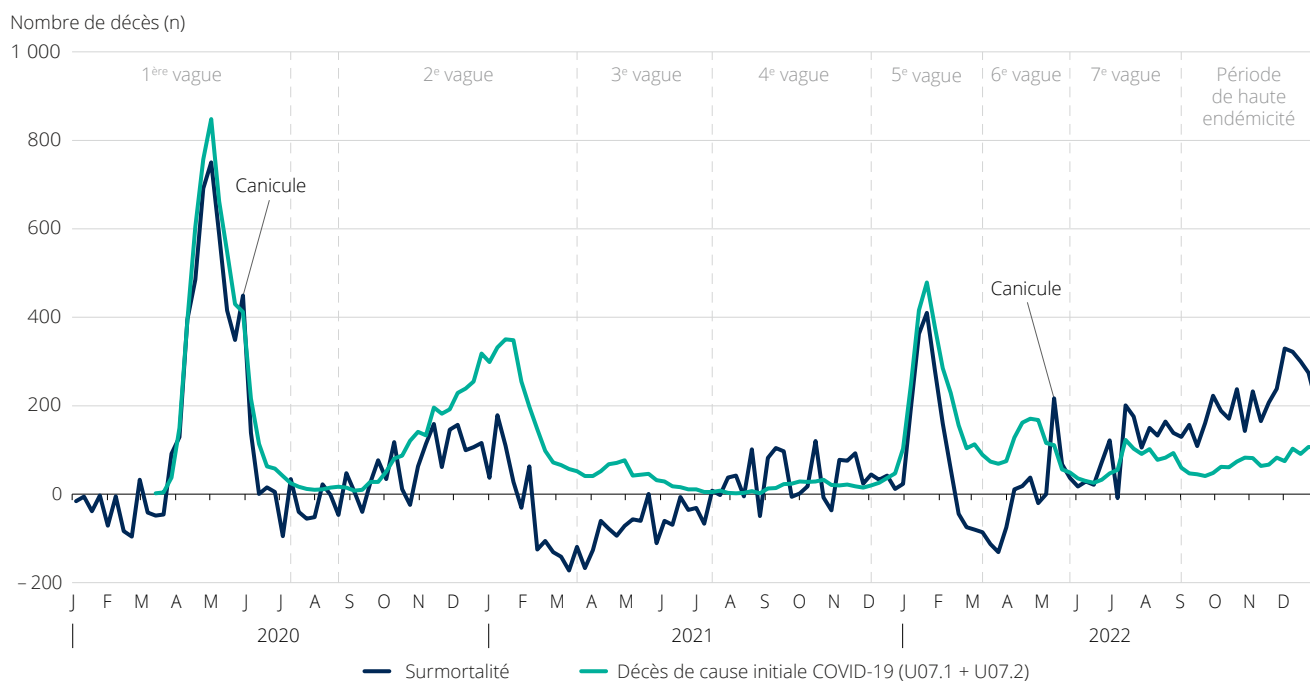
Au Québec, les épisodes de surmortalité ont coïncidé avec les vagues de décès liés à la COVID-19, comme l'illustre la **figure 3.6**. La même situation a généralement été observée ailleurs dans le monde, mais dans la plupart des pays, la surmortalité a été plus élevée que le nombre de décès attribués à la COVID-19, parfois par une très forte marge (Karlinsky et Kobak 2021). Au Québec, par contre, la surmortalité a généralement été inférieure ou égale au nombre de décès attribués à la COVID-19, sauf lors du deuxième semestre de 2022. Cette période marque en effet l'arrivée d'une surmortalité supérieure aux décès liés à la COVID-19, ce qui peut s'expliquer, en totalité ou en partie, par le retour de la grippe et d'autres virus respiratoires. Au total, entre le début de la pandémie et le 31 décembre 2022, on recense environ 16 900 décès liés à la COVID-19, comparativement à 11 200 décès excédentaires.

À l'échelle du globe, la pandémie aurait provoqué plus de 20 millions de décès

En l'absence de données pour tous les pays du monde, il est difficile d'établir le bilan mondial précis de la surmortalité liée à la pandémie, mais selon le modèle du journal *The Economist*, on compterait un peu plus de 20 millions de décès excédentaires à l'échelle de la planète de mars 2020 à décembre 2022, ou entre 17 et 28 millions en tenant compte de l'incertitude (*The Economist 2023*). La **figure 3.7** compare le bilan cumulé du Québec à celui d'une sélection de pays bénéficiant d'un niveau de vie comparable et présentant différents cas de figure en matière de surmortalité. On observe que le Québec présente un niveau de surmortalité cumulée parmi les plus faibles depuis le début de la pandémie. L'évolution détaillée de la surmortalité hebdomadaire du Québec, de cette même sélection de pays et de plusieurs régions d'Amérique du Nord est mise à jour en continu sur le [site Web](#) de l'ISQ.

Figure 3.6

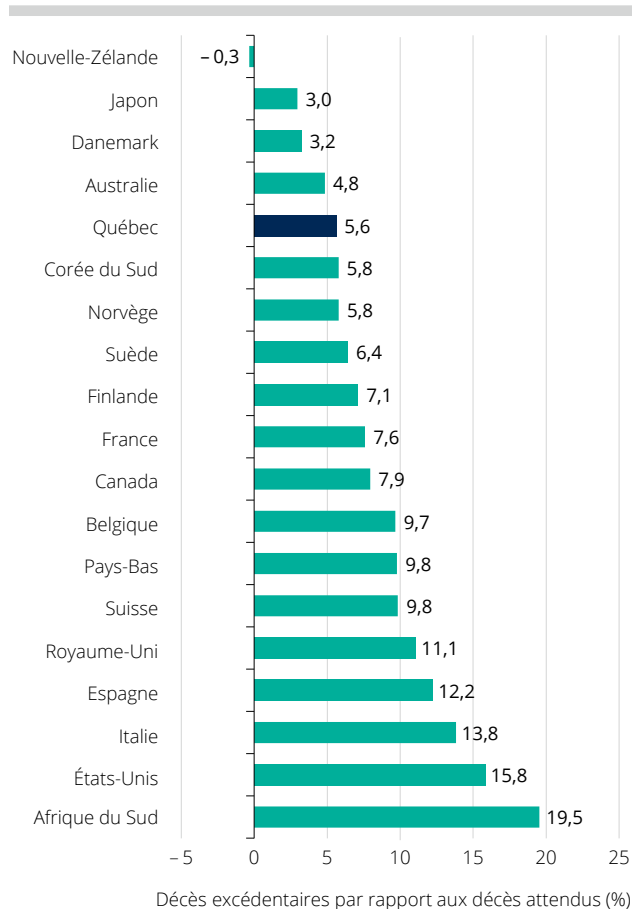
Surmortalité et décès liés à la COVID-19, par semaine, Québec, 2020 à 2022



Sources : Institut de la statistique du Québec.

Figure 3.7

Surmortalité cumulée de mars 2020 à décembre 2022, Québec et certains pays



Note : Cumul jusqu'au 31 décembre 2022, sauf pour la Corée du Sud (30 juillet 2022), l'Afrique du Sud (10 décembre 2022) et le Canada (5 novembre 2022).

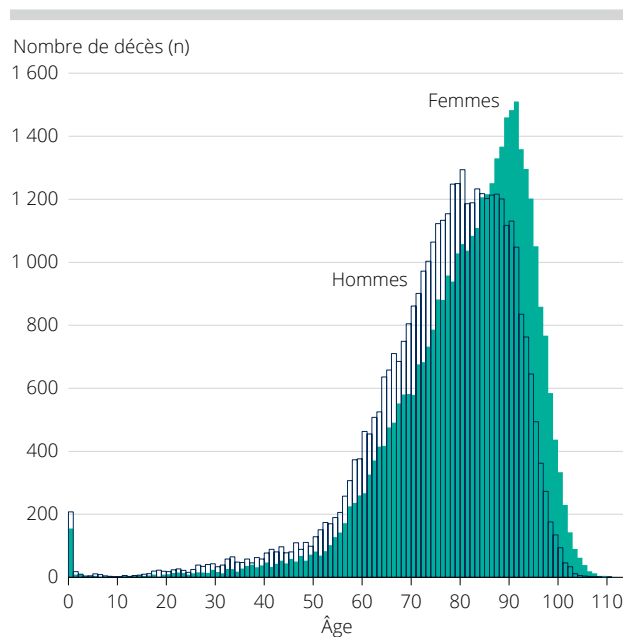
Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, *Tableau 13-10-0784-01*.
World Mortality Dataset (y compris les données de la *Human Mortality Database*).

Un peu plus de 1 100 décès de centenaires en 2022

La large majorité des décès surviennent chez des personnes âgées, comme le montre la **figure 3.8**, où est présentée la répartition selon l'âge et le sexe des individus décédés en 2022. Lors de cette année, 82 % des hommes et 88 % des femmes sont décédés à l'âge de 65 ans ou plus, des proportions semblables à celles de 2021. Mis à part chez les moins d'un an, il y a très peu de décès aux jeunes âges. Sauf en de rares exceptions, les décès d'hommes sont systématiquement plus nombreux que ceux de femmes jusqu'aux âges les plus avancés. En 2022, les décès de femmes ne deviennent majoritaires qu'à partir de 85 ans. Il y a eu un peu plus de 1 100 décès de centenaires cette même année, soit environ 950 femmes et 200 hommes (**tableau 3.4** à la fin du chapitre). Au total, on compte un peu plus de décès chez les hommes (39 500) que chez les femmes (38 900).

Figure 3.8

Décès selon l'âge et le sexe, Québec, 2022



Source : Institut de la statistique du Québec.

La mortalité infantile est stable depuis le début des années 2000

Le bilan provisoire du nombre d'enfants décédés avant l'âge d'un an s'établit à environ 360 en 2022. Le taux de mortalité infantile, sexes réunis, est quant à lui de 4,5 pour mille naissances. On peut considérer que la mortalité infantile connaît une relative stabilité depuis le début des années 2000, après avoir fortement diminué au cours des XIX^e et XX^e siècles. Le taux de mortalité infantile s'élevait à environ 120 pour mille à la fin des années 1920, et atteignait encore 50 pour mille en 1950. Il a toutefois diminué pour atteindre 13 pour mille en 1975, et depuis 2000, il est en moyenne de 4,6 pour mille.

Dans le reste du Canada, le taux de mortalité infantile se maintient en général très légèrement au-dessus de celui du Québec, tandis qu'il est un peu plus élevé aux États-Unis, où il atteignait 5,4 pour mille en 2021. La grande majorité des pays de l'OCDE avaient des taux de mortalité infantile inférieurs à 5 pour mille en 2021. La comparaison internationale et temporelle des taux de mortalité infantile est cependant délicate, car les critères d'enregistrement peuvent varier selon les pays ou les époques (MacDorman et Mathews 2009).

Causes de décès : un bilan 2021-2022 encore partiel

Les causes de décès sont codées depuis 2000 selon la dixième révision de la Classification internationale des maladies (CIM-10). Rappelons que les données des années 2021 et 2022 sont encore provisoires, en raison notamment des décès faisant encore l'objet d'une enquête de coroner. Dans cette section, certains résultats sont donc présentés pour ces années (**tableaux 3.5.1, 3.5.2 et 3.5.3**, en fin de chapitre), mais la plupart sont fournis jusqu'à l'année 2020 ou pour la période 2018-2020, dernière année ou période pour laquelle les données sont définitives. En ce qui concerne les années pour lesquelles les données sont encore provisoires, les nombres de décès ne sont pas présentés pour les causes les plus susceptibles de faire l'objet d'une déclaration tardive. Il est à

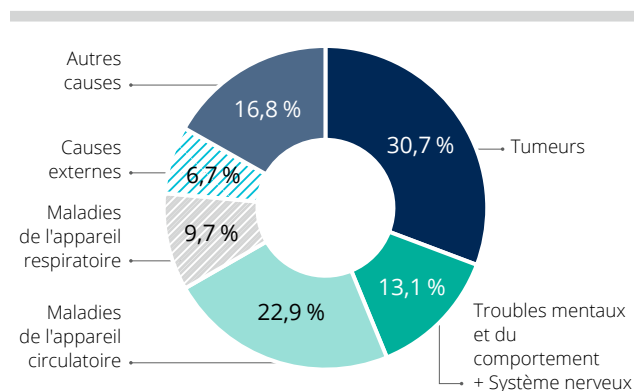
noter que les regroupements sont effectués en fonction de la cause initiale de décès seulement ; ils ne prennent pas en compte les autres causes, parfois multiples, qui font partie de la chaîne de causalité menant au décès (soit les causes associées, ou causes secondaires de décès).

La majeure partie des décès est attribuable aux tumeurs et aux maladies de l'appareil circulatoire

La **figure 3.9** montre la répartition des causes de décès selon certains chapitres de la CIM-10 en 2018-2020. On observe que la part des décès attribuables aux tumeurs est de 31 %, alors que les décès dus à des maladies de l'appareil circulatoire² comptent pour 23 %. À eux seuls, ces deux grands groupes de causes ont été responsables de 54 % des décès en 2018-2020, contre 62 % en 2000-2002.

Figure 3.9

Répartition des décès selon les principales catégories de causes, Québec, 2018-2020



Source : Institut de la statistique du Québec.

2. Aussi appelées maladies cardiovasculaires (MCV).

Le codage des causes de décès au Québec

Le Registre des événements démographiques du Québec utilise un système automatisé de codage des causes de décès appelé Iris (ISQ 2017). Ce système effectue le codage des causes, souvent multiples, qui apparaissent sur le bulletin de décès (formulaire SP-3) et sélectionne la cause initiale de décès. Le fonctionnement de ce système repose sur les règles et directives de la dixième révision de la Classification internationale des maladies (CIM-10), publiée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). De façon générale, les différentes étapes sont les suivantes : 1) saisie textuelle des causes de décès inscrites sur le bulletin ; 2) utilisation d'un dictionnaire qui indique, pour chaque libellé, le code de la CIM-10 auquel il correspond ; 3) attribution de la cause initiale de décès. Chaque enregistrement est analysé par un spécialiste en nosologie, qui valide le codage proposé par le système. En ce qui a trait à l'analyse de séries chronologiques, il faut savoir qu'un changement du système de codage des causes de décès a eu lieu en 2013 (ISQ 2017).

La COVID-19, une nouvelle cause de décès intégrée dans la CIM-10

Dans le but de recenser les décès dus à la COVID-19, l'OMS a introduit de nouveaux codes dans la CIM-10. Lorsque la COVID-19 est confirmée par des tests de laboratoire, on attribue à la cause de décès le code U07.1 (COVID-19, virus identifié). Si le diagnostic est clinique ou épidémiologique, mais que les tests de laboratoire ne sont pas disponibles, on attribue à la cause de décès le code U07.2 (COVID-19, virus non identifié). Cependant, lorsqu'il n'est pas précisé sur le bulletin de décès si la COVID-19 a été ou non confirmée en laboratoire, l'OMS recommande d'utiliser le code U07.1, à moins qu'il ne soit indiqué qu'il s'agisse d'un cas « probable » ou « présumé » (OMS 2020). Dans le tableau 3.5 (à la fin du chapitre), le nombre provisoire de décès au Québec pour lesquels il a été établi que la COVID-19 était la cause initiale est comptabilisé sans qu'il y ait de distinction entre ces deux codes. De 2020 à 2022, le nombre de décès pour lesquels il a été établi que la COVID-19 était la cause initiale s'établit à 16 932, ce qui représente 7,6 % du nombre total de décès de la période.

Cause initiale, causes associées et causes multiples

La cause initiale de décès est définie comme « a) la maladie ou le traumatisme qui a déclenché l'évolution morbide conduisant directement au décès, ou b) les circonstances de l'accident ou de la violence qui ont entraîné le traumatisme mortel » (OMS 2009). Cette cause est déterminée en prenant en compte l'ensemble des causes inscrites sur le bulletin de décès (appelées causes multiples), selon un ensemble de règles propres à la CIM-10. Toutes les autres causes mentionnées sur le bulletin de décès sont appelées causes associées (ou secondaires). L'occurrence et le nombre de causes secondaires augmentent en fonction de l'âge des personnes décédées, un constat à mettre en lien avec la présence de comorbidités qui est également corrélée à l'âge. De ce fait, la détermination d'une cause initiale unique est plus équivoque pour certains patients aux grands âges (Désesquelles et coll. 2016). À l'opposé, les décès de causes externes (ex. : accidents, homicides ou suicides), plus fréquents chez les jeunes, sont moins susceptibles d'être associés à une ou plusieurs causes secondaires.

Évolution de la mortalité liée aux maladies de l'appareil circulatoire et aux tumeurs

Depuis l'an 2000, les tumeurs ont supplanté les maladies de l'appareil circulatoire comme première cause de décès au Québec. La **figure 3.10**, qui présente les taux de mortalité standardisés pour ces deux grands groupes de causes entre 1975 et 2022, permet d'en suivre l'évolution en éliminant l'effet lié aux changements dans la structure par âge.

La mortalité liée aux maladies de l'appareil circulatoire a diminué de manière très importante depuis 1975, tant chez les hommes que chez les femmes. Cette grande cause englobe notamment les cardiopathies ischémiques (angine de poitrine, infarctus du myocarde, etc.) ainsi que les maladies cérébrovasculaires (accident vasculaire cérébral, infarctus cérébral, hémorragie cérébrale, etc.). La mortalité associée à ces deux catégories montre une diminution au fil du temps, mais un léger ralentissement de cette baisse semble cependant se dessiner depuis quelques années.

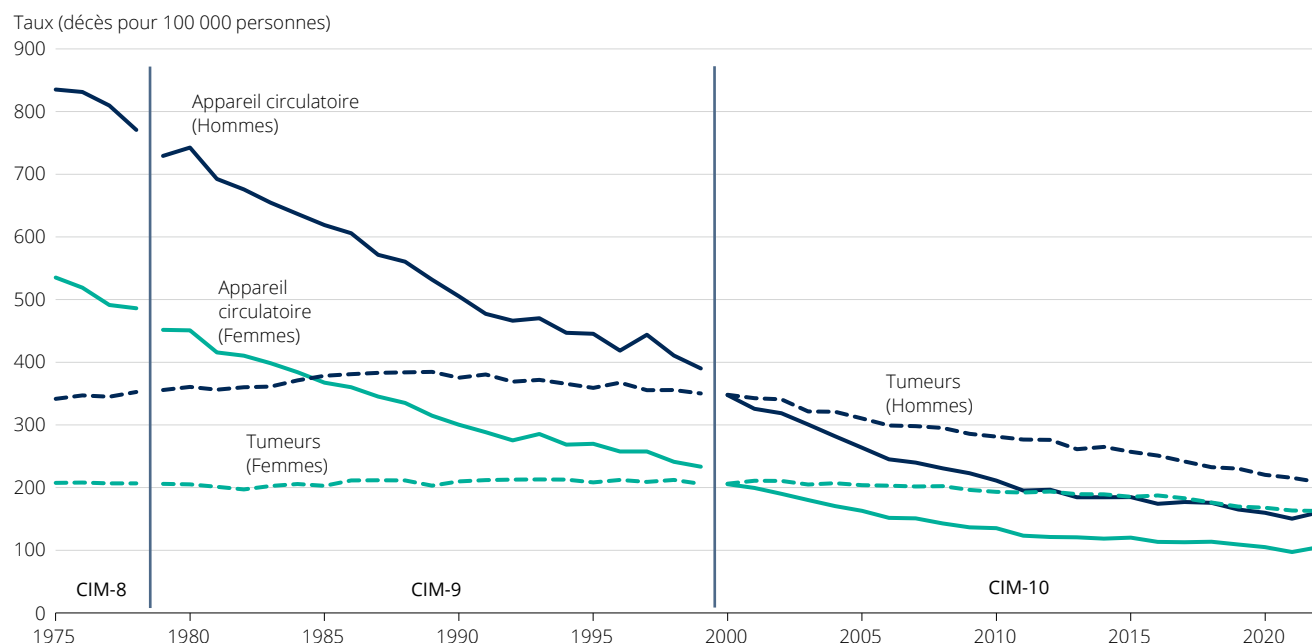
Le taux standardisé de mortalité par tumeurs est quant à lui demeuré stable chez les femmes tout au long de la période de 1975 à 2005, et diminue lentement depuis. Celui chez les hommes diminue depuis la fin des années 1980, mais à un rythme bien moindre que le taux standardisé de mortalité par maladies de l'appareil circulatoire. Au cours des dix dernières années (2012 à 2022) toutefois, les taux standardisés de mortalité liée aux maladies de l'appareil circulatoire et aux tumeurs ont diminué à des rythmes semblables chez les deux sexes (soit d'environ 20 %).

Si l'on observe plus en détail l'évolution récente des principaux sièges de cancer, on constate que, à des niveaux différents, le cancer du poumon est le plus fréquent chez les deux sexes : il est suivi du cancer du sein et du cancer colorectal chez les femmes, du cancer colorectal et du cancer de la prostate chez les hommes, tandis que le cancer du pancréas est au quatrième rang dans les deux cas ([données disponibles](#) sur le site Web de l'ISQ).

L'évolution dans le temps d'autres causes de mortalité depuis 2000 se trouve dans les [tableaux de données](#) de la section *Décès et mortalité* du site Web de l'ISQ.

Figure 3.10

Taux standardisé de mortalité par tumeurs et par maladies de l'appareil circulatoire, selon le sexe, Québec, 1975-2022



Note : Les taux sont standardisés selon la structure par âge, sexes réunis, de la population du Québec en 2006. Données provisoires pour 2021 et 2022.
Source : Institut de la statistique du Québec.

Les causes de décès varient beaucoup selon l'âge

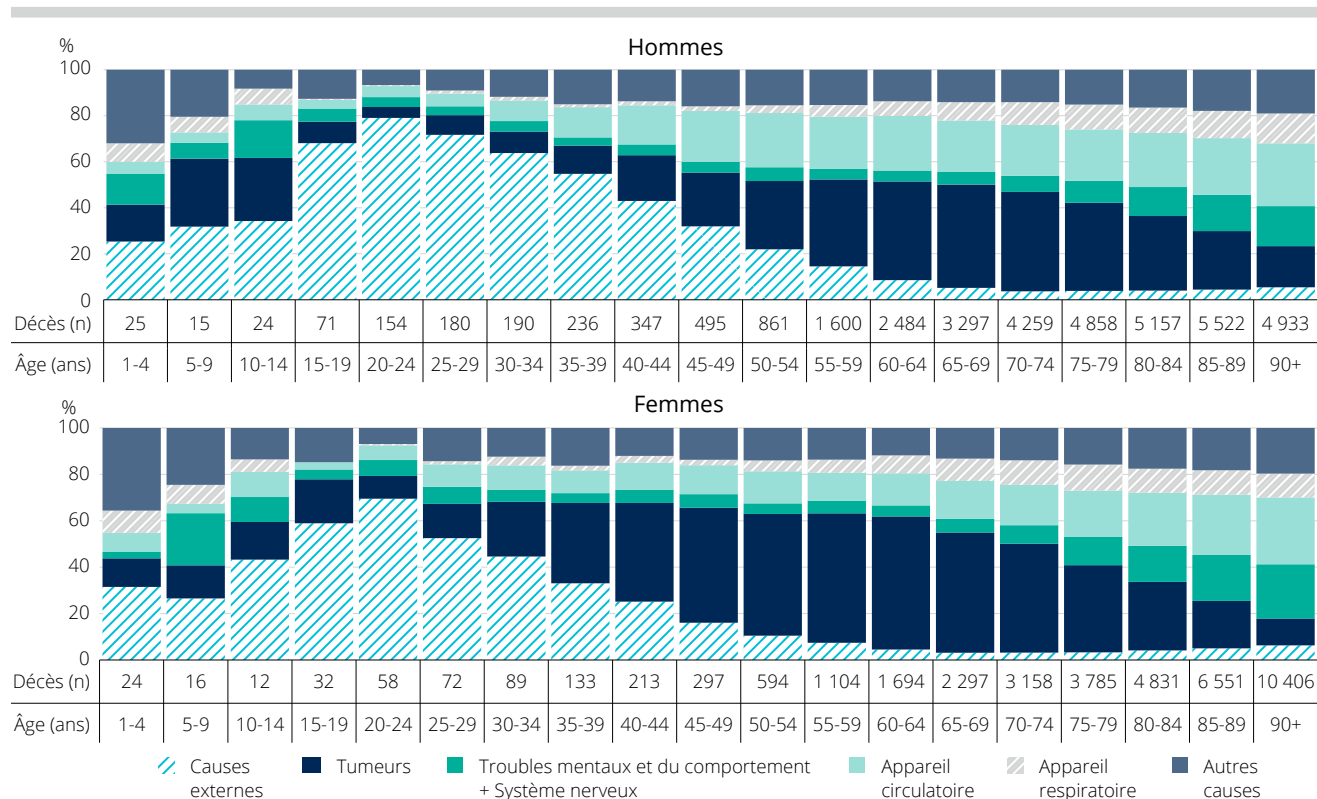
On ne meurt pas des mêmes causes aux différents âges, et la **figure 3.11** montre la répartition des décès selon quelques regroupements de causes dans les groupes d'âge, pour chaque sexe, en 2018-2020. Les causes externes de mortalité, principalement les accidents de véhicules à moteur et les suicides, figurent au sommet des causes de décès chez les jeunes adultes. Pour la période 2018-2020, elles sont à l'origine de 71 % des décès masculins survenus entre 15 et 34 ans et de 54 % des décès féminins du même groupe d'âge. Chez les hommes, la part des tumeurs atteint un maximum entre 65 et 69 ans (45 %), tandis que c'est entre 60 et 64 ans (57 %) qu'elle atteint un sommet chez les femmes. À

partir de 85 ans, les maladies de l'appareil circulatoire devançant les tumeurs comme principales causes de décès. Quant à la catégorie formée par les troubles mentaux et du comportement et les maladies du système nerveux, elle occupe une part grandissante avec l'âge. Cette catégorie est à l'origine de 17 % des décès masculins et de 23 % des décès féminins chez les 90 ans et plus.

Depuis le début de la pandémie, la COVID-19 a principalement touché les personnes âgées. En effet, 94 % des décès liés à la COVID-19 sont survenus chez des personnes de 65 ans et plus, alors que cette part est un peu plus faible parmi les décès d'autres causes, soit de 84 %. La COVID-19 a été la cause initiale de seulement 2 % des décès entre 30 et 49 ans, tandis qu'elle expliquait jusqu'à 11 % des décès chez les 90 ans et plus (selon les données définitives de 2020, et provisoires de 2021 et 2022).

Figure 3.11

Répartition des causes de décès selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, moyenne annuelle 2018-2020



Source : Institut de la statistique du Québec.

Décès liés aux opioïdes

Selon l'Agence de la santé publique du Canada, « certaines données montrent que la pandémie de COVID-19 a contribué à la crise [des opioïdes] et l'a exacerbée, plusieurs administrations ayant signalé des taux plus élevés de surdoses mortelles et d'autres méfaits depuis le début de la pandémie » (Comité consultatif spécial fédéral, provincial et territorial sur l'épidémie de surdoses d'opioïdes 2023).

L'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) indique que le Québec a jusqu'à présent été relativement épargné si on le compare au reste du Canada (INSPQ 2023a). L'INSPQ estime qu'il y a eu 263 décès attribuables à une intoxication aux opioïdes au Québec en 2016. On recense 280 décès de ce type en 2017, 211 en 2018, 208 en 2019 et 316 en 2020 (les données de 2019 et de 2020 sont provisoires et pourront être révisées légèrement à la hausse).

L'INSPQ diffuse également le nombre de décès reliés à une intoxication **suspectée** aux opioïdes ou à d'autres drogues, pour 2021 et 2022. Certains de ces décès font encore l'objet d'enquêtes de coroners. Selon [ces données](#), il y a eu près de 1 000 décès reliés à une intoxication suspectée aux opioïdes ou à d'autres drogues au cours de la période. Les données mensuelles montrent qu'après la période relativement stable de l'année 2021, une augmentation du nombre de cas est observée depuis le printemps 2022. Le nombre moyen de décès entre octobre et décembre 2022 (48 décès par mois) est plus élevé que celui observé pour la même période de 2021 (37 décès par mois) et de 2020 (38 décès par mois). Notons qu'au terme des enquêtes, le nombre de décès attribuables à une intoxication aux opioïdes s'avère plus faible que le nombre de décès reliés à une intoxication suspectée.

L'Agence de la santé publique du Canada compile des statistiques sur le sujet à partir des données qui lui sont soumises par les provinces et territoires. D'après son [rapport](#) publié en mars 2023, on constate ce qui suit :

- Il y a eu près de 34 500 décès apparemment liés à une intoxication aux opioïdes au Canada entre janvier 2016 et septembre 2022 (2 800 en 2016, 3 900 en 2017, 4 200 en 2018, 3 700 en 2019, 6 400 en 2020, 8 000 en 2021 et 5 400 entre janvier et septembre 2022) ;
- Selon les données provisoires, le nombre total de décès apparemment liés à une intoxication aux opioïdes au Canada enregistrés depuis le début de 2022 (janvier à septembre) est inférieur de 8 % à celui correspondant à la même période pour l'année précédente. Les analyses actuelles montrent toutefois qu'il n'y a pas eu de diminution significative de la tendance et que les taux restent élevés ;
- La très grande majorité des décès apparemment liés aux opioïdes étaient accidentels ;
- L'Ouest canadien continue d'être la région la plus touchée au pays. Depuis le début de l'année 2022, 87 % de tous les décès accidentels liés à une intoxication aux opioïdes au Canada sont survenus en Colombie-Britannique, en Alberta ou en Ontario ;
- Entre janvier 2016 et septembre 2022, le taux de décès apparemment liés à la consommation d'opioïdes a varié entre 2 et 6 pour 100 000 habitants au Québec. Au Canada, il a varié entre 8 et 21 pour 100 000 habitants. Le taux de la Colombie-Britannique, la province la plus touchée, varie entre 20 et 45 pour 100 000 habitants depuis 2017.

L'aide médicale à mourir

Au Québec, la Loi concernant les soins de fin de vie est entrée en vigueur le 10 décembre 2015. La Commission des soins de fin de vie, qui a été créée en vertu de cette loi, est l'organisme indépendant qui examine toute question concernant les soins de fin de vie et qui surveille l'application des exigences relatives à l'aide médicale à mourir (ci-après AMM). Dans son dernier rapport (Commission sur les soins de fin de vie 2023), la Commission dévoile les résultats suivants :

- Entre le 10 décembre 2015 et le 31 décembre 2022, environ 14 600 personnes ont reçu l'AMM au Québec. Le nombre de personnes qui l'ont reçue est en croissance depuis l'entrée en vigueur de la Loi. En 2022, le nombre de décès attribuables à l'AMM a augmenté de 46 % par rapport à celui enregistré en 2021 (3 299 cas en 2021 contre 4 810 cas en 2022). En se basant sur la tendance des derniers mois de 2022 et les premiers de 2023, la Commission estime que plus de 6 000 personnes recevront l'AMM au cours de l'année 2023 ;
- Les décès par AMM représentent 6,1 % du nombre total de décès survenus au Québec en 2022, comparativement à 4,7 % pour 2021 et 3,0 % en 2020 ;
- La grande majorité des personnes qui ont reçu l'AMM jusqu'au 31 décembre 2022 étaient âgées de 60 ans et plus (91 %), étaient atteintes d'un cancer (69 %), avaient un pronostic vital de trois mois ou moins (69 %), et présentaient à la fois des souffrances physiques et psychiques (93 %).

Le retrait du critère de fin de vie donne maintenant accès à l'AMM aux personnes souffrantes atteintes d'une maladie grave et incurable, même si elles ne sont pas en fin de vie. La Commission estime qu'un total de 70 personnes dont le diagnostic principal était un trouble neurocognitif majeur ont reçu l'AMM, et que la majorité de ces cas sont survenus en 2022. La majorité des personnes étaient atteintes de la maladie à corps de Lewy (36 %) ou de la maladie d'Alzheimer (30 %).

La loi fédérale sur l'AMM a quant à elle été adoptée le 17 juin 2016. Selon un [rapport](#) publié par Santé Canada en juillet 2022, 31 664 décès attribuables à l'AMM ont été signalés au Canada depuis l'adoption de la loi fédérale, dont 10 064 décès en 2021 (3,3 % de tous les décès au pays). Le nombre de cas en 2021 représente une augmentation de 32,4 % par rapport aux chiffres de 2020, toutes les provinces continuant de présenter une croissance constante d'une année à l'autre.

Pour en savoir plus

De nombreuses données et analyses portant sur les décès et la mortalité au Québec et à plus petite échelle sont disponibles sur le site Web de l'ISQ. Depuis janvier 2022, une nouvelle série de tableaux et de graphiques présentant la [surmortalité hebdomadaire](#) au Québec, toutes causes confondues, s'est ajoutée à celle du [nombre hebdomadaire de décès](#) démarrée en mai 2020. En plus du total, les résultats sont ventilés selon le sexe, le groupe d'âge et le regroupement de régions. Le [nombre mensuel de décès](#) pour l'ensemble du Québec est également disponible.

Tableau 3.3

Décès et taux de mortalité, Québec, 1900-2022

Année	Décès n	Taux pour 1 000	Année	Décès n	Taux pour 1 000	Année	Décès n	Taux pour 1 000	Année	Décès n	Taux pour 1 000
1900	32 778	21,0	1935	32 839	10,7	1970	40 392	6,7	2005	55 988	7,4
1901	32 219	19,6	1936	31 853	10,3	1971	41 192	6,7	2006	54 434	7,1
1902	27 408	16,5	1937	35 456	11,3	1972	42 525	6,9	2007	56 748	7,4
1903	30 876	18,3	1938	32 609	10,2	1973	43 052	6,9	2008	57 149	7,4
1904	30 549	18,0	1939	33 388	10,3	1974	43 337	6,9	2009	58 043	7,4
1905	29 071	17,0	1940	32 799	10,0	1975	43 537	6,9	2010	58 841	7,4
1906	29 969	17,4	1941	34 338	10,3	1976	43 801	6,8	2011	59 539	7,4
1907	29 007	16,3	1942	33 799	10,0	1977	43 182	6,7	2012	61 007	7,6
1908	35 052	19,1	1943	35 069	10,1	1978	43 653	6,8	2013	61 315	7,6
1909	33 231	17,5	1944	34 813	9,9	1979	42 793	6,6	2014	63 244	7,8
1910	35 183	17,9	1945	33 348	9,4	1980	43 515	6,7	2015	64 185	7,9
1911	35 904	17,9	1946	33 690	9,3	1981	42 765	6,5	2016	63 589	7,7
1912	32 980	16,2	1947	33 708	9,1	1982	43 485	6,6	2017	66 092	8,0
1913	36 200	17,5	1948	33 603	8,9	1983	44 150	6,7	2018	68 811	8,2
1914	36 002	17,1	1949	34 107	8,8	1984	44 544	6,7	2019	67 617	8,0
1915	35 933	16,8	1950	33 507	8,4	1985	45 662	6,9	2020	74 849	8,7
1916	38 206	17,6	1951	34 900	8,6	1986	46 964	7,0	2021 ^P	69 900	8,1
1917	35 501	16,0	1952	34 854	8,4	1987	47 626	7,0	2022 ^P	78 400	9,0
1918	48 902	21,8	1953	34 469	8,1	1988	47 981	7,0			
1919	35 170	15,4	1954	33 169	7,6	1989	48 336	7,0			
1920	40 686	17,5	1955	33 952	7,5	1990	48 651	7,0			
1921	33 433	14,2	1956	35 042	7,6	1991	49 243	7,0			
1922	33 459	13,9	1957	36 234	7,6	1992	48 963	6,9			
1923	35 148	14,4	1958	35 774	7,3	1993	51 831	7,2			
1924	32 356	13,0	1959	36 390	7,2	1994	51 389	7,1			
1925	32 300	12,7	1960	35 129	6,8	1995	52 722	7,3			
1926	37 251	14,3	1961	37 044	7,0	1996	52 278	7,2			
1927	36 175	13,6	1962	37 142	6,9	1997	54 281	7,5			
1928	36 632	13,5	1963	38 217	7,0	1998	54 306	7,4			
1929	37 221	13,4	1964	37 552	6,7	1999	54 959	7,5			
1930	35 945	12,7	1965	38 534	6,8	2000	53 287	7,2			
1931	34 487	12,0	1966	38 680	6,7	2001	54 372	7,4			
1932	33 088	11,3	1967	38 665	6,6	2002	55 748	7,5			
1933	31 636	10,6	1968	39 537	6,7	2003	54 972	7,3			
1934	31 929	10,6	1969	40 103	6,7	2004	55 614	7,4			

Note : Le taux de mortalité correspond au nombre de décès rapporté à la population totale. Ce taux brut est influencé par la structure par âge de la population. On lui préfère des indicateurs standardisés pour analyser l'évolution du phénomène.

Sources : Institut de la statistique du Québec (depuis 1975).
Bureau fédéral de la statistique (1926-1974).
Annuaire du Québec (1900-1925).

Tableau 3.4

Décès selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 2020, 2021 et 2022

Groupe d'âge	2020			2021 ^P			2022 ^P		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
	n								
0	176	166	342	212	160	372	208	155	363
1-4	21	30	51	30	18	48	37	27	64
5-9	15	17	32	20	13	33	30	17	47
10-14	20	15	35	27	19	46	24	25	49
15-19	64	27	91	76	46	122	84	31	115
20-24	155	54	209	144	42	186	107	62	169
25-29	194	69	263	181	67	248	183	82	265
30-34	194	111	305	220	86	306	244	101	345
35-39	249	134	383	290	160	450	272	174	446
40-44	372	239	611	368	220	588	422	220	642
45-49	523	302	825	479	257	736	490	302	792
50-54	812	576	1 388	746	496	1 242	814	464	1 278
55-59	1 638	1 081	2 719	1 498	997	2 495	1 520	1 035	2 555
60-64	2 590	1 798	4 388	2 442	1 679	4 121	2 587	1 796	4 383
65-69	3 477	2 359	5 836	3 480	2 323	5 803	3 607	2 681	6 288
70-74	4 416	3 281	7 697	4 486	3 233	7 719	4 801	3 456	8 257
75-79	5 281	4 066	9 347	5 222	4 023	9 245	5 908	4 687	10 595
80-84	5 526	5 091	10 617	5 225	4 721	9 946	6 120	5 494	11 614
85-89	5 979	6 891	12 870	5 329	6 094	11 423	5 949	6 624	12 573
90-94	4 012	6 787	10 799	3 604	5 919	9 523	4 422	6 850	11 272
95-99	1 284	3 715	4 999	1 154	3 225	4 379	1 440	3 699	5 139
100+	154	888	1 042	145	724	869	203	946	1 149
Total	37 152	37 697	74 849	35 378	34 522	69 900	39 472	38 928	78 400

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3.5.1

Décès et taux de mortalité standardisé selon les principaux groupes de causes, sexes réunis, Québec, 2019-2022

Groupes de causes	Code CIM-10	2019	2020	2021 ^P	2022 ^P	2019	2020	2021 ^P	2022 ^P
		n				taux (décès pour 100 000 personnes) ¹			
Total		67 617	74 849	69 900	78 400	586,9	631,2	575,0	623,7
Maladies infectieuses et parasitaires	A00-B99	1 094	1 132	1 018	1 173	9,3	9,4	8,1	9,2
Tumeurs	C00-D48	21 710	21 691	21 903	22 099	195,4	190,0	185,8	182,3
Côlon, rectum et anus	C18-C21	2 434	2 480	2 323	2 263	21,7	21,5	19,5	18,6
Pancréas	C25	1 323	1 388	1 384	1 464	12,0	12,3	11,9	12,2
Trachée, bronches et poumon	C33-C34	6 181	5 893	6 004	6 057	55,4	51,3	50,7	49,7
Sein	C50	1 399	1 380	1 395	1 394	13,0	12,7	12,2	12,0
Prostate	C61	1 019	997	1 062	1 067	8,7	8,2	8,4	8,2
Maladies endocriniennes, nutritionnelles et métaboliques	E00-E90	1 831	2 158	2 063	2 328	16,1	18,4	16,7	18,5
Diabète sucré	E10-E14	1 083	1 261	1 184	1 278	9,5	10,8	9,6	10,2
Troubles mentaux et du comportement	F00-F99	4 901	4 600	4 634	5 509	37,9	34,7	33,6	38,3
Démences organiques	F01, F03	4 563	4 241	4 276	5 157	34,7	31,4	30,5	35,3
Système nerveux	G00-G99	4 408	4 027	3 810	4 031	37,1	33,4	30,6	31,6
Maladie d'Alzheimer	G30	2 199	1 860	1 594	1 559	17,1	14,1	11,7	11,0
Appareil circulatoire	I00-I99	16 100	15 907	15 489	17 091	135,0	130,8	122,0	130,8
Maladies du cœur	I00-I09, I11, I13, I20-I51	12 204	12 126	11 807	13 055	102,5	99,9	93,0	100,2
Maladies cérébrovasculaires	I60-I69	2 981	2 834	2 796	3 075	24,7	23,0	21,9	23,3
Appareil respiratoire	J00-J99	6 775	6 072	5 398	6 511	56,6	49,4	42,6	50,0
Grippe	J09-J11	390	344	13	351	3,2	2,7	0,1	2,6
Pneumopathie	J12-J18	1 605	1 441	1 084	1 330	12,8	11,3	8,2	9,7
Voies respiratoires inférieures	J40-J47	3 172	2 776	2 691	3 114	27,2	23,1	21,7	24,5
Appareil digestif	K00-K93	2 765	2 802	2 931	3 339	23,9	24,1	24,4	26,8
Appareil génito-urinaire	N00-N99	1 554	1 769	1 700	1 820	12,7	14,2	13,1	13,6
Affections périnatales	P00-P96	216	228	..	..	2,7	3,0	..	..
Malformations congénitales et anomalies chromosomiques	Q00-Q99	213	196	..	..	2,5	2,2	..	..
Symptômes, signes et résultats anormaux d'examen cliniques et de laboratoire, non classés ailleurs	R00-R99, U99.8	397	350	..	..	3,7	3,3	..	..
Causes externes	V01-Y89	4 756	5 119	..	..	46,5	49,0	..	..
Accidents de véhicule à moteur	V02-V04, (...)²	394	389	..	..	4,5	4,4	..	..
Chutes et exposition à des facteurs non précisés responsables de fractures ou de lésions	W00-W19, X59	2 271	2 408	..	..	18,0	18,4	..	..
Lésions auto-infligées (suicides)	X60-X84, Y87.0	1 133	1 051	..	..	13,4	12,1	..	..
Agressions (homicides)	X85-Y09, Y87.1	52	77	..	..	0,7	0,9	..	..
COVID-19 ³	U07.1, U07.2	...	7 889	3 140	5 903	...	62,0	24,7	44,2
Toutes autres causes (chapitres III, VII, VIII, XII, XIII et XV)	D50-D89, H00-H95, M00-M99, L00-L99, O00-O99	897	909	972	1 130	7,5	7,5	7,6	8,6

1. Taux standardisé selon la structure par âge, sexes réunis, de la population du Québec au 1^{er} juillet 2006.

2. V02-V04, V09.0, V09.2, V12-V14, V19.0-V19.2, V19.4-V19.6, V20-V79, V80.3-V80.5, V81.0-V81.1, V82.0-V82.1, V83-V86, V87.0-V87.8, V88.0-V88.8, V89.0 et V89.2.

3. La COVID-19 est incluse dans un chapitre spécial intitulé « Codes d'utilisation particulière ».

Note : [Un tableau plus détaillé des causes de décès](#) est disponible pour chaque année depuis 2000 sur le site Web de l'ISQ.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3.5.2

Décès et taux de mortalité standardisé selon les principaux groupes de causes, sexe masculin, Québec, 2019-2022

Groupes de causes	Code CIM-10	2019	2020	2021 ^P	2022 ^P	2019	2020	2021 ^P	2022 ^P
		n				taux (décès pour 100 000 personnes) ¹			
Total		33 683	37 152	35 378	39 472	694,2	742,3	679,9	734,0
Maladies infectieuses et parasitaires	A00-B99	493	500	469	536	10,3	10,1	9,0	10,0
Tumeurs	C00-D48	11 481	11 347	11 540	11 506	230,3	220,4	215,6	208,6
Côlon, rectum et anus	C18-C21	1 286	1 312	1 233	1 159	26,1	26,1	23,3	21,4
Pancréas	C25	677	699	730	758	13,4	13,5	13,5	13,8
Trachée, bronches et poumon	C33-C34	3 378	3 160	3 191	3 125	66,1	59,8	58,4	55,4
Sein	C50	10	18	17	20	0,2	0,3	0,3	0,4
Prostate	C61	1 019	997	1 062	1 067	20,9	19,7	19,9	19,2
Maladies endocriniennes, nutritionnelles et métaboliques	E00-E90	948	1 095	1 043	1 194	19,7	22,0	19,9	22,1
Diabète sucré	E10-E14	590	687	616	685	12,2	13,7	11,6	12,6
Troubles mentaux et du comportement	F00-F99	1 844	1 676	1 729	2 049	39,0	33,9	33,3	37,6
Démences organiques	F01, F03	1 643	1 458	1 503	1 824	34,8	29,5	29,0	33,5
Système nerveux	G00-G99	1 886	1 761	1 663	1 781	39,2	35,4	31,9	33,1
Maladie d'Alzheimer	G30	656	560	466	454	13,8	11,4	9,0	8,4
Appareil circulatoire	I00-I99	8 023	8 033	7 905	8 730	164,9	159,8	150,3	160,5
Maladies du cœur	I00-I09, I11, I13, I20-I51	6 290	6 405	6 252	6 981	129,1	127,3	118,7	128,0
Maladies cérébrovasculaires	I60-I69	1 259	1 183	1 199	1 292	26,1	23,6	22,9	24,0
Appareil respiratoire	J00-J99	3 297	3 062	2 848	3 261	67,1	60,2	53,7	59,0
Grippe	J09-J11	163	132	3	158	3,4	2,7	0,1	2,9
Pneumopathie	J12-J18	731	703	558	662	15,2	14,0	10,7	12,1
Voies respiratoires inférieures	J40-J47	1 530	1 373	1 342	1 467	30,7	26,7	25,1	26,3
Appareil digestif	K00-K93	1 383	1 383	1 447	1 660	28,1	27,3	27,8	30,6
Appareil génito-urinaire	N00-N99	781	883	848	941	16,2	17,8	16,2	17,3
Affections périnatales	P00-P96	134	120	..	..	3,3	3,1	..	..
Malformations congénitales et anomalies chromosomiques	Q00-Q99	129	90	..	..	3,0	2,1	..	..
Symptômes, signes et résultats anormaux d'examen cliniques et de laboratoire, non classés ailleurs	R00-R99, U99.8	210	199	..	..	4,5	4,1	..	..
Causes externes	V01-Y89	2 735	2 953	..	..	61,6	64,9	..	..
Accidents de véhicule à moteur	V02-V04, (...)²	272	286	..	..	6,3	6,5	..	..
Chutes et exposition à des facteurs non précisés responsables de fractures ou de lésions	W00-W19, X59	949	974	..	..	20,0	19,6	..	..
Lésions auto-infligées (suicides)	X60-X84, Y87.0	876	797	..	..	20,6	18,3	..	..
Agressions (homicides)	X85-Y09, Y87.1	36	54	..	..	0,9	1,3	..	..
COVID-19 ³	U07.1, U07.2	...	3 680	1 612	3 130	...	73,8	30,8	57,5
Toutes autres causes (chapitres III, VII, VIII, XII, XIII et XV)	D50-D89, H00-H95, M00-M99, L00-L99, O00-O99	339	370	377	436	7,0	7,4	7,3	8,0

1. Taux standardisé selon la structure par âge, sexes réunis, de la population du Québec au 1^{er} juillet 2006.

2. V02-V04, V09.0, V09.2, V12-V14, V19.0-V19.2, V19.4-V19.6, V20-V79, V80.3-V80.5, V81.0-V81.1, V82.0-V82.1, V83-V86, V87.0-V87.8, V88.0-V88.8, V89.0 et V89.2.

3. La COVID-19 est incluse dans un chapitre spécial intitulé « Codes d'utilisation particulière ».

Note : [Un tableau plus détaillé des causes de décès](#) est disponible pour chaque année depuis 2000 sur le site Web de l'ISQ.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 3.5.3

Décès et taux de mortalité standardisé selon les principaux groupes de causes, sexe féminin, Québec, 2019-2022

Groupes de causes	Code CIM-10	2019	2020	2021 ^P	2022 ^P	2019	2020	2021 ^P	2022 ^P
		n				taux (décès pour 100 000 personnes) ¹			
Total		33 934	37 697	34 522	38 928	498,3	538,4	485,1	530,4
Maladies infectieuses et parasitaires	A00-B99	601	632	549	637	8,4	8,8	7,1	8,5
Tumeurs	C00-D48	10 229	10 344	10 363	10 593	169,7	167,8	163,4	162,6
Côlon, rectum et anus	C18-C21	1 148	1 168	1 090	1 104	18,1	17,8	16,3	16,1
Pancréas	C25	646	689	654	706	10,7	11,1	10,5	10,7
Trachée, bronches et poumon	C33-C34	2 803	2 733	2 813	2 932	47,2	44,9	44,9	45,5
Sein	C50	1 389	1 362	1 378	1 374	24,0	23,6	22,6	22,1
Prostate	C61	...	...	...	...	...	...	...	...
Maladies endocriniennes, nutritionnelles et métaboliques	E00-E90	883	1 063	1 020	1 134	12,8	15,3	13,9	15,4
Diabète sucré	E10-E14	493	574	568	593	7,2	8,2	7,7	8,1
Troubles mentaux et du comportement	F00-F99	3 057	2 924	2 905	3 460	36,5	34,4	33,0	38,0
Démences organiques	F01, F03	2 920	2 783	2 773	3 333	34,4	32,3	31,1	36,1
Système nerveux	G00-G99	2 522	2 266	2 147	2 250	35,0	31,2	29,1	30,0
Maladie d'Alzheimer	G30	1 543	1 300	1 128	1 105	19,1	15,6	13,3	12,6
Appareil circulatoire	I00-I99	8 077	7 874	7 584	8 361	109,2	104,9	97,2	105,0
Maladies du cœur	I00-I09, I11, I13, I20-I51	5 914	5 721	5 555	6 074	79,7	76,0	70,9	76,0
Maladies cérébrovasculaires	I60-I69	1 722	1 651	1 597	1 783	23,3	22,1	20,7	22,5
Appareil respiratoire	J00-J99	3 478	3 010	2 550	3 250	49,3	41,7	34,7	43,6
Grippe	J09-J11	227	212	10	193	3,2	2,7	0,1	2,4
Pneumopathie	J12-J18	874	738	526	668	10,9	9,3	6,3	8,0
Voies respiratoires inférieures	J40-J47	1 642	1 403	1 349	1 647	24,9	20,7	19,4	23,3
Appareil digestif	K00-K93	1 382	1 419	1 484	1 679	20,0	20,8	21,3	23,2
Appareil génito-urinaire	N00-N99	773	886	852	879	10,4	11,8	10,9	10,8
Affections périnatales	P00-P96	82	108	..	..	2,2	2,9	..	..
Malformations congénitales et anomalies chromosomiques	Q00-Q99	84	106	..	..	2,0	2,4	..	..
Symptômes, signes et résultats anormaux d'examen cliniques et de laboratoire, non classés ailleurs	R00-R99, U99.8	187	151	..	..	3,0	2,5	..	..
Causes externes	V01-Y89	2 021	2 166	..	..	31,9	33,0	..	..
Accidents de véhicule à moteur	V02-V04, (...)²	122	103	..	..	2,8	2,3	..	..
Chutes et exposition à des facteurs non précisés responsables de fractures ou de lésions	W00-W19, X59	1 322	1 434	..	..	16,3	17,2	..	..
Lésions auto-infligées (suicides)	X60-X84, Y87.0	257	254	..	..	6,3	5,8	..	..
Agressions (homicides)	X85-Y09, Y87.1	16	23	..	..	0,4	0,5	..	..
COVID-19 ³	U07.1, U07.2	...	4 209	1 528	2 773	...	53,4	19,9	34,6
Toutes autres causes (chapitres III, VII, VIII, XII, XIII et XV)	D50-D89, H00-H95, M00-M99, L00-L99, O00-O99	558	539	595	694	7,9	7,4	7,8	8,9

1. Taux standardisé selon la structure par âge, sexes réunis, de la population du Québec au 1^{er} juillet 2006.

2. V02-V04, V09.0, V09.2, V12-V14, V19.0-V19.2, V19.4-V19.6, V20-V79, V80.3-V80.5, V81.0-V81.1, V82.0-V82.1, V83-V86, V87.0-V87.8, V88.0-V88.8, V89.0 et V89.2.

3. La COVID-19 est incluse dans un chapitre spécial intitulé « Codes d'utilisation particulière ».

Note : [Un tableau plus détaillé des causes de décès](#) est disponible pour chaque année depuis 2000 sur le site Web de l'ISQ.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Migrations internationales et interprovinciales

De forts gains migratoires internationaux au Québec en 2022

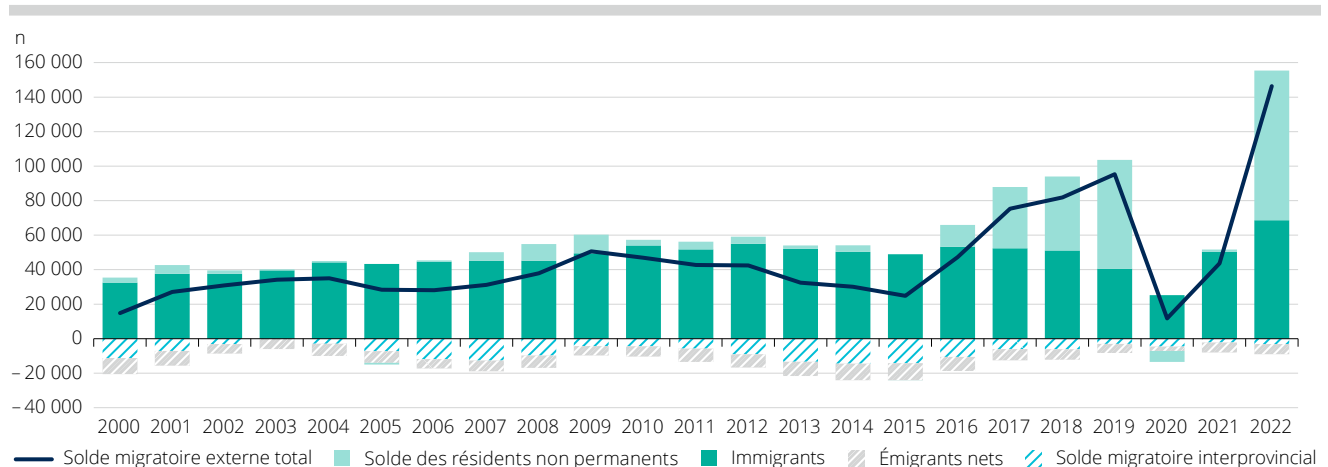
Le solde migratoire externe total du Québec, qui tient compte des soldes international et interprovincial, s'établit à 146 400 personnes en 2022, alors qu'il était de 43 600 personnes en 2021 (figure 4.1 et tableau 4.1). Le Québec n'avait jamais connu un solde aussi élevé depuis que des données comparables sont disponibles (1972). Après avoir atteint un record de 95 300 personnes en 2019, il a chuté abruptement à 11 700 personnes en 2020, en raison des conséquences de la pandémie de COVID-19 sur les déplacements internationaux. La hausse notable du solde migratoire externe total en 2022 s'explique par une forte augmentation au chapitre des migrations internationales.

Le solde migratoire international est un indicateur qui cumule le nombre d'immigrants nouvellement admis et le solde (variation nette) des résidents non permanents (RNP), moins les émigrants nets. Ce solde migratoire international a atteint 149 500 personnes en 2022, alors qu'il était de 45 800 en 2021. Les gains attribuables aux immigrants admis et aux RNP enregistrent tous deux des niveaux records. Le nombre d'immigrants s'établit à 68 700 personnes (contre 50 300 en 2021), alors que le solde des RNP s'élève à 86 700 personnes (contre 1 350 en 2021). L'émigration continue d'avoir un effet limité sur le bilan migratoire du Québec, avec des pertes nettes de -5 900 personnes, niveau semblable à celui de l'année précédente.

Les échanges migratoires avec les autres provinces canadiennes demeurent une source de pertes pour le Québec, mais le solde migratoire interprovincial de 2022 serait parmi les plus faibles des dernières années (-3 100 contre -2 200 personnes en 2021).

Figure 4.1

Migrations internationales et interprovinciales, Québec, 2000-2022



Note : Le solde des résidents non permanents est fréquemment appelé « immigration temporaire ».

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (mars 2023). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Jusqu'à récemment, le solde des RNP contribuait faiblement au solde migratoire externe total du Québec. Comme l'illustre la **figure 4.1**, ce n'est qu'à partir de l'année 2016 que cette composante commence à augmenter de manière notable, au point de surpasser les gains attribuables à l'immigration (résidence permanente) pour la première fois en 2019. Après les creux observés en 2020 et 2021 en raison de la pandémie de COVID-19,

son évolution semble reprendre la tendance des dernières années. De leur côté, les 68 700 immigrants admis correspondent à la cible de 49 500 à 52 500 admissions prévue dans le Plan d'immigration du Québec pour l'année 2022 (MIFI, 2021), auxquelles s'ajoute un rattrapage de 18 000 personnes pour compenser le déficit d'admissions lié à la pandémie.

Principales composantes de la migration internationale et interprovinciale

L'**immigration** correspond au nombre de nouvelles admissions au statut de résident permanent du Canada. Une personne peut être acceptée comme immigrante à partir de l'étranger, mais elle sera comptée comme immigrante uniquement lors de son arrivée au pays. Certaines personnes déjà présentes en sol canadien de manière temporaire (les résidents non permanents) peuvent également être admises sous le statut d'immigrant permanent.

L'**émigration nette**, qui est le phénomène démographique le plus difficile à mesurer, s'obtient à partir d'estimations établies par Statistique Canada d'après diverses sources. L'émigration nette correspond à la somme des émigrants (migrants vers l'étranger) et du solde des personnes temporairement à l'étranger, moins les émigrants de retour (ex. : citoyens canadiens de retour après avoir résidé dans un autre pays).

Le **solde des résidents non permanents (RNP)** rend compte de l'évolution du nombre de personnes admises de façon temporaire au Canada, principalement des travailleurs temporaires, des étudiants étrangers ou des demandeurs d'asile. Ils sont fréquemment qualifiés « d'immigrants temporaires ».

Le **solde migratoire international** correspond à la somme du nombre d'immigrants admis et du solde des RNP, moins le nombre d'émigrants nets. Au Québec, depuis que les données sont disponibles (1971), ce solde est positif, c'est-à-dire source de gains de population.

Le **solde migratoire interprovincial** s'obtient en soustrayant le nombre de sortants interprovinciaux du nombre d'entrants. Les sorties du Québec vers d'autres provinces sont généralement plus nombreuses que les entrées. Le solde migratoire interprovincial du Québec est donc habituellement négatif, c'est-à-dire qu'il occasionne des pertes de population.

Le **solde migratoire externe total** s'obtient en additionnant le solde migratoire international et le solde migratoire interprovincial. Ce solde est le résultat de l'ensemble des échanges migratoires avec l'extérieur du Québec.

Source des données sur les migrations

Les données sur les mouvements migratoires sont principalement tirées de la série de mars 2023 des estimations démographiques de Statistique Canada. Certaines données proviennent du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI), par exemple celles sur les pays d'origine et les catégories d'immigrants. Des données de recensement sont aussi exploitées.

Tableau 4.1

Migrations internationales et interprovinciales, Québec, 1996-2022 et semestres de 2019 à 2022

Année	Migrations internationales				Migrations interprovinciales			Solde migratoire externe total (D)+(G)
	Immigrants (A)	Émigrants nets (B)	Solde des résidents non permanents ¹ (C)	Solde migratoire international (D) = (A)-(B)+(C)	Entrants (E)	Sortants (F)	Solde migratoire interprovincial (G) = (E)-(F)	
n								
1996	29 806	8 871	- 1 142	19 793	20 848	36 206	- 15 358	4 435
1997	27 934	11 166	- 1 566	15 202	20 354	37 913	- 17 559	- 2 357
1998	26 626	10 299	694	17 021	20 156	34 668	- 14 512	2 509
1999	29 179	9 176	2 692	22 695	19 977	31 689	- 11 712	10 983
2000	32 502	9 306	2 885	26 081	22 051	33 284	- 11 233	14 848
2001	37 604	8 525	5 096	34 175	21 720	28 809	- 7 089	27 086
2002	37 581	5 512	1 957	34 026	24 529	27 624	- 3 095	30 931
2003	39 560	5 810	624	34 374	23 659	23 880	- 221	34 153
2004	44 245	7 059	809	37 995	23 352	26 324	- 2 972	35 023
2005	43 315	6 892	- 938	35 485	21 853	29 009	- 7 156	28 329
2006	44 689	5 443	685	39 931	20 549	32 377	- 11 828	28 103
2007	45 213	6 276	4 896	43 833	18 786	31 461	- 12 675	31 158
2008	45 209	7 226	9 646	47 629	20 601	30 308	- 9 707	37 922
2009	49 489	5 492	10 848	54 845	20 239	24 486	- 4 247	50 598
2010	53 981	6 021	3 303	51 263	20 609	24 957	- 4 348	46 915
2011	51 721	7 756	4 452	48 417	21 317	27 057	- 5 740	42 677
2012	55 029	7 723	4 068	51 374	16 936	25 911	- 8 975	42 399
2013	52 044	8 266	1 978	45 756	16 066	29 412	- 13 346	32 410
2014	50 283	9 566	3 833	44 550	15 651	30 154	- 14 503	30 047
2015	48 981	9 866	- 80	39 035	17 567	31 767	- 14 200	24 835
2016	53 257	8 120	12 671	57 808	18 402	28 992	- 10 590	47 218
2017	52 407	6 542	35 494	81 359	19 727	25 719	- 5 992	75 367
2018	51 125	6 046	42 905	87 984	19 910	26 026	- 6 116	81 868
2019	40 567	5 273	63 076	98 370	24 066	27 119	- 3 053	95 317
2020	25 227	2 494	- 6 410	16 323	21 233	25 833	- 4 600	11 723
2021	50 279	5 791	1 350	45 838	27 479	29 677	- 2 198	43 640
2022 ^p	68 687	5 900	86 735	149 522	27 003	30 121	- 3 118	146 404
Semestre²								
2019-S1	18 223	2 751	34 834	50 306	..	..	- 717	49 589
2019-S2	22 344	2 522	28 242	48 064	..	..	- 2 336	45 728
2020-S1	10 951	1 703	8 400	17 648	..	..	- 2 100	15 548
2020-S2	14 276	791	- 14 810	- 1 325	..	..	- 2 500	- 3 825
2021-S1	19 397	2 267	689	17 819	..	..	- 444	17 375
2021-S2	30 882	3 524	661	28 019	..	..	- 1 754	26 265
2022-S1 ^p	31 916	2 839	27 577	56 654	..	..	5	56 659
2022-S2 ^p	36 771	3 061	59 158	92 868	..	..	- 3 123	89 745

1. Variation du nombre de résidents non permanents.

2. S1 correspond au premier semestre (janvier à juin); S2 correspond au deuxième semestre (juillet à décembre).

Note: Les données annuelles depuis 1961 sont disponibles dans un tableau sur le [site Web](#) de l'ISQ.

Source: Statistique Canada, Estimations démographiques (mars 2023). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

La tendance à la régionalisation de la migration internationale s'accroît

Lorsqu'il est question d'immigration, la dimension régionale du phénomène revêt un intérêt particulier en raison des [objectifs de régionalisation](#) visés par les politiques d'immigration depuis plusieurs décennies (MIFI 2023). Bien que les nouveaux arrivants se concentrent encore majoritairement dans la région de Montréal, une tendance à la régionalisation se dessine peu à peu.

La migration internationale contribue de plus en plus à l'accroissement démographique hors de Montréal

Une façon d'examiner l'immigration à l'échelle régionale est de le faire sous l'angle des taux d'accroissement migratoire, limités ici à leur portion internationale (ce qui exclut donc la migration interprovinciale et interrégionale). La **figure 4.2** illustre les taux nets de migration internationale de chacune des 17 régions administratives (RA) depuis 2011-2012. Cet indicateur mesure comment le solde migratoire international contribue à l'accroissement démographique des régions par tranche de 1 000 habitants afin de permettre les comparaisons. Soulignons que les données régionales sont disponibles du 1^{er} juillet d'une année donnée au 1^{er} juillet de l'année suivante, et ce, jusqu'au 1^{er} juillet 2022. Le très fort accroissement migratoire international du deuxième semestre de 2022 n'est donc pas couvert par ces données. Il n'en demeure pas moins que la dernière année écoulée (2021-2022) figure parmi les années ayant enregistré le plus fort taux d'accroissement migratoire international de la dernière décennie à l'échelle du Québec, et la majorité des régions ont atteint leur sommet historique.

En effet, 13 des 17 régions administratives ont atteint en 2021-2022 leur taux le plus élevé depuis au moins 2001. Montréal et Laval n'en font pas partie, elles qui affichent généralement les plus forts taux. Avec un taux de 24,3 pour mille, Montréal reste néanmoins celle avec le taux le plus élevé, mais celui-ci est inférieur aux sommets atteints juste avant la pandémie. La Capitale-Nationale se distingue particulièrement en 2021-2022, avec un taux de 9,8 pour mille qui est près de deux fois plus fort que ceux atteints avant la pandémie, et qui dépasse pour une rare fois celui de Laval.

Comme les niveaux de 2021-2022 sont influencés par un effet de rattrapage hérité des deux années de mesures sanitaires, il peut être pertinent de comparer la moyenne des trois dernières années (2019-2020 à 2021-2022) avec celles des trois années pré-pandémiques (2016-2017 à 2018-2019). Selon cette approche, le taux moyen des trois dernières années de l'ensemble du Québec (6,5 pour mille) n'a pas rattrapé son niveau pré-pandémique (9,7 pour mille), mais il en va autrement dans certaines régions, comme en Chaudière-Appalaches, où il a plus que doublé par rapport aux trois années pré-pandémiques (passant de 1,8 à 3,7 pour mille). Si l'on compare à des années plus anciennes, l'augmentation relative de l'accroissement migratoire international est encore plus forte dans certaines régions, en raison des niveaux très bas du début des années 2010.

Une part accrue d'immigrants réside en dehors de la région de Montréal

Une autre façon d'aborder la question de la régionalisation de l'immigration consiste à examiner la répartition régionale de la population immigrante, telle que mesurée par le Recensement. À ce titre, le **tableau 4.2** montre l'évolution depuis 2001 de la population immigrante recensée hors de l'île (RA) de Montréal, et hors de sa région métropolitaine de recensement (RMR).

Tableau 4.2
Évolution de la répartition de la population immigrante hors de Montréal

	Proportion de la population immigrante du Québec recensée (%)	
	hors de l'île (RA)	hors de la RMR ¹
2001	29,9	11,7
2006	33,6	12,8
2011	36,1	12,8
2016	39,9	14,5
2021	44,2	16,4

1. RMR de Montréal selon la géographie de 2016.

Note : Les résidents non permanents sont inclus ici dans la population immigrante recensée.

Sources : Statistique Canada, Recensements de 2001 à 2021.
Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Suite à la page 73

Mentionnons que la population immigrante recensée comprend des personnes qui ont été admises au Québec il y a plusieurs décennies, et que leur répartition régionale est influencée par les mouvements migratoires (internes et externes) qu'elles ont effectués à la suite de leur arrivée en sol québécois.

Alors que la part des immigrants recensée hors de l'île (RA) de Montréal était de 29,9 % en 2001, elle atteint 44,2 % vingt ans plus tard. La part recensée hors de la RMR de Montréal a quant à elle été plutôt stable de 2001 à 2011, autour de 12 % et 13 %, mais elle atteint 16,4 % en 2021. Soulignons que parmi les migrants internationaux les plus récents (ceux admis de 2016 à 2021 ainsi que les résidents non permanents), la

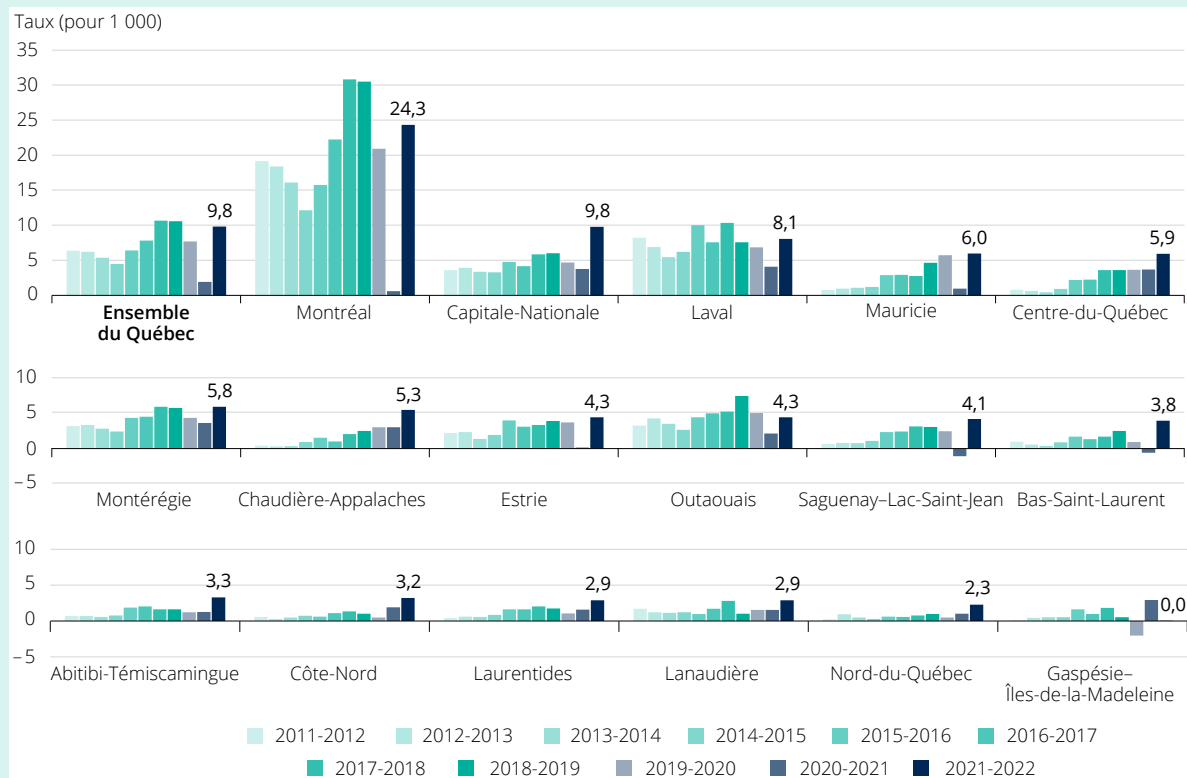
part hors de la RMR atteint 20,7 % en 2021, dont 7,3 % dans la RMR de Québec, qui constitue le principal pôle d'attraction hors de Montréal (données non illustrées).

Notons également que l'écart notable entre la part hors de l'île (RA) de Montréal et hors de sa RMR représente la part recensée dans la couronne (banlieue) de la RMR, où les immigrants se sont déployés plus tôt que dans le reste du Québec, certains après une installation initiale sur l'île de Montréal.

Malgré cette claire tendance à la hausse de la régionalisation, il importe de rappeler que le poids de l'immigration hors de Montréal reste inférieur au poids démographique des régions hors de la RA de Montréal (environ 75 % du Québec, ou de sa RMR (environ 50 %).

Figure 4.2

Taux net de migration internationale, ensemble du Québec et régions administratives, 2011-2022



1. Selon les nouvelles limites territoriales entrées en vigueur le 28 juillet 2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.

Note : Taux mesuré entre le 1^{er} juillet d'une année et celui de l'année suivante, en rapportant le solde migratoire international (incluant les RNP) à la population moyenne. Les régions sont classées selon le taux d'accroissement migratoire de la période 2021-2022, du plus élevé au plus faible. Les données détaillées depuis 2001 sont disponibles dans un [tableau sur le site Web](#) de l'ISQ.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, janvier 2023). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

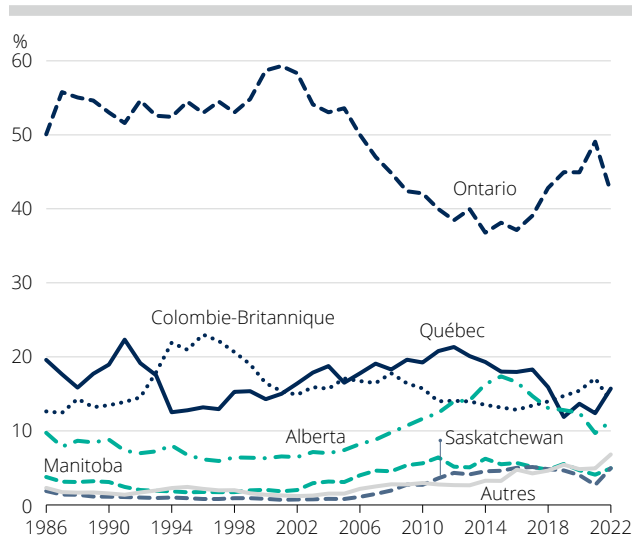
Le Québec a accueilli 16 % des immigrants admis au Canada en 2022

Dans l'ensemble du Canada, 437 200 immigrants (nouveaux résidents permanents) ont été admis en 2022, un niveau légèrement supérieur à la cible de 431 645 immigrants prévue dans le plan d'immigration 2022-2024 (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, 2022b). Le nouveau plan d'immigration déposé depuis par le gouvernement fédéral prévoit l'accueil de 465 000 en 2023, 485 000 en 2024 et 500 000 en 2025 (IRCC, 2022a).

La part des immigrants accueillis au Québec parmi l'ensemble des immigrants admis au Canada est de 15,7 % en 2022 (figure 4.3). Il s'agit d'une hausse par rapport aux trois années précédentes (12,6 % en moyenne) et d'un niveau comparable à celui de 2018 (15,9 %). Comme c'est généralement le cas, le Québec a donc accueilli en 2022 une part d'immigrants inférieure à son poids démographique à l'intérieur du Canada (22,2 %).

L'Ontario est de loin la province qui reçoit le plus grand nombre d'immigrants au Canada. En 2022, elle a accueilli 184 800 personnes, un nombre correspondant à 42,3 % des immigrants admis au pays. Il s'agit d'une baisse par rapport au niveau enregistré en 2021, soit 49,1 %. La part de l'Ontario dans les flux d'immigration au Canada a crû de 12 points de pourcentage entre 2016 et 2021, mais

Figure 4.3
Répartition de l'immigration par province, 1986-2022



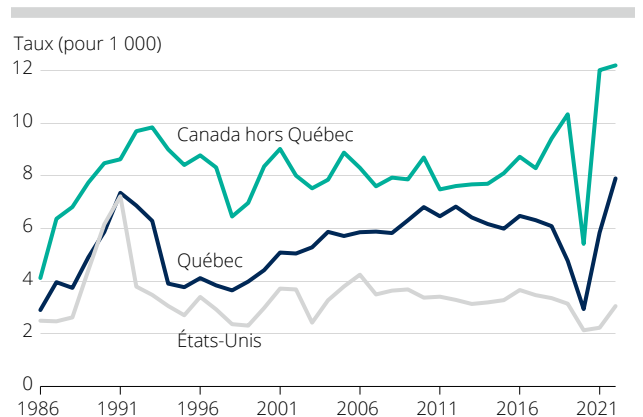
Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (mars 2023). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

demeure inférieure à celle de 2001, où elle avait presque atteint 60 %. Le Québec (15,7 %), la Colombie-Britannique (14,0 %) et l'Alberta (11,3 %) se situent respectivement au deuxième, au troisième et au quatrième rang. Viennent ensuite Saskatchewan et le Manitoba (environ 5,0 % chacune). La part totale des quatre provinces de l'Atlantique et des trois territoires se situe à 6,8 %.

Un taux d'immigration inférieur à celui du reste du Canada, mais supérieur à celui des États-Unis

Les taux d'immigration, que l'on calcule en rapportant les flux annuels d'immigrants à la population totale, permettent de comparer les niveaux d'immigration au Québec, dans le reste du Canada et aux États-Unis (figure 4.4). En 2022, ce taux est de 7,9 pour mille au Québec, de 12,2 pour mille dans le reste du Canada et de 3,1 pour mille aux États-Unis. Autrement dit, par rapport à la taille de sa population, le Québec a accueilli en 2022 près de trois fois plus d'immigrants que les États-Unis, mais presque deux fois moins que le reste du Canada. Tant le Québec que le reste du Canada enregistrent leur taux le plus élevé depuis que des données comparables sont disponibles (1972). Aux États-Unis, le taux demeure quant à lui relativement stable. Ces taux d'immigration sont obtenus à partir du nombre d'immigrants admis seulement. Ils ne tiennent pas compte de la rétention de ces immigrants ni des RNP.

Figure 4.4
Taux d'immigration, Québec, reste du Canada et États-Unis, 1986-2022



Note : Ces taux ne tiennent pas compte de la rétention des immigrants ni des résidents non permanents.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (mars 2023). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec. U.S. Department of Homeland Security.

Une immigration majoritairement composée de personnes de 20 à 44 ans

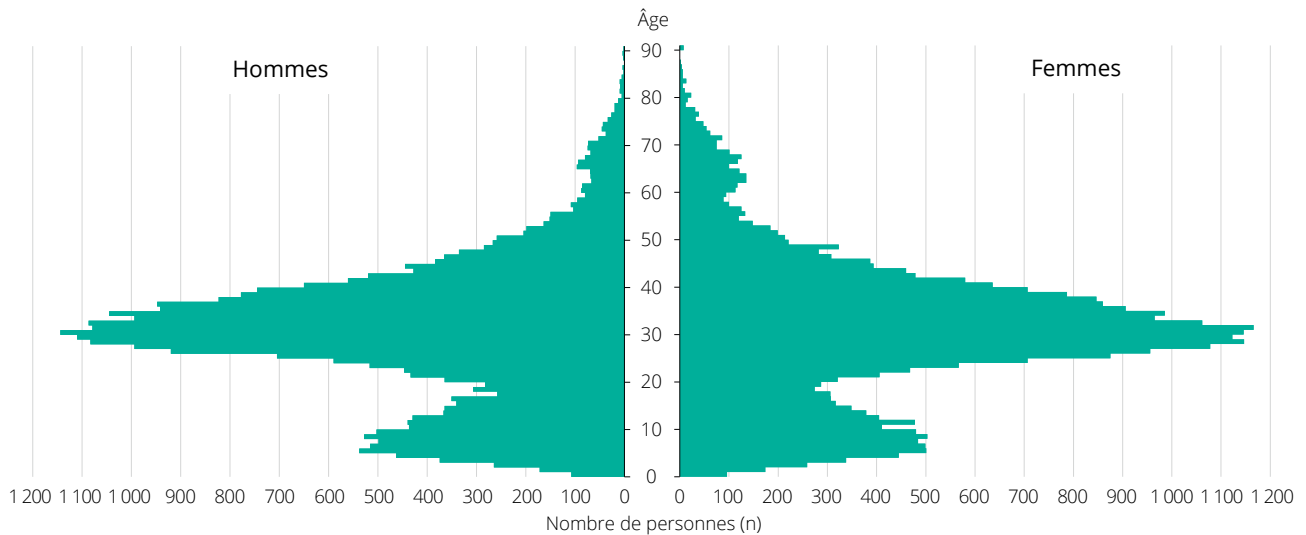
D'une année à l'autre, le Québec accueille généralement un nombre à peu près égal d'immigrants (nouveaux résidents permanents) de sexe masculin et de sexe féminin. En ce qui concerne leur répartition selon l'âge, ces immigrants sont principalement dans la vingtaine et dans la trentaine, comme l'illustre la **figure 4.5**. Parmi les immigrants admis entre le 1^{er} juillet 2021 et le 30 juin 2022, 62 % étaient âgés de 20 à 44 ans, 24 % avaient moins de 20 ans et 14 % avaient 45 ans et plus. L'âge moyen des immigrants de 2021-2022 était de 30,5 ans, soit un âge plus avancé que l'âge moyen de 26,3 ans observé en 1998-1999 (âge moyen le plus bas des 40 dernières années). À titre comparatif, l'âge moyen de la population du Québec en 2022 est de 43,0 ans.

Plus de 83 % des immigrants admis au Québec en 2021 étaient toujours présents en janvier 2023

Le taux de présence en janvier 2023 des immigrants admis au Québec sous le statut de résident permanent au cours l'année 2021 était de 83,3 % (MIFI, demande spéciale, données non illustrées). Le taux varie toutefois en fonction de la catégorie d'immigration. En effet, il était de 85,1 % chez les travailleurs qualifiés, de 29,8 % chez les gens d'affaires, de 86,0 % chez les personnes de la catégorie « regroupement familial » et de 85,1 % chez les réfugiés et les personnes en situation semblable.

Figure 4.5

Pyramide des âges des immigrants admis au Québec en 2021-2022^p



Note : Il s'agit de l'âge au début de la période. Les enfants nés et ayant immigré au cours de l'année ont été ajoutés à l'âge 0.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

L'immigration économique représente 66 % des admissions en 2022

D'un point de vue administratif, les immigrants (nouveaux résidents permanents) de l'année sont classés en trois grandes catégories d'admission, plus une catégorie résiduelle (**tableau 4.3**). Le dénombrement est basé sur l'appartenance à une catégorie d'immigrants qui comprend le requérant principal et, s'il y a lieu, son conjoint et les personnes à sa charge.

La catégorie « immigration économique » forme le groupe le plus important et comprend 66,3 % des immigrants de 2022, une proportion supérieure à celle de 2021 (53,4 %), mais inférieure à celles observées depuis le sommet atteint en 2012 (72,0 %). Il s'agit principalement de travailleurs qualifiés (58,3 %) et, dans une moindre mesure, de gens d'affaires (7,6 %) (MIFI, demande spéciale). La catégorie « regroupement familial » représente 18,8 % des immigrants en 2022, une part inférieure à celle de 2021 (27,6 %). Cette part est moins importante que la moyenne observée depuis le début des années 2000 (23 %). La catégorie « réfugiés et personnes en situation semblable » regroupe 11,4 % des immigrants, une part plus faible que celle de 2021 (14,5 %), mais un peu plus élevée que le creux avoisinant les 9 % de 2008 à 2014.

Tableau 4.3

Immigrants selon la catégorie d'admission, Québec, 2010-2022

Année	Immigration économique		Regroupement familial		Réfugiés ¹		Autres ²		Total
	n	%	n	%	n	%	n	%	n
2010	37 921	70,2	10 810	20,0	4 711	8,7	540	1,0	53 982
2011	36 102	69,8	10 045	19,4	5 020	9,7	571	1,1	51 738
2012	39 638	72,0	10 254	18,6	4 609	8,4	543	1,0	55 044
2013	34 847	67,0	12 408	23,9	4 204	8,1	517	1,0	51 976
2014	33 430	66,5	11 333	22,6	4 861	9,7	611	1,2	50 235
2015	29 903	61,1	10 491	21,4	7 605	15,5	967	2,0	48 966
2016	31 603	59,4	11 125	20,9	9 433	17,7	1 086	2,0	53 247
2017	30 265	57,8	12 135	23,2	9 154	17,5	846	1,6	52 400
2018	29 192	57,1	12 286	24,0	8 834	17,3	811	1,6	51 123
2019	23 129	57,0	9 686	23,9	7 248	17,9	502	1,2	40 565
2020	12 771	50,6	7 794	30,9	4 187	16,6	475	1,9	25 227
2021 ^r	26 854	53,4	13 896	27,6	7 284	14,5	2 241	4,5	50 275
2022 ^p	45 532	66,3	12 904	18,8	7 809	11,4	2 459	3,6	68 704

1. Réfugiés et personnes en situation semblable.

2. Demandeurs du statut de réfugié non reconnus et cas d'ordre humanitaire.

Note : Les données depuis 1980 sont disponibles dans un [tableau sur le site Web](#) de l'ISQ. Les totaux peuvent différer légèrement de ceux qui sont tirés des estimations de Statistique Canada.

Source : Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

La France et la Chine sont les principaux pays de naissance des immigrants admis en 2022

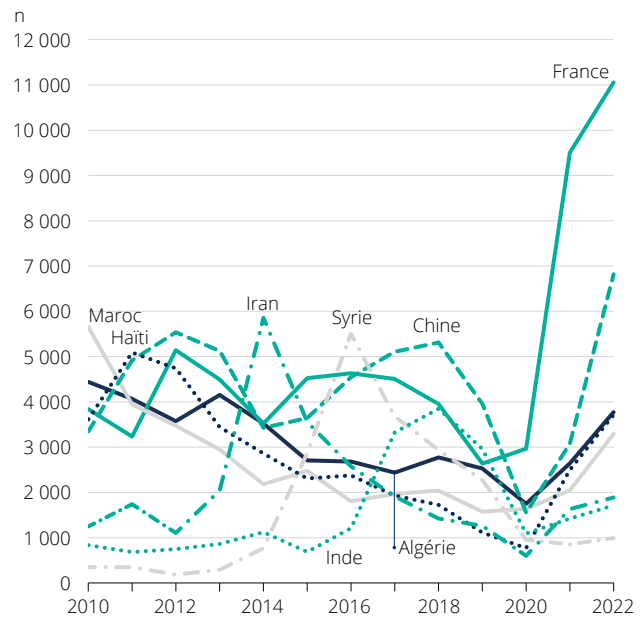
Des immigrants admis au Québec en 2022, 34,7 % sont nés en Afrique, 27,6 % en Asie, 19,6 % en Europe et 18,0 % en Amérique. La France (16,1 %) arrive en tête des pays d'origine, devant la Chine (9,9 %), l'Algérie (5,5 %), Haïti (5,4 %) et la Tunisie (5,0 %) (tableau 4.4).

Entre 2018 et 2022, la France devance aussi la Chine au premier rang, les parts respectives étant de 12,8 % et 8,8 %. L'Algérie se classe troisième (5,7 %), devant l'Inde (4,7 %) et le Maroc (4,5 %). Viennent ensuite Haïti, le Cameroun, la Tunisie et la Syrie. Au cours de cette période, deux tiers (66,3 %) des personnes immigrantes sont nées dans les 15 premiers pays du classement. Le tiers restant (33,7 %) provient de tous les autres pays du monde.

Depuis 2010, huit pays se sont retrouvés au moins deux fois parmi les cinq principaux pays de naissance des nouveaux arrivants au Québec (figure 4.6). Outre la France et la Chine, qui occupent fréquemment la première ou deuxième place, la Syrie, l'Iran, Haïti et le Maroc ont aussi occupé le haut du palmarès.

Figure 4.6

Nombre d'immigrants selon le pays de naissance pour les pays s'étant classés au moins deux fois parmi les cinq principaux, Québec, 2010-2022



Note : La Tunisie, qui se classe au 5^e rang en 2022 avec 3 459 immigrants, n'est pas illustrée, car elle s'est classée parmi les cinq premiers pays seulement une fois depuis 2010.

Source : Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

Tableau 4.4

Immigrants selon le pays de naissance, Québec, 2018-2022 et 2022

Rang	Pays de naissance	Immigrants		Pays de naissance	Immigrants	
		n	%		n	%
	2018-2022^p	235 894	100,0	2022^p	68 704	100,0
1	France	30 114	12,8	France	11 055	16,1
2	Chine	20 717	8,8	Chine	6 817	9,9
3	Algérie	13 475	5,7	Algérie	3 776	5,5
4	Inde	11 034	4,7	Haïti	3 715	5,4
5	Maroc	10 588	4,5	Tunisie	3 459	5,0
6	Haïti	9 827	4,2	Maroc	3 291	4,8
7	Cameroun	9 604	4,1	Cameroun	3 036	4,4
8	Tunisie	9 246	3,9	Brésil	2 115	3,1
9	Syrie	8 010	3,4	Iran	1 890	2,8
10	Côte d'Ivoire	6 974	3,0	Côte d'Ivoire	1 822	2,7
11	Iran	6 803	2,9	Inde	1 714	2,5
12	Philippines	6 164	2,6	Colombie	1 523	2,2
13	Brésil	4 991	2,1	États-Unis	1 297	1,9
14	États-Unis	4 566	1,9	Rép. dém. du Congo	1 114	1,6
15	Colombie	4 340	1,8	Liban	1 047	1,5
	Autres pays	79 441	33,7	Autres pays	21 033	30,6

Note : Les totaux peuvent différer légèrement de ceux qui sont tirés des estimations de Statistique Canada.

Source : Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.

En 2022, la part des nouveaux immigrants connaissant le français se maintient à plus des deux tiers, après le sommet atteint en 2021

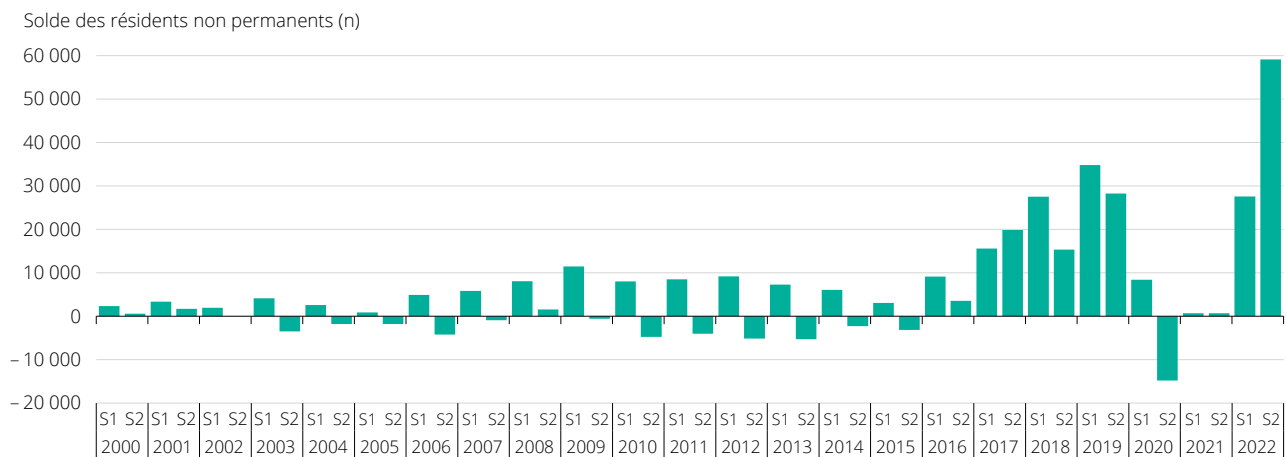
Selon des données du MIFI concernant la connaissance du français et de l'anglais des immigrants, 67,1 % de ceux arrivés en 2022 ont une connaissance du français, dont 31,6 % connaissent le français seulement et 35,5 % connaissent le français et l'anglais. En 2021, cette part cumulée avait atteint le plus haut niveau (68,5 %) depuis que des données comparables sont recueillies, après un creux à moins de 50 % de 2017 à 2019. Une évolution semblable s'observe pour la langue maternelle des immigrants, alors que la part du français atteint 26,6 % en 2022 après un sommet de 28,8 % en 2021. De 2012 à 2019, cette part a fluctué autour de 18 %, et elle était encore un peu plus basse auparavant. Ces résultats sont disponibles [sur le site Web](#) de l'ISQ.

Freinée en 2020 et 2021, la hausse du nombre de résidents non permanents s'est accélérée en 2022

Les immigrants temporaires, que la nomenclature statistique officielle désigne sous le terme de « résidents non permanents » (ci-après nommés RNP), représentent une part grandissante de l'accroissement démographique du Québec. Cette population est principalement constituée de travailleurs temporaires, d'étudiants étrangers et de demandeurs d'asile, dont certains obtiendront éventuellement le statut de résident permanent (ou immigrant admis). La **figure 4.7** présente l'évolution du solde semestriel des RNP au Québec depuis 2000, soit la variation de leur nombre d'un semestre à l'autre. Après avoir connu une période de croissance modérée de 2000 à 2015, le nombre de RNP s'est accru à un rythme de plus en plus rapide, jusqu'à devenir en 2019 la principale source d'accroissement migratoire. Cet élan a été freiné en 2020 et 2021 par la pandémie et la fermeture des frontières qu'elle a engendrée, au point où le deuxième semestre de 2020 a enregistré une baisse record du nombre de RNP (-14 800 personnes). La hausse des RNP a repris son rythme pré-pandémique au début de 2022 et l'a même surpassé par la suite, atteignant ainsi une croissance record de +59 150 personnes lors du deuxième semestre. Sur une base annuelle, cela représente un solde de +86 700 RNP (**tableau 4.1**), ce qui porterait leur effectif total à environ 346 000 personnes au 1^{er} janvier 2023 selon l'estimation provisoire de Statistique Canada (**figure 4.8**).

Figure 4.7

Solde des résidents non permanents par semestre, Québec, 2000-2022

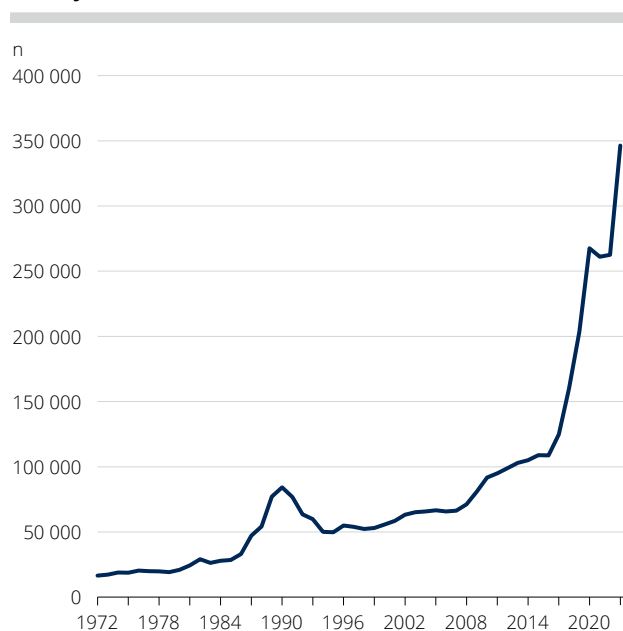


Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (mars 2023). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Le solde globalement négatif de 2020 (- 6 400) ou celui pratiquement nul de 2021 (+ 1 350) ne signifient pas que les entrées ont été complètement interrompues pendant ces deux années, mais plutôt que les sorties ont été supérieures aux entrées (en 2020) ou que les entrées et les sorties se sont équilibrées (en 2021). Comme le souligne l'**encadré ci-contre**, une part des flux sortants de RNP sont en fait des transitions vers le statut de résident permanent (immigrant admis). Ce cas de figure a été plus fréquent pendant la pandémie, alors que le contexte favorisait l'octroi de la résidence permanente à des RNP déjà sur place.

Figure 4.8

Effectifs estimés de résidents non permanents au 1^{er} janvier, Québec, 1972-2023



Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (mars 2023).
Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Les résidents non permanents

Les résidents non permanents (RNP) sont des étrangers admis de façon temporaire au Canada, par exemple les travailleurs temporaires, les étudiants étrangers ou encore les demandeurs d'asile. Ils sont fréquemment qualifiés « d'immigrants temporaires ». Le nombre de RNP augmente lorsqu'une personne arrive de l'étranger sous ce statut, et il diminue lorsqu'un RNP quitte le territoire ou est admis comme immigrant permanent. On l'exprime donc fréquemment en termes de solde, soit la différence entre les effectifs au début et à la fin d'une période, qui est utilisé comme composante de la variation de la population.

Les effectifs de RNP sont estimés par Statistique Canada sur la base des permis de séjour valides et des demandes d'asile en traitement à la date de référence, à partir des données d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada. Comme certains RNP peuvent détenir plus d'un type de permis à la fois et que leurs déplacements interprovinciaux et internationaux sont difficiles à mesurer précisément compte tenu des sources de données disponibles (Statistique Canada 2019), les statistiques concernant les RNP renferment une plus forte part d'incertitude et doivent être interprétées avec prudence.

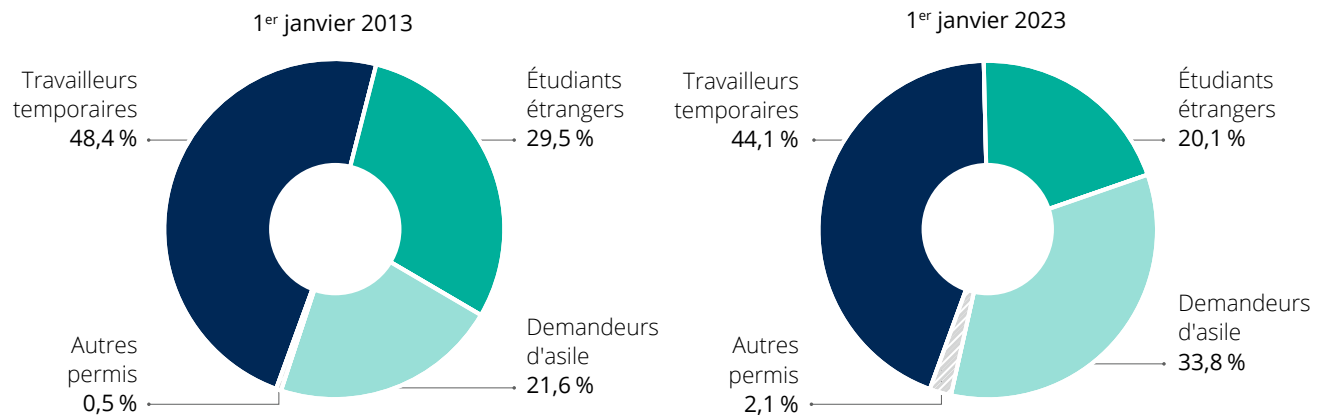
Une révision de la méthodologie de calcul des effectifs de RNP est en cours à Statistique Canada, et cette méthodologie sera utilisée lors de la mise à jour des estimations de septembre 2023. Des données plus détaillées sur cette population devraient accompagner cette diffusion.

D'après les estimations de Statistique Canada, les travailleurs temporaires représentent 44 % des effectifs de RNP du Québec au 1^{er} janvier 2023, tandis que la part des demandeurs d'asile est de 34 % et celle des étudiants étrangers, de 20 %¹ (figure 4.9). Il y a 10 ans, au 1^{er} janvier 2013, les travailleurs temporaires formaient déjà le groupe le plus nombreux parmi les RNP : ils représentaient 48 % des effectifs estimés, tandis que les étudiants étrangers comptaient pour 29 % et les demandeurs d'asile, pour 22 %. La hausse du nombre de demandeurs d'asile au cours des années qui ont suivi fait que ces derniers sont 5,3 fois plus nombreux qu'il y a 10 ans ; les travailleurs temporaires et les étudiants étrangers sont respectivement 3,1 et 2,3 fois plus nombreux. Bien qu'ils aient connu une augmentation moins forte que les demandeurs d'asile en termes relatifs, les travailleurs temporaires représentent, en nombres absolus, la plus grande part de la hausse du nombre de RNP depuis 2013.

À l'échelle du Canada, le nombre estimé de RNP s'est accru de 607 800 personnes en 2022, ce qui porterait leur effectif total à environ 1,86 M de personnes au 1^{er} janvier 2023 selon l'estimation provisoire de Statistique Canada. Comme au Québec, le deuxième semestre de 2022 enregistre un solde record (+ 421 500). Au 1^{er} janvier 2023, la répartition des RNP du Canada était la suivante : 47 % en Ontario, 19 % au Québec, 18 % en Colombie-Britannique et 7 % en Alberta. Les autres provinces et territoires se partagent les 9 % restants. Globalement, la part du Québec en ce qui concerne l'ensemble des RNP est donc légèrement inférieure à son poids démographique (22,2 %), mais ce n'est pas le cas pour la catégorie des demandeurs d'asile. Selon l'estimation au 1^{er} janvier 2023, le Québec compterait en effet 57 % des demandeurs d'asile présents au Canada, 16 % des travailleurs temporaires et 12 % des étudiants étrangers.

Figure 4.9

Répartition des résidents non permanents selon la catégorie, Québec, 1^{er} janvier 2013 et 2023



Source : Statistique Canada, demande spéciale.

1. Une dernière catégorie, soit celle des détenteurs de permis autres (les permis auparavant appelés permis ministériels et les permis de séjour temporaire), représente 2,1% des RNP au 1^{er} janvier 2023. Ceux-ci sont en forte hausse en 2022, en raison des personnes affectées par l'invasion russe de l'Ukraine qui ont été nombreuses à obtenir ce type de permis.

Population et immigration : que nous apprend le Recensement de 2021 ?

À la suite de la diffusion des résultats du Recensement de la population canadienne de 2021, il est possible de dresser un portrait des plus actuels de la population québécoise selon diverses caractéristiques, notamment celles se rapportant à l'immigration.

Si les données présentées dans ce chapitre concernent principalement les flux annuels de migration, les données de recensement nous renseignent sur le résultat de ces flux, du point de vue de la population immigrante présente au Québec au moment du recensement. La composition de la population actuelle selon le statut d'immigrant ou le lieu de naissance est donc influencée par les tendances des flux migratoires sur plusieurs années.

La **figure 4.10** présente l'évolution de 1911 à 2021 de la part des immigrants au sein de la population, au Québec et dans le reste du Canada. Cette part

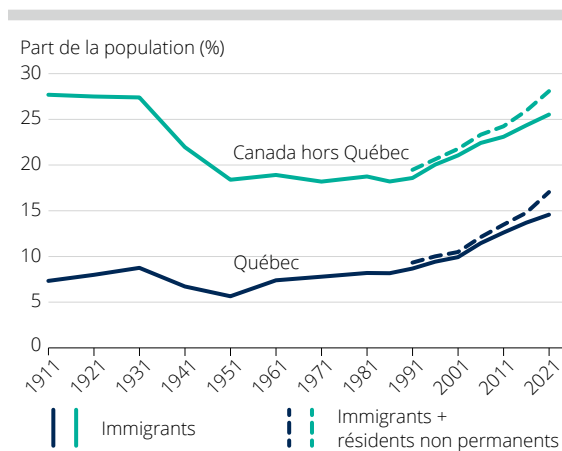
oscillait entre 6 % et 8 % de 1911 à 1986, et on observe depuis une augmentation régulière. La part des immigrants atteint 14,6 % en 2021, ou 17,0 % si l'on inclut les résidents non permanents. Dans le reste du Canada, ces parts atteignent respectivement 25,5 % et 28,1 % en 2021.

En nombre absolu, la population québécoise comptait 1,42 million d'immigrants et de résidents permanents au moment du Recensement 2021. Comme illustré dans la **figure 4.11**, la France est le pays d'où provient le plus grand nombre d'entre eux, soit plus de 135 000 personnes. Vient ensuite Haïti avec près de 96 000 personnes, suivi par l'Algérie, le Maroc, la Chine et l'Inde. Notons qu'il y a une part assez forte de résidents non permanents parmi les personnes dont le lieu de naissance est l'Inde et la France, soit 47 % et 31 % respectivement. À titre comparatif, parmi les personnes nées ailleurs qu'en France et en Inde, cette part est de 11 %. Cela s'explique en grande partie par le fort contingent de Français, et plus récemment d'Indiens, parmi les étudiants étrangers.

Suite à la page 82

Figure 4.10

Part d'immigrants dans la population totale, Québec et reste du Canada, 1911-2021

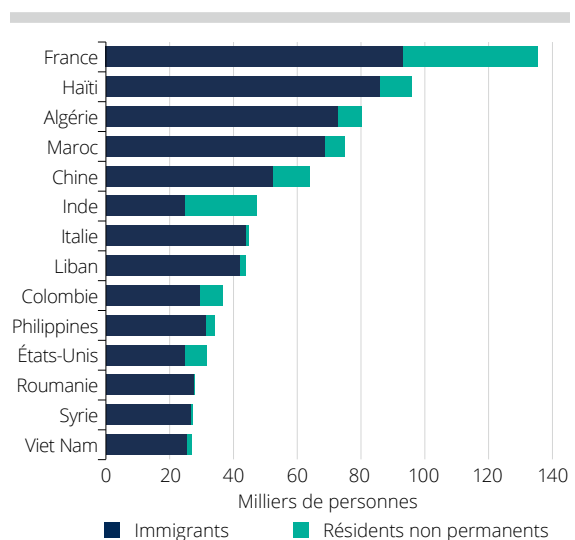


Note : Pour les recensements les plus récents, le statut d'immigration est disponible seulement pour la population des ménages privés (ce qui exclut celle en logement collectif). Avant le Recensement de 1991, on ne recueillait pas de données sur les résidents non permanents (RNP) parce qu'ils étaient considérés comme des résidents étrangers.

Source : Statistique Canada, Tableaux tirés des Recensements de 2001 à 2021.

Figure 4.11

Principaux pays de naissance de la population immigrante et des résidents non permanents, Québec, 2021



Source : Statistique Canada, Recensement de 2021, Tableau 98-10-0302-01.

La part des immigrants et des résidents non permanents correspond, à quelques dixièmes de point près, à celle des personnes nées à l'extérieur du Canada, que l'on appelle aussi personnes de première génération dans la terminologie du recensement¹. Dans la première bande à gauche de la **figure 4.12**, on retrouve la part de 18 % que représente cette catégorie, dont les effectifs s'élèvent à 1,47 million de personnes en 2021.

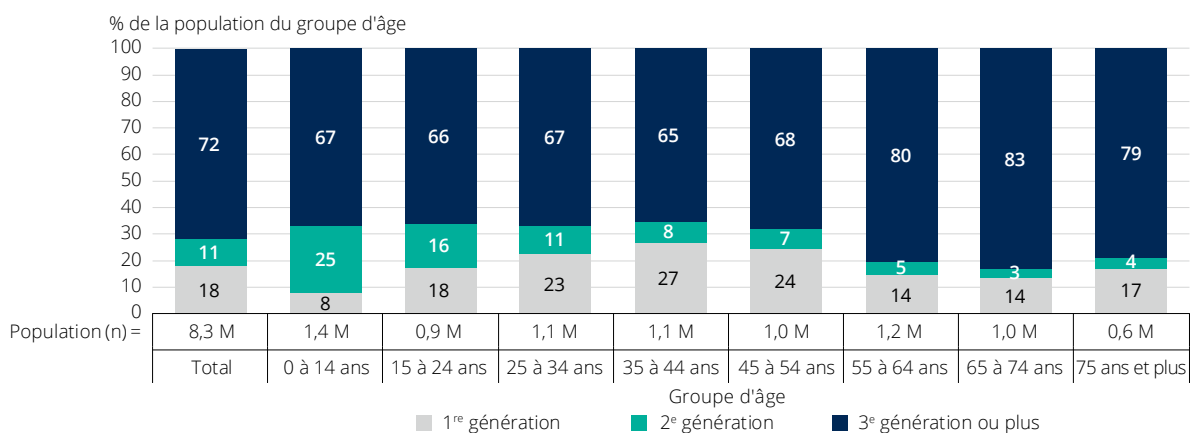
Les personnes de deuxième génération, soit celles nées au Canada et dont au moins l'un des parents est né à l'extérieur du Canada, forment 11 % de la population, ce qui représente environ 883 000 personnes. Le reste de la population, soit les personnes de troisième génération ou plus (nées au Canada

de deux parents nés au Canada), forme 72 % de la population québécoise, ce qui représente environ 5,95 millions de personnes en 2021.

La répartition de la population selon le statut des générations varie d'un groupe d'âge à un autre, et c'est entre la première et la deuxième génération que les différences sont les plus marquées. Si la plus forte part de personnes de première génération se situe chez les 35-44 ans (27 %), c'est chez les 0-14 ans que cette part est la plus faible (8 %). C'est dans ce dernier groupe d'âge qu'on trouve la plus forte part de personnes de deuxième génération (25 %), tandis que c'est chez les 65-74 ans que la part est la plus faible (3 %). La part occupée par les personnes de troisième génération ou plus oscille quant à elle entre 65 % (chez les 35-44 ans) et 83 % (chez les 65-74 ans).

Figure 4.12

Statut des générations selon le groupe d'âge, Québec, 2021



Notes : 1^{re} génération : personnes nées à l'extérieur du Canada. Il s'agit, pour la plupart, d'immigrants, mais aussi de résidents non permanents.
2^e génération : personnes nées au Canada, dont au moins l'un des parents est né à l'extérieur du Canada. Il s'agit, pour la plupart, d'enfants d'immigrants.
3^e génération ou plus : personnes nées au Canada dont les deux parents sont nés au Canada.

Source : Statistique Canada, Recensement de 2021, Tableau 98-10-0326-01.

1. Une infime partie de la population québécoise (0,7 %), née à l'extérieur du Canada sans être immigrante, est aussi considérée comme étant de première génération dans la terminologie du recensement. Il s'agit de citoyens canadiens de naissance nés à l'étranger de parents canadiens.

Recensement : univers de la population et limites des données

Les données sur l'immigration et le lieu de naissance tirées du recensement sont disponibles pour la population dans les ménages privés seulement, ce qui exclut la population en logement collectif (ex. : prison, refuge, CHSLD ou résidence pour aînés). Jusqu'en 2006, seule la population en logement collectif *institutionnel* était exclue.

Les données de recensement sont publiées sans que l'ajustement tenant compte du sous-dénombrement net soit appliqué. Dans certains sous-groupes de population (comme les jeunes de 20 à 34 ans, les immigrants et les RNP), ce sous-dénombrement net peut être supérieur à la moyenne (Statistique Canada 2019).

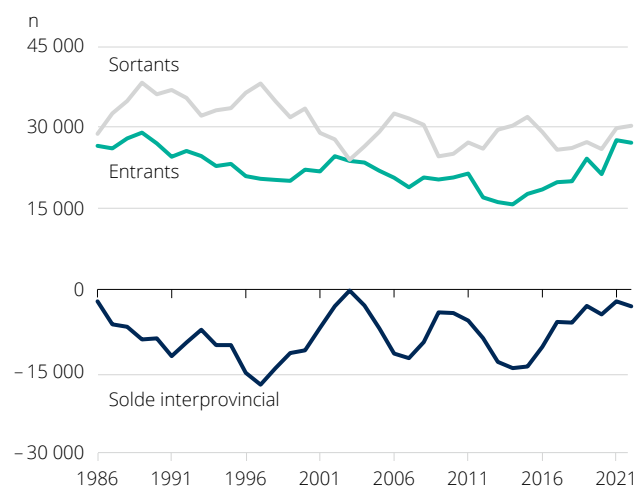
En migration interprovinciale, les pertes restent modérées depuis quelques années

Le solde migratoire interprovincial du Québec est estimé à - 3 100 personnes en 2022 (tableau 4.5 à la fin du chapitre) ; il était d'environ - 2 200 personnes en 2021. Comme l'illustre la figure 4.13, les pertes migratoires interprovinciales du Québec ont réduit depuis le milieu des années 2010, où elles atteignaient environ - 14 000 personnes. De façon générale, la réduction notable des pertes depuis 2015 s'explique par une baisse du nombre de sortants jumelée à une hausse du nombre d'entrants. Les données provisoires de 2022 indiquent une certaine stabilité du nombre d'entrants (27 000) et des sortants (30 100), entraînant un solde qui demeure ainsi parmi les plus favorables des dernières décennies au Québec.

À l'échelle canadienne, le solde migratoire interprovincial le plus favorable en 2022 est celui de l'Alberta, qui enregistre des gains importants (45 500 personnes) après avoir connu des soldes négatifs au cours des six années précédentes. Des gains de cette ampleur avaient été observés en Alberta en 2005 et 2006. Cette province est suivie de loin par la Nouvelle-Écosse (+ 12 200) et par le Nouveau-Brunswick (+ 9 300). L'effet de la migration interprovinciale est également positif à Terre-Neuve-et-Labrador (+ 2 300) et à l'Île-du-Prince-Édouard (+ 2 100). La Colombie-Britannique affiche un solde légèrement positif (500), alors qu'elle avait enregistré des soldes de,

en moyenne, 19 000 personnes entre 2014 et 2021. À l'inverse, trois provinces enregistrent des soldes négatifs, tous plus prononcés que celui du Québec, soit l'Ontario (- 52 000), le Manitoba (- 10 100) et la Saskatchewan (- 5 900 personnes). Selon les données provisoires, l'Ontario affiche son solde le plus négatif depuis que les données sont disponibles (1972). Cette province avait enregistré des soldes positifs entre 2016 et 2019.

Figure 4.13
Entrants, sortants et solde migratoire interprovincial, Québec, 1986-2022



Note : Données détaillées dans les tableaux 4.1 et 4.5.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (mars 2023).
Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Estimation de la migration interprovinciale

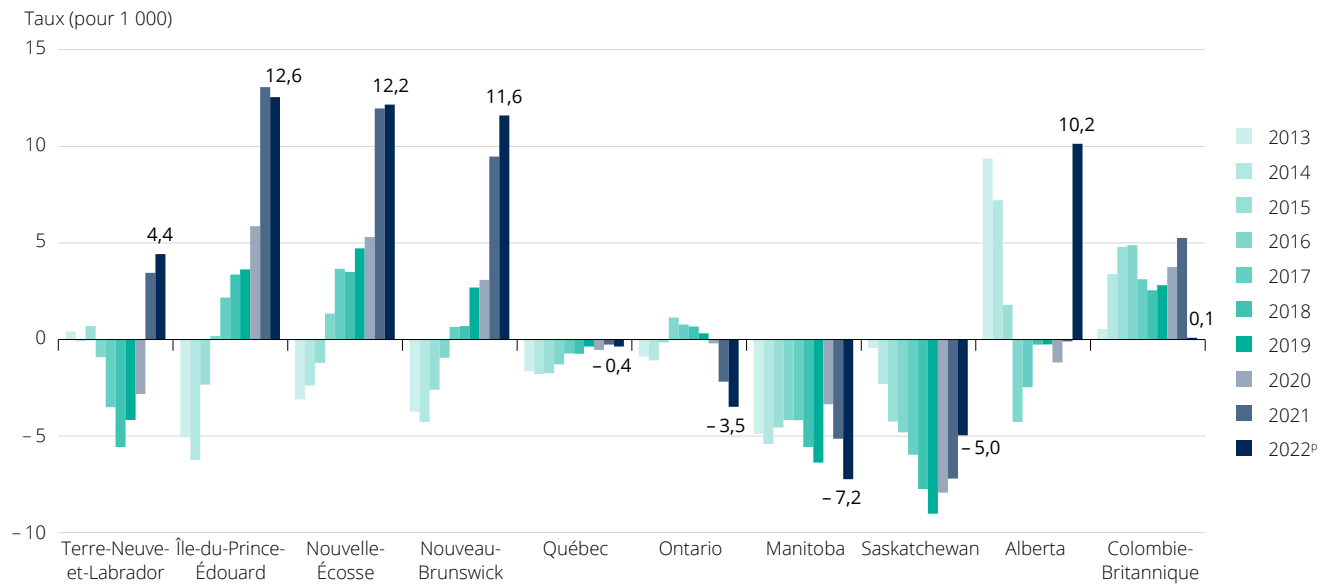
La migration interprovinciale mesure les déplacements d'une province ou d'un territoire vers un autre qui entraînent un changement du lieu habituel de résidence. Cette migration peut inclure les déplacements entre provinces d'immigrants admis au cours des années passées, mais pas les déplacements des résidents non permanents, dont la migration sera captée dans le solde des RNP de chaque province ou territoire. Les mouvements sont estimés par Statistique Canada à l'aide de données tirées des fichiers de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) et du fichier T1FF (établi à partir du fichier T1 de l'Agence du revenu du Canada par la Division de la statistique du revenu de Statistique Canada).

En raison de différences dans la source des données et dans la méthode de calcul, la comparaison entre les estimations provisoires et les estimations définitives des entrants et des sortants interprovinciaux doit être faite avec prudence. Dans le présent document, les estimations des mouvements migratoires interprovinciaux de 2022 sont provisoires.

Pour plus d'information sur les aspects méthodologiques, voir les publications de Statistique Canada (2016, 2022c).

Figure 4.14

Taux net de migration interprovinciale, provinces canadiennes, 2013-2022



Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (mars 2023). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

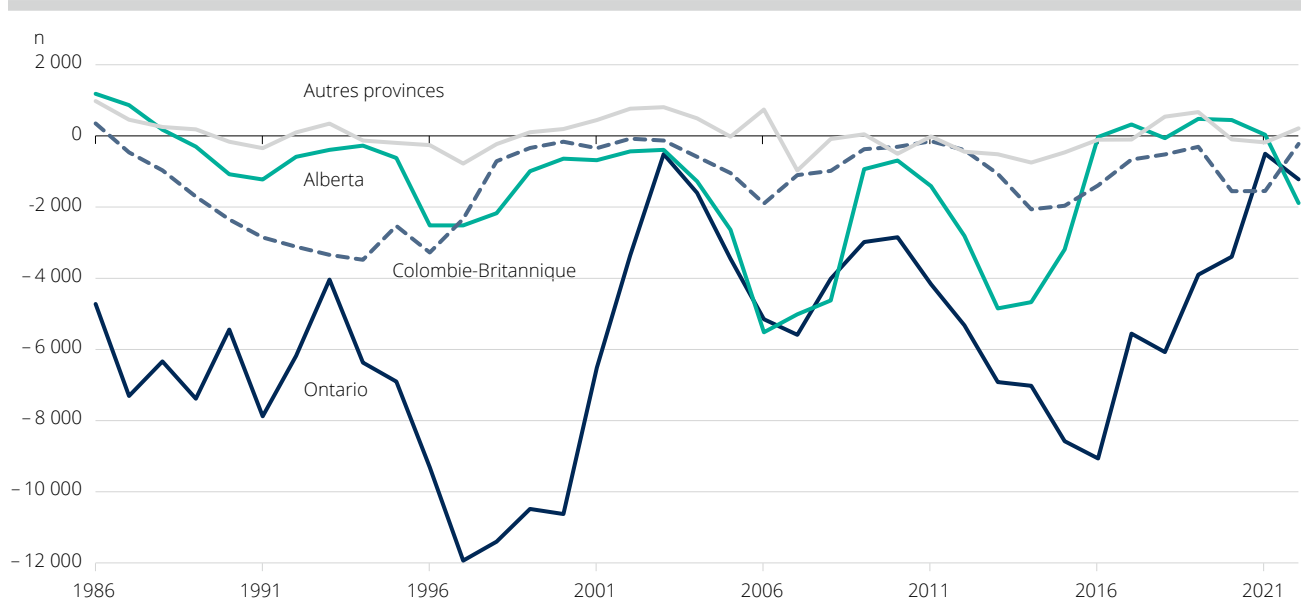
La figure 4.14 présente les taux nets de migration interprovinciale de 2013 à 2022. Ces taux correspondent au solde migratoire interprovincial d'une province rapporté à sa population. En termes relatifs, les pertes du Québec sont généralement beaucoup plus faibles que celles des autres provinces affichant un solde négatif. En 2022, le taux est de -0,4 pour mille au Québec, comparativement à -7,2 pour mille au Manitoba, à -5,0 pour mille en Saskatchewan et à -3,5 pour mille en Ontario. Pour cette dernière, il s'agit du taux le plus négatif depuis les années 1980 (données non illustrées). L'Île-du-Prince-Édouard enregistre un taux positif de 12,6 pour mille, suivie par la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick qui affichent quant à elles un taux de 12,2 pour mille et de 11,6 pour mille. Vient ensuite l'Alberta avec un taux de 10,2 pour mille. Après avoir été négatif au cours des six années précédentes, le taux dans cette province rebondit pour atteindre un niveau semblable à ceux observés en 2012 et 2013. Les gains de Terre-Neuve-et-Labrador correspondent à un taux net de 4,4 pour mille. La Colombie-Britannique présente quant à elle un taux presque nul, soit de 0,1 pour mille, ce qui est un résultat assez inhabituel pour elle.

Des pertes migratoires surtout avec l'Alberta en 2022

En 2022, c'est avec l'Alberta que le Québec enregistre ses pertes migratoires les plus importantes, soit de -1 900 personnes (figure 4.15). Au cours des trois années précédentes, le Québec avait plutôt fait de légers gains par rapport à cette province, mais leurs échanges y engendraient habituellement des pertes. C'est toutefois avec l'Ontario que le Québec a généralement enregistré les soldes migratoires les plus négatifs. Les mouvements entre ces deux provinces aboutissent en 2022 à des pertes de -1 200 personnes. Ce solde, ainsi que celui de 2021 (-500), a été l'un des moins défavorables pour le Québec. Depuis 1986, il était en moyenne de près de -6 000 personnes. Soulignons que l'atténuation récente des pertes avec l'Ontario coïncide avec le retour de gains migratoires interprovinciaux dans l'Outaouais (voir [données en ligne](#)), plus précisément dans le secteur compris dans la RMR d'Ottawa-Gatineau (voir [données en ligne](#)). Dans cette région, la migration interprovinciale s'inscrit aussi dans la dynamique des interactions entre une ville-centre et sa banlieue.

Figure 4.15

Solde migratoire du Québec avec les autres provinces canadiennes, 1986-2022



Note : Les données annuelles depuis 1972, détaillées pour chaque province, sont disponibles dans un [tableau sur le site Web](#) de l'ISQ.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (mars 2023). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

En raison de sa proximité, l'Ontario continue à être, et de loin, la province avec laquelle le Québec réalise le plus grand nombre d'échanges en 2022. Pendant qu'environ 16 500 résidents de l'Ontario sont venus s'établir au Québec, 17 800 résidents du Québec faisaient le chemin inverse, ce qui correspond à un total de près de 34 300 mouvements (tableau 4.5 à la fin du chapitre). Avec l'Alberta, le Québec a réalisé un nombre total de 7 100 mouvements en 2022.

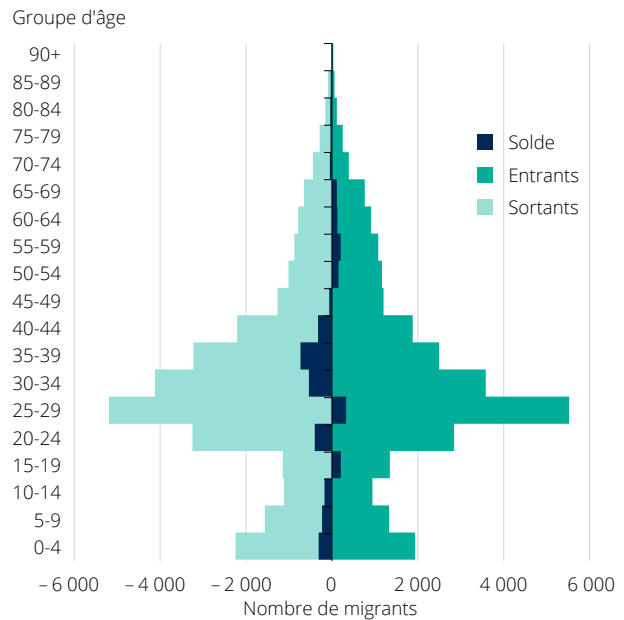
Le solde migratoire du Québec avec la Colombie-Britannique est légèrement négatif en 2022. Il s'établit à -200 personnes, alors qu'il était de -1 550 personnes en 2021 et en 2020. Avec les autres provinces, le Québec affiche des soldes de faible ampleur.

Un déficit migratoire interprovincial attribuable principalement aux migrants de 0 à 14 ans et de 30 à 49 ans

En 2021-2022, l'âge moyen des entrants et des sortants interprovinciaux du Québec est d'environ 32 ans. Les migrants interprovinciaux sont, en moyenne, un peu plus âgés que les immigrants internationaux (30,5 ans), mais ils sont plus jeunes que la population dans son ensemble (43,0 ans). La figure 4.16 montre que les sortants (à gauche) sont plus nombreux que les entrants (à droite) dans la plupart des groupes d'âge, principalement chez les 20-24 ans et chez les 30-49 ans. Ce sont les 25-29 ans qui sont les plus nombreux à entrer et à sortir du Québec.

Figure 4.16

Entrants, sortants et solde migratoire interprovincial selon le groupe d'âge, Québec, 2021-2022^P



Note : Il s'agit de l'âge au début de la période. Les enfants nés et ayant immigré au cours de l'année ont été ajoutés au groupe des 0-4 ans.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (septembre 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Pour en savoir plus

Les données portant sur les migrations au Québec sont mises à jour tout au long de l'année [sur le site Web](#) de l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 4.5

Migrations entre le Québec et les autres provinces canadiennes, 2012-2022

	Ontario	Alberta	Colombie- Britannique	Autres provinces et territoires	Total
	n				
Entrants au Québec					
2012	10 076	1 624	2 222	3 014	16 936
2013	10 319	1 338	1 646	2 763	16 066
2014	9 692	1 806	1 562	2 591	15 651
2015	10 258	2 426	1 775	3 108	17 567
2016	10 038	3 051	2 125	3 188	18 402
2017	11 151	2 746	2 535	3 295	19 727
2018	11 292	2 374	2 514	3 730	19 910
2019	14 323	2 935	2 997	3 811	24 066
2020	13 191	2 430	2 142	3 470	21 233
2021	17 348	2 898	2 676	4 557	27 479
2022 ^p	16 538	2 611	3 131	4 723	27 003
Sortants du Québec					
2012	15 397	4 436	2 620	3 458	25 911
2013	17 236	6 184	2 714	3 278	29 412
2014	16 713	6 478	3 625	3 338	30 154
2015	18 837	5 618	3 739	3 573	31 767
2016	19 101	3 082	3 517	3 292	28 992
2017	16 705	2 422	3 197	3 395	25 719
2018	17 365	2 437	3 033	3 191	26 026
2019	18 221	2 454	3 305	3 139	27 119
2020	16 585	1 985	3 696	3 567	25 833
2021	17 848	2 868	4 222	4 739	29 677
2022 ^p	17 757	4 498	3 357	4 509	30 121
Solde du Québec avec les autres provinces					
2012	-5 321	-2 812	-398	-444	-8 975
2013	-6 917	-4 846	-1 068	-515	-13 346
2014	-7 021	-4 672	-2 063	-747	-14 503
2015	-8 579	-3 192	-1 964	-465	-14 200
2016	-9 063	-31	-1 392	-104	-10 590
2017	-5 554	324	-662	-100	-5 992
2018	-6 073	-63	-519	539	-6 116
2019	-3 898	481	-308	672	-3 053
2020	-3 394	445	-1 554	-97	-4 600
2021	-500	30	-1 546	-182	-2 198
2022 ^p	-1 219	-1 887	-226	214	-3 118

Note : Les données depuis 1972, pour toutes les provinces, sont disponibles dans un tableau sur le [site Web](#) de l'ISQ.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (mars 2023). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Mariages et situation conjugale

Les mariages

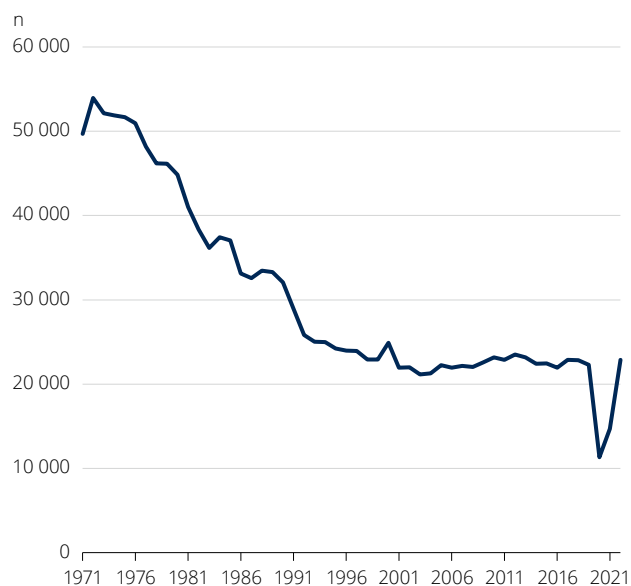
Des mariages aussi nombreux en 2022 qu'avant la pandémie

Selon les données provisoires, environ 22 850 mariages ont été célébrés au Québec en 2022. Il s'agit d'une hausse notable de quelque 8 150 mariages par rapport à 2021 (+ 55 %). Le nombre de mariages revient à son niveau prépandémique, qui a fluctué entre 22 000 et 23 500 du début des années 2000 à 2019 (figure 5.1 et tableau 5.1 à la fin du chapitre). Les mariages ont connu une chute sans précédent en 2020 (11 326), associée au contexte pandémique, suivie d'une légère remontée en 2021 (14 708). On aurait pu s'attendre à une hausse plus forte en 2022 si tous les mariages qui n'ont pas eu lieu en 2020 et 2021 avaient été repris et s'étaient ainsi ajoutés aux célébrations annuelles habituellement attendues. Or, le retour au niveau prépandémique laisse supposer que s'il y a eu rattrapage, celui-ci a été partiel, ou que moins de nouveaux projets de mariage se sont concrétisés.

Le nombre de mariages au Québec a atteint un sommet au début des années 1970, avec plus de 50 000 célébrations annuellement, avant de diminuer de plus de moitié durant les trois décennies suivantes, puis de se stabiliser au début des années 2000.

Figure 5.1

Nombre de mariages, Québec, 1971-2022



Notes : Les mariages entre conjoints de même genre sont inclus depuis 2004.
Données détaillées dans le tableau 5.1 à la fin du chapitre.
Source : Institut de la statistique du Québec.

La moitié des mariages de 2022 célébrés de juillet à septembre

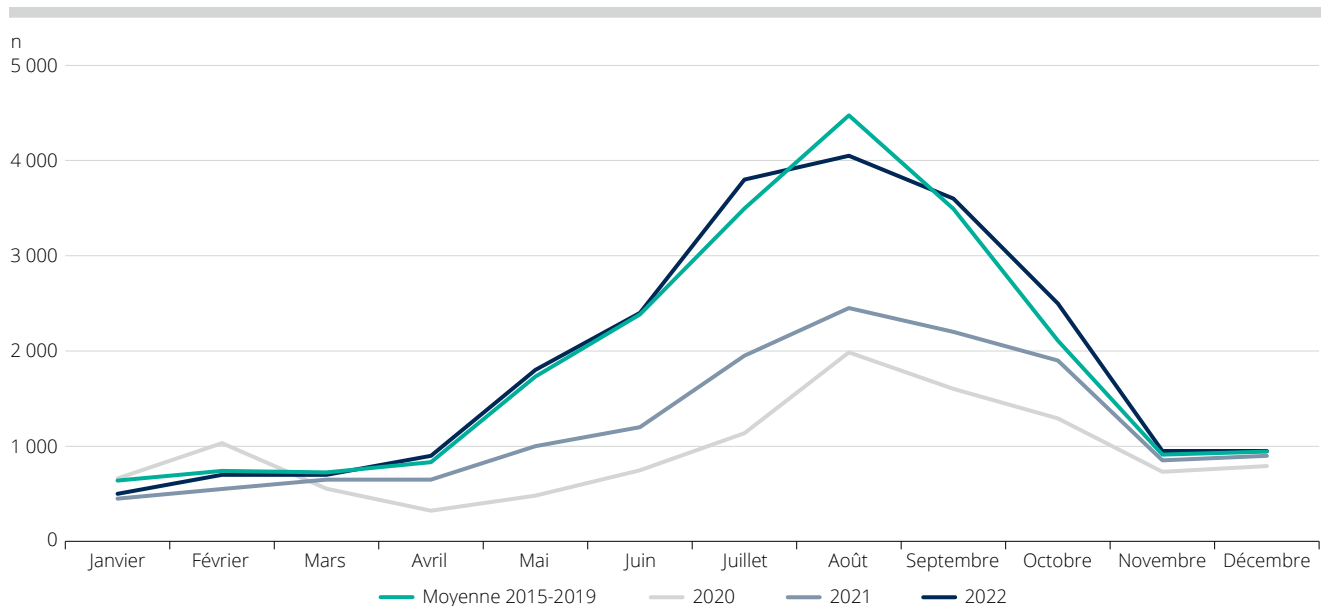
Les données mensuelles (figure 5.2) montrent que pour tous les mois de 2022, le nombre de mariages a été comparable à celui observé en moyenne entre 2015 et 2019¹, ce qui a mis fin à plusieurs mois atypiques. Le contexte pandémique a eu des répercussions immédiates sur les mariages : à partir de mars 2020, les mariages ont été systématiquement moins nombreux que durant les années précédant la pandémie, et ce, jusqu'à la fin de 2021. L'écart a été particulièrement important durant les étés 2020 et 2021, soit la saison où la majorité des mariages sont célébrés au Québec. En 2022, la moitié des mariages de l'année ont eu lieu durant les mois de juillet, août et septembre.

Les mariages entre conjoints de même genre comptent pour 3 % de l'ensemble des mariages

En 2022, 97 % des mariages ont uni un homme et une femme et 3 % ont uni deux hommes ou deux femmes. Ces proportions sont plutôt stables depuis l'autorisation des mariages de conjoints de même genre en 2004. Le nombre de mariages de conjoints de genre différent est estimé à 22 200 en 2022 et celui des mariages de conjoints de même genre à 700, comparativement à 14 200 et 500 respectivement en 2021 (tableau 5.2 à la fin du chapitre). Dans les deux cas, il s'agit d'un retour à des nombres comparables à ce qui était observé avant la pandémie. Soulignons que c'est en 2018 que le plus grand nombre de mariages de conjoints de même genre a été enregistré, soit 708 mariages. En 2022, on compte un peu plus de mariages entre femmes (373) que de mariages entre hommes (331).

Figure 5.2

Nombre de mariages selon le mois, Québec, 2015-2022



Note : Données mensuelles pour chacune des années disponibles sur le [site Web](#) de l'ISQ.

Source : Institut de la statistique du Québec.

1. La moyenne de 2015-2019 a été retenue pour tenir compte de la situation pré-pandémique. Le recours à une moyenne sur cinq ans permet d'atténuer les variations observées certaines années dans le nombre de mariages d'un mois donné lorsque celui-ci comprend cinq samedis plutôt que quatre. Il est à noter qu'en 2022, les mois de juillet et octobre comptaient cinq samedis, tout comme le mois de février 2020.

Données sur les mariages

Les données sur les mariages proviennent du Registre des événements démographiques du Québec, tenu par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Le fichier est établi en fonction du lieu de célébration et non du lieu de résidence du couple. Ainsi, les statistiques présentent les mariages célébrés au Québec, que les couples y résident ou non. À l'inverse, les données sur les Québécoises et Québécois se mariant ailleurs qu'au Québec ne sont pas disponibles.

Depuis juin 2022, le bulletin de mariage collecte l'information du *genre* des conjoints en trois modalités : masculin, féminin et non binaire. Le genre réfère à l'identité personnelle et sociale d'une personne en tant qu'homme, femme ou personne non binaire (une personne qui n'est pas exclusivement homme ni femme). La diffusion de données compilées selon le genre dans une série de données auparavant compilées selon le sexe ne devrait pas poser de problème de comparabilité dans le temps, en raison de la petite taille des populations non binaires et transgenres (0,23 % de la population de 15 ans et plus selon le Recensement de 2021). Par ailleurs, il est probable que pour certaines personnes, l'information sur le sexe dont nous disposons auparavant correspondait plutôt à leur genre¹. Soulignons que la modalité *non binaire* ayant été ajoutée récemment sur le bulletin, on n'observe pour le moment aucune personne s'étant identifiée comme telle.

Dans le présent document, les données sur les mariages des années 2021 et 2022 sont provisoires. Les données provisoires d'une année donnée sont produites quelques mois seulement après la fin de l'année. Elles sont basées sur les enregistrements déjà présents au fichier et ne sont pas ajustées pour tenir compte des bulletins de mariage qui pourraient être transmis tardivement. Toutefois, on remarque généralement très peu d'écart entre les données provisoires et les données définitives. En cours d'année, des [estimations des nombres mensuels de mariages sont diffusées](#). La première estimation d'un mois donné est disponible deux mois après la fin de ce mois. Les données définitives – complètes et validées – sont habituellement disponibles entre 15 mois et 24 mois après la fin d'une année.

1. Pour plus d'information au sujet de la diversité de genre, il est possible de consulter la page méthodologique sur la [prise en compte du genre à l'ISQ](#), ou les documents de références de Statistique Canada sur le genre du [Recensement de la population de 2021](#).

Les ministres du culte demeurent le type de célébrant le plus fréquent, mais les célébrants désignés retrouvent en 2022 leur popularité d'avant la pandémie

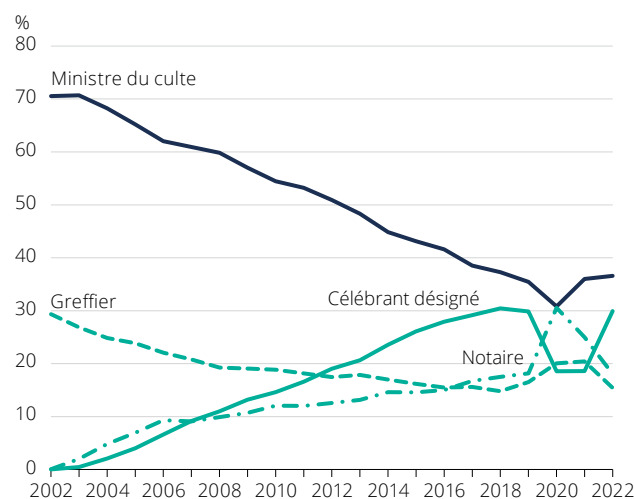
Un couple qui désire se marier a le choix entre différents types de célébrants. En 2022, les ministres du culte ont été choisis le plus fréquemment et ont célébré 37 % des mariages de l'année (figure 5.3). Les célébrants désignés, qui peuvent être un ami ou un membre de la famille, suivent avec 30 % des célébrations. Les notaires affichent quant à eux une part légèrement plus élevée que celle des greffiers, soit respectivement 18 % et 15 %. Les préférences en matière de célébrants de mariage reviennent ainsi à ce qu'elles étaient avant la pandémie.

Au cours des dernières décennies, la popularité du ministre du culte a diminué de manière marquée. L'autorisation des mariages célébrés civilement au Québec à la fin des années 1960 a entraîné une première baisse, puis une seconde s'est amorcée en 2002 avec l'habilitation de nouveaux célébrants (voir l'encadré sur les célébrants au fil du temps). De 2002 à 2019, les mariages

célébrés par un célébrant désigné ont beaucoup gagné en popularité. En effet, les célébrants désignés se sont hissés au deuxième rang des types de célébrants, et ce, avec une confortable avance. La part des mariages contractés devant un notaire a aussi progressé, quoique moins rapidement, de sorte qu'elle a dépassé la part des mariages officialisés par un greffier en 2017. Quant aux greffiers, ils ont vu leur part diminuer de près de moitié durant la période.

Figure 5.3

Mariages selon la catégorie du célébrant, Québec, 2002-2022



Notes : Les mariages entre conjoints de même genre sont inclus depuis 2004.
Données détaillées selon le genre des conjoints (genre différent ou même genre) disponibles sur le [site Web](#) de l'ISQ.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Les célébrants au fil du temps : ministres du culte¹ et célébrants civils

En 1969, la Loi sur le mariage civil est entrée en vigueur au Québec. Il a dès lors été possible pour un greffier ou un greffier adjoint de la Cour supérieure (appelés *protonotaires* avant 1994) d'officialiser un mariage célébré civilement. Cette autorisation a entraîné une baisse de la part des mariages célébrés par un ministre du culte qui s'est stabilisée autour de 70 % durant la décennie 1990, avant de connaître une seconde période de diminution avec l'habilitation de nouveaux célébrants civils en 2002. En plus des greffiers, on trouve désormais parmi les célébrants des notaires et des célébrants désignés par le Directeur de l'état civil² (appelés *personnes désignées* avant 2022). Les célébrants désignés peuvent être un maire, un conseiller ou un fonctionnaire municipal, mais aussi un « célébrant d'un jour », comme un ami ou un membre de la famille du couple.

1. Les ministres du culte peuvent être de toutes confessions confondues, mais doivent être affiliés à l'une des sociétés religieuses reconnues par le Directeur de l'état civil du Québec. La liste des sociétés religieuses pour lesquelles au moins un célébrant est actif est disponible sur le [site Web](#) du Directeur de l'état civil.
2. Avant le 1^{er} janvier 2018, le traitement des demandes d'autorisation pour célébrer un mariage était sous la responsabilité du ministre de la Justice du Québec.

Le contexte pandémique a eu une incidence ponctuelle sur la façon dont les gens se sont mariés. En 2020, toutes les catégories de célébrants ont été touchées par la baisse des mariages, mais ce sont les mariages célébrés par un ministre du culte ou par un célébrant désigné qui ont le plus chuté, ce qui a eu pour effet d'augmenter la part des deux autres catégories. En 2021, les mariages célébrés par un ministre du culte ont connu une importante remontée, tandis que la reprise a été de bien moindre ampleur pour les célébrants désignés. Par conséquent, la part des premiers est revenue au niveau observé en

2019, alors que celle des deuxièmes est restée faible. En contexte pandémique, les célébrants désignés ont été moins populaires que les notaires et les greffiers. Ainsi, les mesures sanitaires, notamment celles visant à limiter les rassemblements, semblent surtout avoir été un obstacle pour les cérémonies à caractère social et festif. Or, en 2022, les célébrants désignés ont, à leur tour, connu une reprise. La hausse a été particulièrement marquée, de telle sorte que les célébrants désignés ont célébré autant de mariages qu'avant la pandémie.

L'union civile : 20 ans d'existence, mais une popularité qui reste bien faible comparativement au mariage

En plus des données sur les mariages, l'ISQ compile des données sur les unions civiles. L'union civile, créée au Québec en juin 2002, est un acte solennel qui ne doit pas être confondu avec l'union libre (ou union de fait)¹. La portée juridique de l'union civile est équivalente à celle du mariage, puisque les droits et les obligations des conjoints unis civilement sont les mêmes que ceux des conjoints mariés. Initialement, l'union civile se distinguait toutefois du mariage en étant ouverte aux conjoints de même sexe. Cette distinction n'existe plus depuis 2004, mais des différences demeurent en ce qui concerne l'âge minimal requis, la validité à l'extérieur du Québec et le processus de dissolution.

Très peu de couples choisissent de s'unir civilement. Selon les données provisoires de 2022, 123 unions civiles ont été enregistrées (**tableau 5.2** à la fin du chapitre), soit moins de 1 % de l'ensemble des unions conjugales officielles de l'année (somme des mariages et des unions civiles). Il s'agit de 104 unions civiles entre conjoints de genre différent et de 19 unions entre conjoints de même genre. C'est en 2003, première année complète où ce type d'union a été possible, que le nombre d'unions civiles a été le plus important (342), liant alors majoritairement des couples de même genre (274). L'autorisation des mariages de conjoints de même sexe l'année suivante explique la réduction observée ultérieurement. De 2006 à 2019, le nombre d'unions civiles a été plutôt stable ; il a fluctué entre 200 et 300. Le contexte pandémique a fait chuter leur nombre de près de moitié en 2020, une chute d'ampleur comparable à celle qu'ont connus les mariages. Toutefois, alors qu'en 2021 les unions civiles et les mariages sont restés à un niveau bas, on constate qu'en 2022, les mariages se sont redressés pour retrouver les niveaux prépandémiques, tandis que les unions civiles sont demeurées faibles.

1. Pour plus d'information sur l'union civile, il est possible de consulter le [site Web](#) du Directeur de l'état civil.

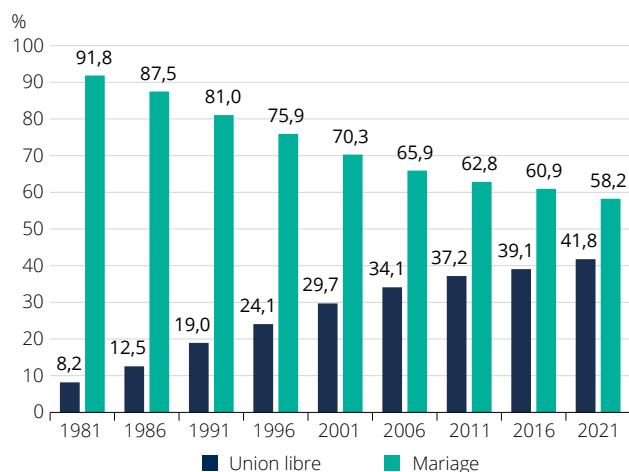
La situation conjugale au Recensement de 2021

De plus en plus de couples vivent en union libre

La désaffection à l'égard du mariage qu'a connue le Québec au cours des dernières décennies est indissociable de la diffusion large et rapide de l'union libre. Les données du Recensement de 2021 sur l'état matrimonial, diffusées par Statistique Canada en juillet 2022, ont confirmé une fois de plus que ce type d'union occupe une place importante et grandissante dans le portrait de la conjugalité au Québec (Statistique Canada 2022f). Parmi l'ensemble des personnes vivant en couple, la part des personnes en union libre s'élève à 42 % en 2021, comparativement à seulement 8 % en 1981² (figure 5.4).

Figure 5.4

Part des personnes en union libre et des personnes mariées parmi les personnes vivant en couple, Québec, 1981 à 2021



Notes : Les proportions sont calculées sur l'ensemble de la population de 15 ans et plus.
Les conjoints de même genre sont inclus parmi les couples en union libre depuis 2001 et parmi les couples mariés depuis 2006. À noter que le concept de genre a remplacé celui de sexe dans le Recensement de 2021.
De 1981 à 1991 : données-échantillons (20 %) ; de 1996 à 2021 : données intégrales (100 %).

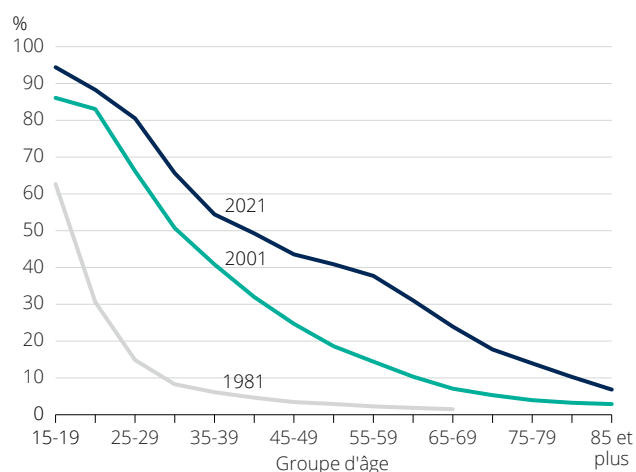
Source : Statistique Canada, Recensements du Canada. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Cette part est beaucoup plus élevée au Québec que dans le reste du Canada dans son ensemble, où elle est de 16 % en 2021 (données non illustrées).

Si l'union libre demeure surtout populaire chez les jeunes adultes, elle progresse dans tous les groupes d'âge, comme le montre la figure 5.5. Par exemple, entre 1981 et 2021, la part des personnes en union libre parmi l'ensemble des personnes en couple est passée de 31 % à 88 % chez les 20-24 ans et de 5 % à 49 % chez les 40-44 ans. La hausse est également non négligeable chez les personnes plus âgées. Dans le groupe des 60-64 ans, près d'une personne en couple sur trois (31 %) vit avec un conjoint de fait en 2021, comparativement à 2 % en 1981.

Figure 5.5

Part des personnes en union libre parmi les personnes vivant en couple, selon le groupe d'âge, Québec, 1981, 2001 et 2021



Notes : Les proportions sont calculées sur l'ensemble de la population de 15 ans et plus.

En 1981, le point à 65-69 ans correspond à la proportion chez l'ensemble des 65 ans et plus.

Les conjoints de même genre sont inclus parmi les couples en union libre depuis 2001 et parmi les couples mariés depuis 2006. À noter que le concept de genre a remplacé celui de sexe dans le Recensement de 2021.

En 1981 : données-échantillons (20 %) ; en 2001 et en 2021 : données intégrales (100 %).

Source : Statistique Canada, Recensements du Canada. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

2. Les femmes et les hommes sont ici regroupés, mais la tendance est similaire pour les deux.

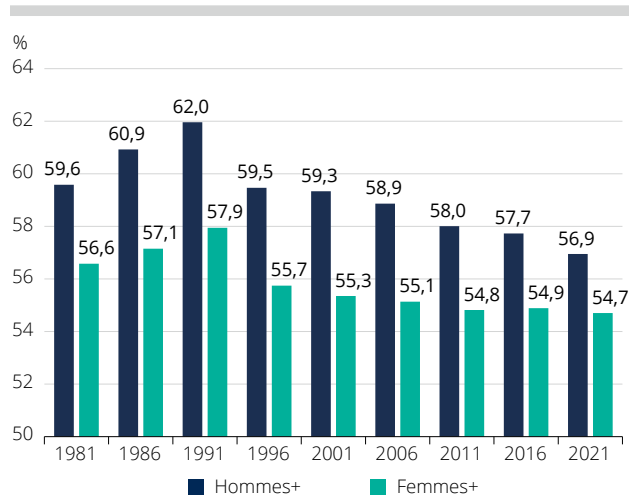
Mariées ou en union libre, moins de personnes vivent en couple

Malgré la montée importante de l'union libre au cours des dernières décennies, la part de la population québécoise vivant en couple, que ce soit en étant marié ou en union libre, tend à diminuer légèrement. C'est donc dire que la baisse de la nuptialité légale observée au Québec s'est accompagnée d'une baisse plus générale de la propension à vivre avec un conjoint ou une conjointe. Au Recensement de 2021, 57 % des hommes et 55 % des femmes de 15 ans et plus vivaient en couple³ au Québec (figure 5.6). À titre comparatif, ces proportions étaient respectivement de 60 % et 57 % en 1981.

Si, dans l'ensemble, un peu moins d'hommes et de femmes vivent en couple qu'au début des années 1980, la figure 5.7 montre une diminution dans tous les groupes d'âge, sauf chez les personnes plus âgées, où la proportion a augmenté. Plusieurs facteurs ont pu contribuer à cette diminution, dont une formation plus tardive des couples, une plus grande instabilité conjugale et une baisse de la propension à se remettre en couple après une rupture ou le décès d'un conjoint. Cette baisse de la propension à vivre en couple a principalement eu lieu à la fin du 20^e siècle, les proportions diminuant de manière nettement moins marquée depuis 2001. Quant à la progression observée aux plus grands âges, si les aînés vivent plus fréquemment en couple qu'auparavant, c'est principalement en raison d'une hausse de l'espérance de vie qui reporte le veuvage (surtout celui des femmes) à des âges de plus en plus avancés.

Figure 5.6

Part des personnes en couple (mariées ou en union libre) selon le genre, Québec, 1981 à 2021



Notes : Les proportions sont calculées sur l'ensemble de la population de 15 ans et plus.

Les données du Recensement de 2021 ont été diffusées selon la variable « genre » plutôt que selon la variable « sexe ». Le genre réfère à l'identité personnelle et sociale d'une personne en tant qu'homme, femme ou personne non binaire (une personne qui n'est pas exclusivement homme ni femme). Étant donné que la taille de la population non binaire est petite et pour des raisons de confidentialité, les personnes non binaires ont été réparties dans les deux autres catégories de genre et sont désignées par le signe +. La catégorie « Hommes+ » comprend ainsi les hommes de même que certaines personnes non binaires, et la catégorie « Femmes+ » comprend les femmes de même que certaines personnes non binaires. L'introduction de données compilées selon le genre dans une série de données auparavant compilées selon le sexe ne devrait pas avoir d'incidence importante sur la comparabilité dans le temps, étant donné la petite taille des populations transgenre et non binaire.

Les conjoints de même genre sont inclus parmi les couples en union libre depuis 2001 et parmi les couples mariés depuis 2006.

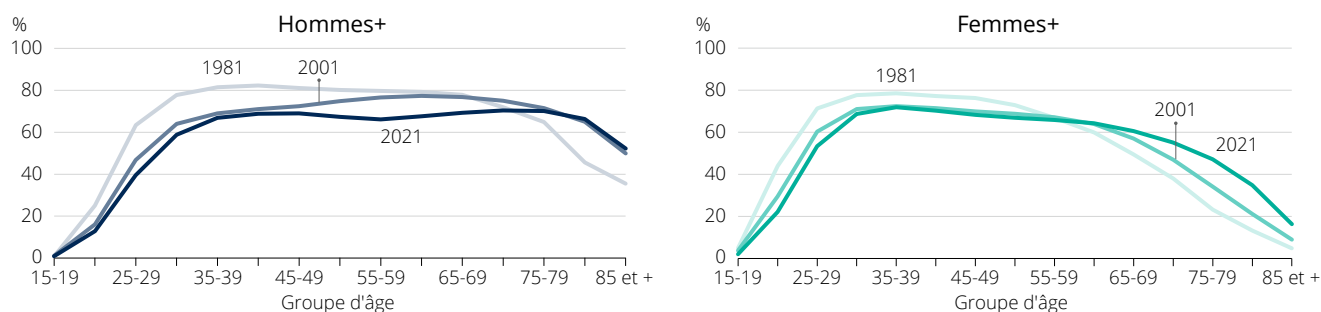
De 1981 à 1991 : données-échantillons (20 %) ; de 1996 à 2021 : données intégrales (100 %).

Source : Statistique Canada, Recensements du Canada. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

3. Pour être considérés comme vivant en couple au recensement, les partenaires en union libre doivent résider à la même adresse (cette condition n'est pas nécessaire pour les conjoints mariés).

Figure 5.7

Part des personnes en couple (mariées ou en union libre) selon le groupe d'âge et le genre, Québec, 1981, 2001 et 2021



Notes : Les proportions sont calculées sur l'ensemble de la population de 15 ans et plus.

Les données du Recensement de 2021 ont été diffusées selon la variable « genre » plutôt que selon la variable « sexe ». Le genre réfère à l'identité personnelle et sociale d'une personne en tant qu'homme, femme ou personne non binaire (une personne qui n'est pas exclusivement homme ni femme). Étant donné que la taille de la population non binaire est petite et pour des raisons de confidentialité, les personnes non binaires ont été réparties dans les deux autres catégories de genre et sont désignées par le signe +. La catégorie « Hommes+ » comprend ainsi les hommes de même que certaines personnes non binaires, et la catégorie « Femmes+ » comprend les femmes de même que certaines personnes non binaires. L'introduction de données compilées selon le genre dans une série de données auparavant compilées selon le sexe ne devrait pas avoir d'incidence importante sur la comparabilité dans le temps, étant donné la petite taille des populations transgenre et non binaire.

En 2001, les conjoints de même genre sont inclus parmi les couples en union libre. En 2021, ils peuvent aussi être inclus parmi les couples mariés.

En 1981 : données-échantillon (20 % pour les moins de 65 ans et 2 % pour les 65 ans et plus). En 2001 et 2021 : données intégrales (100 %).

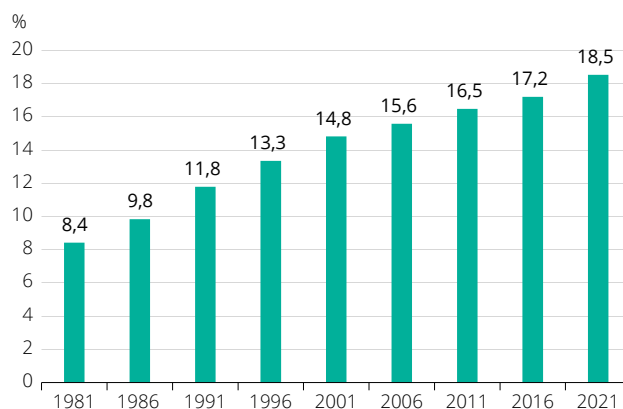
Source : Statistique Canada, Recensements du Canada. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Près d'une personne sur cinq âgée de 15 ans et plus vit seule

En parallèle à la diminution de la population vivant en couple, on constate la montée en popularité d'autres modes de vie, comme le fait de vivre seul⁴. Au Recensement de 2021, plus de 1,3 million de personnes vivaient seules⁵ au Québec, soit 18,5 % de la population totale de 15 ans et plus (figure 5.8). C'est le mode de vie le plus populaire après celui de vivre en couple. La part des personnes vivant seules s'inscrit dans une tendance à la hausse. Elle était de 8,4 % en 1981 et a plus que doublé au cours des quarante années suivantes. La progression a été plus marquée chez les hommes que chez les femmes : la part d'hommes vivant seuls est passée de 7 % à 18 %, alors que celle des femmes est passée de 10 % à 19 % (données non illustrées). L'écart entre les deux s'est ainsi pratiquement résorbé au cours de la période, passant de 2,4 points de pourcentage à 0,5 point de pourcentage.

Figure 5.8

Part de la population vivant seule, Québec, 1981 à 2021



Notes : Les proportions sont calculées sur l'ensemble de la population de 15 ans et plus.

De 1996 à 2006 : données-échantillons (20 %) ; données intégrales (100 %) pour les autres années.

Source : Statistique Canada, Recensements du Canada. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

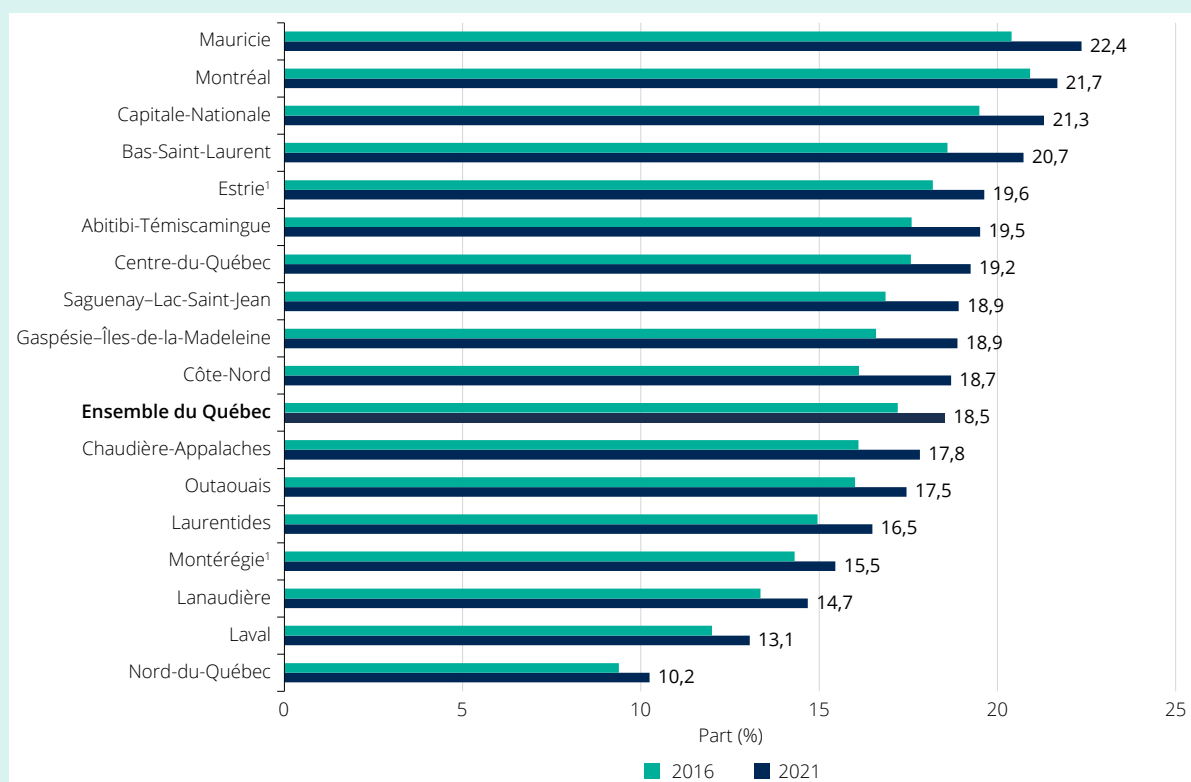
- En plus de vivre en couple ou de vivre seule, une personne peut être un parent dans une famille monoparentale ou un enfant dans une famille. Elle peut aussi vivre avec d'autres personnes apparentées (comme un cousin ou une cousine) ou non apparentées (comme des colocataires) ou vivre en ménage collectif.
- Le recensement de Statistique Canada vise à dénombrer toutes les personnes qui vivent au Canada en fonction de leur lieu *habituel* de résidence au moment du recensement. Chaque personne est recensée dans un ménage et ne peut faire partie de d'un seul ménage. Ainsi, certaines personnes seront considérées comme vivant seules, bien qu'elles ne le soient pas en permanence. De plus, certaines personnes entretiennent une relation de couple stable sans nécessairement vivre de manière *habituelle* sous le même toit. On parle alors d'« unions non cohabitantes » ou de « couples vivant chacun chez soi ». En outre, le recensement fournit des statistiques sur les personnes vivant seules à un moment précis, mais ne permet pas de capter la durée de la vie en solo (temporaire ou à long terme) ni les causes ayant conduit à vivre seul (choix ou imposé), ce qui peut avoir des conséquences bien différentes sur l'état de bien-être des personnes.

La part des personnes vivant seules peut passer du simple au double selon la région

À l'échelle des régions administratives du Québec, la part des personnes de 15 ans et plus vivant seules varie énormément (**figure 5.9**). Les proportions sont les plus importantes en Mauricie, à Montréal, dans la Capitale-Nationale et dans le Bas-Saint-Laurent, où plus d'une personne sur cinq vit seule (21% ou 22%). À l'opposé, le Nord-du-Québec affiche la proportion la plus faible, soit 10%. La part est également moins élevée que dans la plupart des autres régions à Laval, dans Lanaudière, en Montérégie et dans les Laurentides (de 13% à 16%), soit l'ensemble des régions adjacentes à Montréal. On vit plus souvent seul en 2021 qu'en 2016 dans toutes les régions. Toutes proportions gardées, la Côte-Nord et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine ont enregistré les hausses les plus marquées, tandis que Montréal a enregistré la plus faible hausse.

Figure 5.9

Part de la population vivant seule, régions administratives du Québec, 2016 et 2021



1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées en vigueur le 28 juillet 2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.

Note : Les proportions sont calculées sur l'ensemble de la population de 15 ans et plus.

Source : Statistique Canada, Recensements du Canada. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Les divorces

Des données sur les [divorces](#) sont disponibles sur le site Web, mais pour le Québec seulement et jusqu'en 2020. Elles ont été compilées par Statistique Canada à partir des données du bureau d'enregistrement des actions en divorces (BEAD) du ministère de la Justice du Canada. Une mise à jour des données a été faite par Statistique Canada en 2022 ; la première depuis 2011. Une analyse des tendances de divortialité au Québec de 1970 à 2020 est parue dans [l'édition 2022 du Bilan démographique du Québec](#), disponible sur le site Web. On y apprend notamment que les couples qui se marient ont moins tendance à divorcer que par le passé : selon l'indice de divortialité de 2020, 36 % des mariages se termineraient un jour par un divorce, comparativement à 50 % au cours des décennies 1990 et 2000.

Pour en savoir plus

Les données portant sur les [mariages et la nuptialité](#) au Québec sont mises à jour tout au long de l'année sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec. En plus des données présentées dans ce document, on y trouve notamment des données sur l'âge des conjoints, leur état matrimonial, leur lieu de naissance, etc. On y trouve également des données à plus petite échelle géographique.

Tableau 5.1

Mariages et taux de nuptialité, Québec, 1900-2022

Année	Mariages	Taux	Année	Mariages	Taux	Année	Mariages	Taux	Année	Mariages	Taux
	n	pour 1 000		n	pour 1 000		n	pour 1 000		n	pour 1 000
1900	10 103	6,5	1935	19 967	6,5	1970	49 607	8,2	2005	22 244	2,9
1901	10 075	6,1	1936	21 654	7,0	1971	49 695	8,1	2006	21 956	2,9
1902	10 671	6,4	1937	24 876	7,9	1972	53 967	8,7	2007	22 147	2,9
1903	11 125	6,6	1938	25 044	7,9	1973	52 133	8,4	2008	22 053	2,8
1904	11 900	7,0	1939	28 911	9,0	1974	51 890	8,3	2009	22 588	2,9
1905	11 565	6,7	1940	35 069	10,7	1975	51 690	8,2	2010	23 199	2,9
1906	12 131	7,0	1941	32 782	9,8	1976	50 961	8,0	2011	22 903	2,9
1907	11 668	6,6	1942	33 857	10,0	1977	48 182	7,5	2012	23 504	2,9
1908	11 971	6,5	1943	33 856	9,8	1978	46 189	7,2	2013	23 181	2,9
1909	13 467	7,1	1944	31 922	9,1	1979	46 154	7,1	2014	22 429	2,8
1910	14 333	7,3	1945	33 211	9,3	1980	44 849	6,9	2015	22 441	2,7
1911	15 254	7,6	1946	36 650	10,1	1981	41 006	6,3	2016	21 958	2,7
1912	16 055	7,9	1947	35 494	9,6	1982	38 360	5,8	2017	22 883	2,8
1913	17 253	8,3	1948	34 646	9,1	1983	36 147	5,5	2018	22 841	2,7
1914	16 121	7,7	1949	33 485	8,6	1984	37 416	5,6	2019	22 284	2,6
1915	15 437	7,2	1950	34 093	8,6	1985	37 026	5,6	2020	11 326	1,3
1916	16 643	7,6	1951	35 704	8,8	1986	33 108	4,9	2021 ^P	14 708	1,7
1917	16 936	7,7	1952	35 374	8,5	1987	32 588	4,8	2022 ^P	22 873	2,6
1918	12 975	5,8	1953	35 968	8,4	1988	33 469	4,9			
1919	21 590	9,4	1954	35 516	8,1	1989	33 305	4,8			
1920	21 587	9,3	1955	35 356	7,8	1990	32 059	4,6			
1921	18 659	7,9	1956	37 290	8,1	1991	28 922	4,1			
1922	16 609	6,9	1957	37 135	7,8	1992	25 821	3,6			
1923	17 361	7,1	1958	36 229	7,4	1993	25 018	3,5			
1924	17 591	7,1	1959	37 124	7,4	1994	24 984	3,5			
1925	17 427	6,8	1960	36 211	7,0	1995	24 237	3,4			
1926	17 827	6,8	1961	35 943	6,8	1996	23 963	3,3			
1927	18 551	7,0	1962	37 038	6,9	1997	23 918	3,3			
1928	19 126	7,0	1963	37 358	6,8	1998	22 940	3,1			
1929	19 610	7,1	1964	39 400	7,1	1999	22 910	3,1			
1930	18 543	6,6	1965	40 893	7,2	2000	24 911	3,4			
1931	16 783	5,8	1966	44 411	7,7	2001	21 961	3,0			
1932	15 115	5,2	1967	46 275	7,9	2002	21 986	3,0			
1933	15 337	5,2	1968	46 004	7,8	2003	21 145	2,8			
1934	18 242	6,0	1969	47 545	7,9	2004	21 279	2,8			

Notes : Les mariages entre conjoints de même genre sont inclus depuis 2004.

Le taux de nuptialité correspond au nombre de mariages rapporté à la population totale. Ce taux brut est influencé par la structure par âge de la population. On lui préférera des indicateurs standardisés pour analyser l'évolution du phénomène.

Sources : Institut de la statistique du Québec (depuis 1975).
Bureau fédéral de la statistique (1926-1974).
Annuaire du Québec (1900-1925).

Tableau 5.2

Mariages et unions civiles selon le genre des conjoints, Québec, 2002-2022

Année	Mariages ¹				Unions civiles ²					
	Genre différent	Même genre		Total	Genre différent	Même genre		Total	Total	
		2 hommes	2 femmes			2 hommes	2 femmes			
n										
2002	21 986	...	...	...	21 986	10	87	69	156	166
2003	21 145	...	...	...	21 145	68	140	134	274	342
2004	21 034	148	97	245	21 279	100	48	31	79	179
2005	21 793	278	173	451	22 244	113	35	24	59	172
2006	21 335	349	272	621	21 956	163	34	19	53	216
2007	21 680	251	216	467	22 147	198	26	17	43	241
2008	21 605	262	186	448	22 053	201	44	25	69	270
2009	22 075	291	222	513	22 588	185	28	26	54	239
2010	22 684	281	234	515	23 199	225	36	19	55	280
2011	22 410	237	256	493	22 903	181	32	27	59	240
2012	22 990	255	259	514	23 504	229	33	26	59	288
2013	22 589	286	306	592	23 181	240	27	23	50	290
2014	21 852	286	291	577	22 429	203	17	20	37	240
2015	21 841	315	285	600	22 441	191	22	15	37	228
2016	21 298	343	317	660	21 958	197	13	13	26	223
2017	22 204	343	336	679	22 883	180	22	17	39	219
2018	22 133	323	385	708	22 841	202	17	18	35	237
2019	21 602	317	365	682	22 284	174	20	13	33	207
2020	10 928	206	192	398	11 326	100	12	7	19	119
2021 ^P	14 214	250	244	494	14 708	104	8	5	13	117
2022 ^P	22 169	331	373	704	22 873	104	11	8	19	123

1. Les mariages entre conjoints de même genre sont permis depuis le 19 mars 2004.

2. L'union civile a été instituée en juin 2002.

Source : Institut de la statistique du Québec.

Annexe

Formulaires





Une réalisation de :
• Ministère de la Santé et des Services sociaux
• Institut de la statistique

SP-1
Bulletin de naissance vivante

Bien vouloir remplir le formulaire en lettres moulées avec un stylo ou à la machine à écrire. Appuyer fortement.

LIEU DE LA NAISSANCE

1. Nom de l'installation où a eu lieu la naissance

2. Code d'installation

3. Adresse de l'endroit où a eu lieu la naissance (n°, rue, municipalité, province ou pays)

Code postal

IDENTIFICATION DES PARENTS (Inscrire le nom de famille et le(s) prénom(s) selon l'acte de naissance)

PÈRE

4. Nom de famille du père

5. Prénom usuel

6. Date de naissance du père

7. Âge

8. Lieu de naissance du père (province ou pays)

9. Langue maternelle du père
Français Anglais Autre (préciser)

10. Nom de famille de la mère (selon l'acte de naissance)

11. Prénom usuel

12. N° de tél. où la mère peut être rejointe

13. Date de naissance de la mère

14. Âge

15. Lieu de naissance de la mère (province ou pays)

MÈRE

16. Adresse du domicile de la mère
N° Rue Municipalité, province ou pays

Code postal

17. Langue maternelle de la mère
Français Anglais Autre (préciser)

18. Langue d'usage à la maison
Français Anglais Autre (préciser)

19. État matrimonial de la mère
 Célibataire (jamais mariée) Divorcée
 Mariée et vivant avec son conjoint Séparée légalement
 Veuve Séparée sans séparation légale

20. Situation de couple
 Vivant en situation de couple
 Ne vivant pas en situation de couple

21. Date du dernier mariage (s'il y a lieu)

22. Dernier niveau de scolarité réussi par la mère
Primaire Secondaire Collégial Universitaire

23. Date de la dernière naissance vivante

24a. Nombre d'enfants nés vivants de grossesses antérieures (exclure la présente grossesse)

Nés vivants

24b. Nombre d'enfants mort-nés de grossesses antérieures (exclure la présente grossesse)
Mort-nés (500 grammes et plus ou âge gestationnel de 20 semaines et plus)

IDENTIFICATION DE L'ENFANT À LA NAISSANCE

25. Nom de famille de l'enfant

26. Prénom(s) de l'enfant

SIGNATURE DE LA MÈRE OU DU PÈRE

Je confirme l'exactitude des renseignements ci-dessus et j'autorise leur envoi à l'Institut de la statistique du Québec, au ministère de la Santé et des Services sociaux, à la Direction régionale de la santé publique, au Centre local de services communautaires, à Statistique Canada ainsi qu'aux autorités responsables des données de l'état civil de ma province de résidence s'il y a lieu.

27. Date de la signature des parents

28. Signature d'au moins un des deux parents

CERTIFICATION MÉDICALE DE LA NAISSANCE

29. Date et heure de naissance de l'enfant

30. Type de naissance
 Simple Double
Autre (préciser)

31. En cas de naissance multiple (donner l'ordre)
Autre (préciser)

32. Sexe de l'enfant
 Masculin Féminin Indéterminé

33. Poids à la naissance en grammes

34. Durée de la grossesse (semaines complètes)

35. Accoucheur (nom de famille et prénom usuel)

36. N° de permis ou de corporation

37. N° de téléphone au travail

38. Adresse de l'accoucheur (n°, rue, municipalité, province)

Code postal

39. Qualité de l'accoucheur
Médecin Sage-femme
Autre (préciser)

40. Signature de l'accoucheur

41. Date de la signature

Les renseignements transmis sont sujets aux conditions de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Les conditions sont énumérées au verso de la présente copie.

En cas de naissance multiple, veuillez remplir un bulletin de naissance vivante (SP-1) pour chaque enfant né vivant et un bulletin de mortinaissance (SP-4) pour chaque enfant mort-né.

Si un enfant décède immédiatement après sa naissance ou dans les jours qui suivent, on doit quand même remplir un bulletin de naissance vivante (SP-1) et un bulletin de décès (SP-3).

RENSEIGNEMENTS SUR LE MARIAGE

1. Lieu de célébration du mariage (nom du lieu de culte, de la municipalité ou du district judiciaire, selon le cas)

2. Adresse du lieu de la célébration (numéro, rue, ville, village ou municipalité, province ou pays) Appartement Code postal

3. Date du mariage

ÉPOUX Masculin Féminin Non binaire (X) **ÉPOUX** Masculin Féminin Non binaire (X)

6. Nom de famille 17. Nom de famille

7. Prénoms (commencez par le prénom usuel, chacun des prénoms séparé par une virgule) 18. Prénoms (commencez par le prénom usuel, chacun des prénoms séparé par une virgule)

8. Lieu de naissance (ville, village ou municipalité, province ou pays, si à l'étranger) 19. Lieu de naissance (ville, village ou municipalité, province ou pays, si à l'étranger)

9. Lieu de l'inscription de la naissance, si la naissance a eu lieu avant 1994 (paroisse, lieu de culte, ville, village ou municipalité) 20. Lieu de l'inscription de la naissance, si la naissance a eu lieu avant 1994 (paroisse, lieu de culte, ville, village ou municipalité)

10. Date de naissance 11. État matrimonial (voir la directive) Célibataire Uni civilement 21. Date de naissance 22. État matrimonial (voir la directive) Célibataire Uni civilement
Veuf Ex-conjoint d'union civile Divorcé 23. Date du décès, du divorce ou de la dissolution d'union civile 23. Date du décès, du divorce ou de la dissolution d'union civile

12. Date du décès, du divorce ou de la dissolution d'union civile 23. Date du décès, du divorce ou de la dissolution d'union civile

13. Adresse de domicile des époux après le mariage (numéro, rue, ville, village ou municipalité, province ou pays) Appartement Code postal

RENSEIGNEMENTS SUR LE CÉLÉBRANT

27. Nom de famille du célébrant 28. Prénom du célébrant

29. Qualité du célébrant Ministre du culte Célébrant désigné Greffier ou greffier adjoint Notaire

30. Société religieuse à laquelle appartient le célébrant si vous êtes ministre du culte (nom selon l'autorisation du Directeur de l'état civil)

31. Numéro d'autorisation à célébrer les mariages et les unions civiles

32. Adresse de domicile ou du lieu de travail selon le cas (numéro, rue, ville, village ou municipalité, province ou pays) Appartement Code postal

33. Ind. rég. Téléphone Poste 34. Signature du célébrant 35. Date de signature

ÉPOUX **ÉPOUX**

Âge 44. Langue maternelle Français Anglais Autre (préciser) 45. Dernier niveau de scolarité réussi Primaire Secondaire Collégial Universitaire 46. Domicile avant le mariage (munici., prov. ou pays) Code postal

Âge 47. Langue maternelle Français Anglais Autre (préciser) 48. Dernier niveau de scolarité réussi Primaire Secondaire Collégial Universitaire 49. Domicile avant le mariage (munici., prov. ou pays) Code postal

SIGNATURE DE L'ÉPOUX 36. Signature de l'époux X

SIGNATURE DE L'ÉPOUX 38. Signature de l'époux X

Je confirme l'exactitude des renseignements ci-dessus et j'autorise leur envoi à l'Institut de la statistique du Québec et à Statistique Canada. Les renseignements transmis sont sujets aux conditions de la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec. Les conditions sont énumérées au verso de la présente copie.

ATTENTION, si les renseignements inscrits sur la première page ne se sont pas transcrits de façon claire sur cette copie (page 2), veuillez SVP les inscrire directement sur celle-ci.



SP-3
Bulletin de décès

Une réalisation de :
• Ministère de la Santé et des Services sociaux
• Institut de la statistique

Bien vouloir remplir le formulaire en lettres moulées avec un stylo
ou à la machine à écrire. Appuyer fortement.

LIEU DU DÉCÈS

1. Nom de l'installation où a eu lieu le décès
2. Code d'installation
3. Adresse de l'endroit où a eu lieu le décès (n°, rue, municipalité, province ou pays)
Code postal

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE DÉCÉDÉE (Inscrire le nom de famille et le(s) prénom(s) selon l'acte de naissance)

4. Nom de famille
6. N° d'assurance maladie
5. Prénom usuel
7. Date de naissance
8. Âge au décès
Si âgé(e) de plus d'un an
Si âgé(e) de moins d'un an
Si âgé(e) de moins de 24 heures
Si âgé(e) de moins de 7 jours, donner le poids à la naissance en grammes
9. État matrimonial
 Célibataire (jamais marié (e))
 Divorcé (e)
 Marié (e)
 Séparé (e) légalement
 Veuf (ve)
10. Lieu de naissance (province ou pays)
11. Langue d'usage à la maison
Français Anglais Autre (préciser)
12. Nom du (de la) conjoint (e) de la personne décédée
13. Si la personne décédée était mariée, indiquer l'âge de son (sa) conjoint (e)
14. Adresse du domicile de la personne décédée
N° Rue Municipalité, province ou pays Code postal
15. Nom de famille de la mère (selon l'acte de naissance)
16. Prénom usuel de la mère
17. Nom de famille du père
18. Prénom usuel du père

CERTIFICATION MÉDICALE DU DÉCÈS

19. Date et heure du décès
20. Sexe de la personne décédée
Masculin Féminin Indéterminé
21. Avis au coroner (voir l'aide-mémoire au verso de la copie 1)
Oui Non
22. Causes du décès
Intervalle approximatif entre le début étiologique et le décès ▼
1. **Maladie ou affection morbide** ayant directement provoqué le décès*
a) due à (ou consécutive à)
b) dues à (ou consécutives à)
c) dues à (ou consécutives à)
d) (cause initiale)
2. **Autres états morbides importants** ayant contribué au décès, mais sans rapport avec la maladie ou avec l'état morbide qui l'a provoquée

* Il ne s'agit pas ici du mode de décès, par exemple: défaillance cardiaque, syncope, etc., mais de la maladie, du traumatisme ou de la complication qui a entraîné la mort.

23. Y a-t-il eu autopsie? Oui Non
24. Présence de radio-isotopes Oui Non
25. S'il s'agit d'une femme, le décès est-il survenu au cours d'une grossesse ou dans les 42 jours? Oui Non
26. Si mort violente, cocher À DES FINS STATISTIQUES SEULEMENT
Accident Suicide Homicide
Si oui, la certification de la cause du décès tient-elle compte de l'information fournie par l'autopsie? Oui Non
27. Personne décédée atteinte d'une maladie à déclaration obligatoire
Oui Non Préciser
28. Lieu (ferme, usine, etc.) et circonstances (noyade, strangulation, etc.)
29. Qualité de l'auteur de la certification médicale
 Médecin Coroner Autre
30. Nom de famille et prénom usuel de l'auteur de la certification médicale
31. N° de téléphone où l'auteur peut être rejoint
32. Adresse (n°, rue, municipalité, province)
Code postal

J'ai rédigé au meilleur de ma connaissance les causes et les circonstances du décès de cette personne. Les renseignements colligés sont transmis à l'Institut de la statistique du Québec, au ministère de la Santé et des Services sociaux, au directeur de funérailles, à Statistique Canada, au Directeur de l'état civil ainsi qu'aux autorités responsables des données de l'état civil de la province de résidence de la personne décédée et/ou à la loi. Les renseignements transmis sont soumis aux conditions de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, sauf en ce qui concerne le Directeur de l'état civil et l'autorité responsable des données civiles de la province de résidence de la personne décédée s'il y a lieu qui ne sont pas assujetties à cette loi. Les conditions sont énumérées au verso de la page 2.

33. Signature de l'auteur de la certification médicale
X
34. Date de la signature
35. Si médecin, n° de permis de la Corp. des médecins

DISPOSITION DU CORPS / DIRECTEUR DE FUNÉRAILLES

36. Mode de disposition
 Inhumation Étude de l'anatomie
 Crémation Transport à l'extérieur du Québec
37. Nom de la maison funéraire
38. N° de permis (dir. de funérailles)
39. Adresse de la maison funéraire (n°, rue, municipalité, province ou pays)
Code postal
40. Date de la prise en charge
41. Nom et prénom du représentant de la maison funéraire
42. Signature du représentant
X

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Institut de la statistique du Québec

SP-3 (2018-04)



Une réalisation de :
• Ministère de la Santé et des Services sociaux
• Institut de la statistique

SP-4
Bulletin de mortinaissance

Bien vouloir remplir le formulaire en lettres moulées avec un stylo ou à la machine à écrire. Appuyer fortement.

LIEU DE L'ACCOUCHEMENT

1. Nom de l'installation où a eu lieu l'accouchement
2. Code d'installation
3. Adresse de l'endroit où a eu lieu l'accouchement (n°, rue, municipalité, province ou pays)
Code postal

IDENTIFICATION DES PARENTS (Inscrire le nom de famille et le(s) prénom(s) selon l'acte de naissance)

PÈRE

4. Nom de famille du père
5. Prénom usuel
6. Date de naissance du père
7. Âge
8. Lieu de naissance du père (province ou pays)
9. Langue maternelle du père
Français Anglais Autre (préciser)

MÈRE

10. Nom de famille de la mère (selon l'acte de naissance)
11. Prénom usuel
12. Date de naissance de la mère
13. Âge
14. Lieu de naissance de la mère (province ou pays)
15. Langue maternelle de la mère
Français Anglais Autre (préciser)
16. Adresse du domicile de la mère
N° Rue Municipalité, province ou pays
Code postal
17. Langue d'usage à la maison
Français Anglais Autre (préciser)
18. État matrimonial de la mère
Célibataire (jamais mariée) Veuve Séparée légalement
Mariée et vivant avec son conjoint Divorcée Séparée sans séparation légale
19. Situation de couple
 Vivant en situation de couple
 Ne vivant pas en situation de couple
20. Date du dernier mariage (s'il y a lieu)
21. Dernier niveau de scolarité réussi par la mère
Primaire Secondaire Collégial Universitaire
22. Date de la dernière naissance vivante
23a. Nombre d'enfants nés vivants de grossesses antérieures (exclure la présente grossesse)
Nés vivants
23b. Nombre d'enfants mort-nés de grossesses antérieures (exclure la présente grossesse)
Mort-nés (500 grammes et plus ou âge gestationnel de 20 semaines et plus)

SIGNATURE DE LA MÈRE OU DU PÈRE

Je confirme l'exactitude des renseignements ci-dessus. Les renseignements colligés sont transmis à l'Institut de la statistique du Québec, au ministère de la Santé et des Services sociaux, au directeur de funérailles, à Statistique Canada ainsi qu'aux autorités responsables des données de l'état civil de la province de résidence de la mère. Les renseignements transmis sont soumis aux conditions de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. 24. Date de la signature des parents
25. Signature d'au moins un des deux parents

CERTIFICATION MÉDICALE DE LA MORTINAISSANCE

26. Date de l'accouchement
27. Type d'accouchement
Simple Double
Autre (préciser)
28. En cas d'accouchement multiple, donner l'ordre de naissance
Autre (préciser)
29. Sexe du mort-né
Masculin Féminin Indéterminé
30. Poids à la naissance en grammes
31. Durée de la grossesse (semaines complètes)
32. Causes de la mortinaissance
1. Maladie ou affection morbide ayant directement provoqué la mortinaissance.
a) due à (ou consécutives à)
b) dues à (ou consécutives à)
c) (cause initiale)
Antécédents. Affections morbides ayant éventuellement conduit à l'état précité, l'affection morbide initiale étant indiquée en dernier lieu.
2. Autres états morbides importants ayant contribué à la mortinaissance, mais sans rapport avec la maladie ou avec l'état morbide qui l'a provoquée.
33. Indiquer quelle est, à votre avis, la cause initiale de la mortinaissance. Cocher une case seulement.
Malformation congénitale* Malnutrition foetale Traumatisme ou asphyxie obstétricale*
Infection* Hémorragie ante-partum Érythroblastose*
* Autre (préciser)
34. Y a-t-il eu autopsie? Oui Non
Si oui, la certification de la cause de la mortinaissance tient-elle compte de l'information fournie par l'autopsie? Oui Non

35a. Nom de famille et prénom usuel du déclarant
35b. Adresse du déclarant (n°, rue, municipalité, province)
36. Qualité du déclarant
Médecin Sage-femme Autre (préciser)
37. Date de la signature
38. Signature du déclarant
N° de permis
39. Mode de disposition
Inhumation Étude de l'anatomie
Crémation Transport à l'extérieur du Québec
40. Nom de la maison funéraire
41. N° de permis (dir. de funérailles)
42. Adresse de la maison funéraire (n°, rue, municipalité, province ou pays)
Code postal
43. Date de la prise en charge
44. Nom et prénom du représentant de la maison funéraire
45. Signature du représentant

DISPOSITION DU CORPS / DIRECTEUR DE FUNÉRAILLES

39. Mode de disposition
Inhumation Étude de l'anatomie
Crémation Transport à l'extérieur du Québec
40. Nom de la maison funéraire
41. N° de permis (dir. de funérailles)
42. Adresse de la maison funéraire (n°, rue, municipalité, province ou pays)
Code postal
43. Date de la prise en charge
44. Nom et prénom du représentant de la maison funéraire
45. Signature du représentant

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Institut de la statistique du Québec

SP-4 (2019-06)

Institut de la statistique Québec		SP-7 Bulletin d'union civile	
RENSEIGNEMENTS SUR L'UNION CIVILE			
1. Lieu de célébration de l'union civile (nom du lieu de culte, de la municipalité ou du district judiciaire, selon le cas)			
2. Adresse du lieu de la célébration (numéro, rue, ville, village ou municipalité, province ou pays)		Appartement	Code postal
3. Date de l'union civile			
Année Mois Jour			
CONJOINT <input type="checkbox"/> Masculin <input type="checkbox"/> Féminin <input checked="" type="checkbox"/> Non binaire (X)		CONJOINT <input type="checkbox"/> Masculin <input type="checkbox"/> Féminin <input checked="" type="checkbox"/> Non binaire (X)	
6. Nom de famille		20. Nom de famille	
7. Prénoms (commencez par le prénom usuel, chacun des prénoms séparé par une virgule)		21. Prénoms (commencez par le prénom usuel, chacun des prénoms séparé par une virgule)	
8. Lieu de naissance (ville, village ou municipalité, province ou pays, si à l'étranger)		22. Lieu de naissance (ville, village ou municipalité, province ou pays, si à l'étranger)	
9. Lieu de l'inscription de la naissance, si la naissance a eu lieu avant 1994 (paroisse, lieu de culte, ville, village ou municipalité)		23. Lieu de l'inscription de la naissance, si la naissance a eu lieu avant 1994 (paroisse, lieu de culte, ville, village ou municipalité)	
10. Date de naissance	11. État matrimonial (voir la directive) <input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Uniquement civillement d'union civile <input type="checkbox"/> Veuf <input type="checkbox"/> Ex-conjoint d'union civile <input type="checkbox"/> Divorcé	12. Date du décès, du divorce ou de la dissolution d'union civile	24. Date de naissance
Année Mois Jour	Année Mois Jour	Année Mois Jour	Année Mois Jour
25. État matrimonial (voir la directive) <input type="checkbox"/> Célibataire <input type="checkbox"/> Uniquement civillement d'union civile <input type="checkbox"/> Veuf <input type="checkbox"/> Ex-conjoint d'union civile <input type="checkbox"/> Divorcé	26. Date du décès, du divorce ou de la dissolution d'union civile	27. Langue maternelle <input type="checkbox"/> Français <input type="checkbox"/> Autre (préciser)	28. Nombre d'années de scolarité
Année Mois Jour	Année Mois Jour	Français Autre (préciser)	Années
13. Langue maternelle <input type="checkbox"/> Français <input type="checkbox"/> Autre (préciser) <input type="checkbox"/> Anglais		14. Nombre d'années de scolarité	
15. Domicile avant l'union civile (municipalité, province ou pays)		29. Domicile avant l'union civile (municipalité, province ou pays)	
16. Adresse de domicile des conjoints après l'union civile (numéro, rue, ville, village ou municipalité, province ou pays)		Appartement	Code postal
RENSEIGNEMENTS SUR LE CÉLÉBRANT			
33. Nom de famille du célébrant		34. Prénom du célébrant	
35. Qualité du célébrant <input type="checkbox"/> Ministre du culte <input type="checkbox"/> Célébrant désigné <input type="checkbox"/> Greffier ou greffier adjoint <input type="checkbox"/> Notaire		36. Société religieuse à laquelle appartient le célébrant si vous êtes ministre du culte (nom selon l'autorisation du Directeur de l'état civil)	
37. Numéro d'autorisation à célébrer les mariages et les unions civiles			
38. Adresse de domicile ou du lieu de travail selon le cas (numéro, rue, ville, village ou municipalité, province ou pays)		Appartement	Code postal
39. Ind. rég. Téléphone Poste	40. Signature du célébrant		41. Date de signature
X	X		Année Mois Jour
SIGNATURE DU CONJOINT		SIGNATURE DU CONJOINT	
42. Signature du conjoint		44. Signature du conjoint	
X		X	
Je confirme l'exactitude des renseignements ci-dessus et j'autorise leur envoi à l'Institut de la statistique du Québec et à Statistique Canada. Les renseignements transmis sont sujets aux conditions de la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec. Les conditions sont énumérées au verso de la présente copie.			
Institut de la statistique du Québec		SP-7 (2022-06)	

Bibliographie

- BÉZY, Simon et Martine ST-AMOUR (2023). « La migration interrégionale au Québec en 2021-2022 : Montréal voit ses pertes diminuer après avoir accusé un déficit record l'année précédente », *Bulletin sociodémographique*, [En ligne], vol. 27, n° 1, janvier, Institut de la statistique du Québec, p. 1-18. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/migration-interregionale-quebec-2021-2022.pdf].
- BINETTE CHARBONNEAU, Anne (2021). « Les mariages au Québec en 2020 : une chute historique associée au contexte sanitaire », *Bulletin sociodémographique*, [En ligne], vol. 25, n° 6, juillet, Institut de la statistique du Québec, p. 1-6. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/mariages-quebec-2020-chute-historique-associee-contexte-sanitaire.pdf].
- BINETTE CHARBONNEAU, Anne (2018). « Combien de personnes vivent seules au Québec en 2016 ? », *Données socio-démographiques en bref*, [En ligne], vol. 22, n° 2, février, Institut de la statistique du Québec, p. 1-7. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/combien-de-personnes-vivent-seules-au-quebec-en-2016.pdf].
- BONNET, Carole, Emmanuelle CAMBOIS et Roméo FONTAINE (2021). « Dynamiques, enjeux démographiques et socio-économiques du vieillissement dans les pays à longévité élevée », *Population*, [En ligne], vol. 76, n° 2, p. 223-326. [www.ined.fr/fichier/rte/General/Publications/Population/2021/population-2/chronique-vieillessement-13-09.pdf].
- COMITÉ CONSULTATIF SPÉCIAL FÉDÉRAL, PROVINCIAL ET TERRITORIAL SUR L'ÉPIDÉMIE DE SURDOSES D'OPIOÏDES (2023). *Méfais associés aux opioïdes et aux stimulants au Canada*, [En ligne], Ottawa, Agence de la santé publique du Canada, 103 p. [health-infobase.canada.ca/src/doc/SRHD/Miseajour_Deces_2023-03.pdf].
- COMMISSION SUR LES SOINS DE FIN DE VIE [Québec] (2023). *Projet de loi 11 – Loi modifiant la Loi concernant les soins de fin de vie et d'autres dispositions législatives. Mémoire présenté dans le cadre des consultations particulières et auditions publiques de la Commission des relations avec les citoyens*, [En ligne], Québec, Gouvernement du Québec, 17 p. [www.assnat.qc.ca/Media/Process.aspx?MediaId=ANQ.Vigie.Bll.DocumentGenerique_187427&process=Default&token=ZyMoxNwUn8ikQ+TRKYwPCjWrKwg+vlv9rjjj7p3xLGTZDmLVSmjLoqe/vG7/YWzz].
- DÉPARTEMENT DE DÉMOGRAPHIE DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (2021). *Base de données sur la longévité canadienne*, [En ligne]. [www.bdlc.umontreal.ca].
- DÉSESQUELLES, Aline, Andrea GAMBONI, Elena DEMURU et RÉSEAU MULTICAUSE (2016). « On ne meurt qu'une fois... mais de combien de causes ? », *Population & Sociétés*, [En ligne], n° 534, juin, p. 1-4. [www.ined.fr/fichier/s_rubrique/25432/534.population.societes.2016.causes.deces.fr.pdf].
- DESTATIS (2023, 19 janvier). *Population increased to 84.3 million in 2022*, [Communiqué]. Repéré à www.destatis.de/EN/Press/2023/01/PE23_026_124.html.
- DUCHESNE, Louis (1999). « Rétrospective du 20^e siècle », dans *La situation démographique au Québec. Bilan 1999*, [En ligne], Québec, Institut de la statistique du Québec, p. 21-43. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/retrospective-du-20e-siecle.pdf].
- EUROSTAT. [En ligne]. [ec.europa.eu/eurostat].
- HUMAN MORTALITY DATABASE (2023). [En ligne]. [www.mortality.org/].

- IMMIGRATION, RÉFUGIÉS ET CITOYENNETÉ CANADA (2022a). *Renseignements supplémentaires sur le Plan des niveaux d'immigration 2023-2025*, [Avis]. Repéré au www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/avis/renseignements-supplementaires-niveaux-immigration-2023-2025.html.
- IMMIGRATION, RÉFUGIÉS ET CITOYENNETÉ CANADA (2022b). *Renseignements supplémentaires sur le Plan des niveaux d'immigration 2022-2024*, [Avis]. Repéré au www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/nouvelles/avis/renseignements-supplementaires-niveaux-immigration-2022-2024.html.
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2023). *Fiches démographiques – Les régions administratives du Québec en 2022*, [En ligne], Québec, L'Institut, 46 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/fiches-demographiques-regions-administratives-quebec-2022.pdf].
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022a). *Le bilan démographique du Québec. Édition 2022*, [En ligne], Québec, L'Institut, 136 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/bilan-demographique-quebec-edition-2022.pdf].
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022b). *Le compte de la population : explication des chiffres disponibles*, [En ligne]. [statistique.quebec.ca/fr/produit/publication/le-compte-de-la-population-explication-des-chiffres-disponibles.htm].
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022c). « Mise à jour 2022 des perspectives démographiques du Québec et des régions, 2021-2066 », *Bulletin sociodémographique*, [En ligne], vol. 26, n° 4, juillet, L'Institut, p. 1-11. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/mise-a-jour-2022-perspectives-demographiques-quebec-regions-2021-2066.pdf].
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2019a). *Panorama des régions du Québec. Édition 2019*, [En ligne], Québec, L'Institut, 162 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/panorama-des-regions-du-quebec-edition-2019.pdf].
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2019b). *Perspectives démographiques du Québec et des régions, 2016-2066. Édition 2019*, [En ligne], Québec, L'Institut, 85 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/perspectives-demographiques-du-quebec-et-des-regions-2016-2066-edition-2019.pdf].
- INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2017). *De Styx à Iris : changement du système de codage des causes de décès au Québec en 2013. Note technique*, [En ligne], Québec, L'Institut, 6 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/note-technique-de-styx-a-iris-changement-du-systeme-de-codage-des-causes-de-deces-au-quebec-en-2013.pdf].
- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE). [En ligne]. [www.insee.fr].
- INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES (INSEE) (2023). « Nombre de naissances en 2022 – Décembre 2022 : 9 % de naissances en moins qu'en décembre 2021 », *Chiffres détaillés*, [En ligne], janvier. [www.insee.fr/fr/statistiques/6791286?sommaire=5348638].
- INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC (INSPQ) (2023a). *Décès attribuables à une intoxication aux opioïdes ou aux stimulants et décès reliés à une intoxication suspectée aux opioïdes ou autres drogues*, [En ligne]. [www.inspq.qc.ca/surdoses-opioides/deces-attribuables-une-intoxication-aux-opioides].
- INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC (INSPQ) (2023b). *Décès reliés à une intoxication suspectée aux opioïdes ou autres drogues au Québec, juillet 2017 à décembre 2022*, [En ligne]. [www.inspq.qc.ca/substances-psychoactives/opioides/surdose/deces-intoxication/intoxication-suspectee].
- INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC (INSPQ) (2023c). *Méthodologie des données COVID-19*, [En ligne]. [www.inspq.qc.ca/covid-19/donnees/methodologie].

- INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC (INSPQ) (2021). *Surmortalité et mortalité par COVID-19 au Québec en 2020*, [En ligne]. [www.inspq.qc.ca/publications/3143].
- INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA [Espagne] (2022). *Cifras de Población a 1 de julio de 2022*, [En ligne]. [www.ine.es/prensa/cp_j2022_p.pdf].
- INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA [Portugal] (2023). « Nados-vivos por meses de nascimento », dans *Estatísticas Demográficas, 2021*, [En ligne], mars, Portugal, Instituto Nacional de Estatística, p. 56. [www.ine.pt/xportal/xmain?xpid=INE&xpgid=ine_publicacoes&PUBLICACOESpub_boui=13932532&PUBLICACOESmodo=2].
- ISLAM, Nazrul (2022). "Excess deaths is the best metric for tracking the pandemic", *British Medical Journal*, [En ligne], février, p. 1-2. doi : [10.1136/bmj.o285](https://doi.org/10.1136/bmj.o285).
- ISLAM, Nazrul, Dmitri A JDANOV, Vladimir M SHKOLNIKOV, Kamlesh KHUNTI, Ichiro KAWACHI, Martin WHITE, Sarah LEWINGTON et Ben LACEY (2021). "Effects of covid-19 pandemic on life expectancy and premature mortality in 2020: time series analysis in 37 countries", *British Medical Journal*, [En ligne], novembre, p. 1-14. doi : [10.1136/bmj-2021-066768](https://doi.org/10.1136/bmj-2021-066768).
- KARLINSKY, Ariel, et Dmitry KOBAK (2021). "Tracking excess mortality across countries during the COVID-19 pandemic with the World Mortality Dataset", *eLife*, [En ligne], juin, p. 1-21. doi : [10.7554/eLife.69336](https://doi.org/10.7554/eLife.69336).
- LÉGARÉ, Jacques (2003). « Un siècle de vieillissement démographique, 1901-2051 », dans PICHÉ, Victor, et Céline LE BOURDAIS (dir.), *La démographie québécoise : enjeux du XXI^e siècle*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, p. 176-192.
- MACDORMAN, Marian F., et T. J. MATHEWS (2009). "Behind International Rankings of Infant Mortality: How the United States Compares with Europe", *NCHS Data Brief*, [En ligne], n° 23, novembre, p. 1-8. [www.cdc.gov/nchs/data/databriefs/db23.pdf].
- MASTERS, Ryan K. et coll. (2022). "Changes in life expectancy between 2019 and 2021: United States and 19 peer countries", *medRxiv* (préimpression), [En ligne], 4 p. doi : [10.1101/2022.04.05.22273393](https://doi.org/10.1101/2022.04.05.22273393).
- MESLÉ, France, Laurent TOULEMON et Jacques VÉRON (dir.) (2011). *Dictionnaire de démographie et des sciences de la population*, Paris, Armand Colin, 528 p.
- MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION [Québec] (2023, mis à jour le 23 février). *Plan d'action ministériel sur la régionalisation de l'immigration*, [En ligne]. [www.quebec.ca/gouvernement/ministere/immigration/publications/plan-action-regionalisation].
- MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION [Québec] (2021). *Plan d'immigration du Québec 2022*, [En ligne], Québec, Gouvernement du Québec, 16 p. [cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/immigration/publications-adm/plan-immigration/PL_immigration_2022_MIFI.pdf].
- MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX [Québec], en collaboration avec l'INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC et l'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2011). *Pour guider l'action. Portrait de santé du Québec et de ses régions*, [En ligne], Québec, Gouvernement du Québec, 156 p. [publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2011/11-228-01F.pdf].
- MONDEN, Christiaan, Gilles PISON et Jeroen SMITS (2021). "Twin Peaks: more twinning in humans than ever before", *Human Reproduction*, [En ligne], vol. 36, n° 6, juin, p. 1666-1673. doi : [10.1093/humrep/deab029](https://doi.org/10.1093/humrep/deab029).

- NATIONAL CENTER FOR HEALTH STATISTICS (2022a). "Mortality in the United States, 2021", NCHS Data Brief, [En ligne], n° 456, décembre, p. 1-8. [www.cdc.gov/nchs/data/databriefs/db456.pdf].
- NATIONAL CENTER FOR HEALTH STATISTICS (2022b). "Births: Provisional Data for 2021", Vital Statistics Rapid Release, [En ligne], rapport n° 20, mai, p. 1-11. [www.cdc.gov/nchs/data/vsrr/vsrr020.pdf].
- NATIONAL CENTER FOR HEALTH STATISTICS (2022c). "Excess Deaths Associated with COVID-19", [En ligne]. [www.cdc.gov/nchs/nvss/vsrr/covid19/excess_deaths.htm].
- NATIONS UNIES (2022). "World Population Prospects 2022: Summary of Results", [En ligne], UN DESA/POP/2021/TR/NO.3, 52 p. [www.un.org/development/desa/pd/sites/www.un.org.development.desa.pd/files/wpp2022_summary_of_results.pdf].
- ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES (OCDE). *OECD.Stat*, [En ligne]. [stats.oecd.org].
- ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (2020). *Lignes directrices internationales pour la certification et la classification (codage) des décès dus à la COVID-19. D'après la CIM, Classification statistique internationale des maladies*, [En ligne]. [cdn.who.int/media/docs/default-source/classification/icd/covid-19/guidelines-cause-of-death-covid-19-20200423-fr.pdf?sfvrsn=ddcdf4d_2].
- ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (2009). *Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes – Dixième Révision, Édition 2008*, [En ligne], Genève, Éditions de l'OMS, volume 2, 226 p. [icd.who.int/browse10/Content/statichtml/ICD10Volume2_fr_2008.pdf].
- PAYEUR, Frédéric F. (2018). « La population en logement collectif au Québec en 2016 », *Données sociodémographiques en bref*, [En ligne], vol. 22, n° 2, février, Institut de la statistique du Québec, p. 8-16. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/la-population-en-logement-collectif-au-quebec-en-2016.pdf].
- PAYEUR, Frédéric F. (2017). « L'évolution récente des causes de décès au Québec : quel effet sur l'espérance de vie ? », *Coup d'œil sociodémographique*, [En ligne], n° 51, mars, Institut de la statistique du Québec, p. 1-17. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/levolution-recente-des-causes-de-deces-au-quebec-quel-effet-sur-lesperance-de-vie.pdf].
- PAYEUR, Frédéric F. (2016). *L'espérance de vie des générations québécoises : observations et projections*, [En ligne], Québec, Institut de la statistique du Québec, 43 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/lesperance-de-vie-des-generations-quebecoises-observations-et-projections.pdf].
- PAYEUR, Frédéric F., et Ana Cristina AZEREDO (2022). « La mortalité et l'espérance de vie au Québec en 2021 », *Bulletin sociodémographique*, [En ligne], vol. 26, n° 2, mai, Institut de la statistique du Québec, p. 1-12. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/la-mortalite-et-lesperance-de-vie-au-quebec-en-2021.pdf].
- PICHÉ, Victor, Céline LE BOURDAIS, Richard MARCOUX, et Nadine OUELLETTE (2022). *L'éclairage de la démographie. Mesurer pour mieux comprendre les enjeux sociaux*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 392 p.
- PICHÉ, Victor, et Céline LE BOURDAIS (2003). *La démographie québécoise. Enjeux du XXI^e siècle*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 324 p.
- PISON, Gilles (2023). « France 2022 : l'écart entre les naissances et les décès se réduit », *Population & Sociétés*, [En ligne], n° 609, mars, p. 1-4. [www.ined.fr/fichier/s_rubrique/33544/609f_web.fr.pdf].

- PISON, Gilles, Christiaan MONDEN et Jeroen SMITS (2015). "Twinning Rates in Developed Countries: Trends and Explanations", *Population and Development Review*, [En ligne], vol. 41, n° 4, p. 629-649. [onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/j.1728-4457.2015.00088.x].
- PISON, Gilles, Étienne COUPPIÉ et Arianna CAPORALI (2022). « Tous les pays du monde (2022) », *Population & Sociétés*, [En ligne], n° 603, septembre, p. 1-8. [www.ined.fr/fichier/s_rubrique/211/603.population.societes.septembre.2022.tous.les.paysdu.monde.fr.pdf].
- SANTÉ CANADA (2022). *Troisième rapport annuel sur l'aide médicale à mourir au Canada, 2021*, [En ligne], Ottawa, Santé Canada, 55 p. [www.canada.ca/content/dam/hc-sc/documents/services/medical-assistance-dying/annual-report-2021/rapport-annuel-2021.pdf].
- SCHÖLEY, Jonas, José Manuel ABURTO, Ilya KASHNITSKY, Maxi S. KNIFFKA, Luyin ZHANG, Hannaliis JAADLA, Jennifer B DOWD et Ridhi KASHYAP (2022). "Life expectancy changes since COVID-19", *Nature Human Behaviour*, [En ligne], octobre, p. 1-25. doi : [10.1038/s41562-022-01450-3](https://doi.org/10.1038/s41562-022-01450-3).
- SOBOTKA, Thomáš, Aiva JASILIONIENE, Kryštof ZEMAN, Maria WINKLER-DWORAK, Zuzanna BRZOZOWSKA, Ainhoa ALUSTIZA GALARZA, László NÉMETH et Dmitri JDANOV (2022). "From bust to boom? Birth and fertility responses to the COVID-19 pandemic", *SocArXiv*, [En ligne], version de août. doi : [10.31235/osf.io/87acb](https://doi.org/10.31235/osf.io/87acb).
- STATISTIQUE CANADA (2023). « Estimations de la population du Canada : croissance démographique record en 2022 », *Le Quotidien*, [En ligne], produit n° 11-001-X au catalogue de Statistique Canada, mars. [www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/230322/dq230322f-fra.htm].
- STATISTIQUE CANADA (2022a). « Moins de « Oui, je le veux » : baisse historique des nouveaux mariages durant la première année de la pandémie », *Le Quotidien*, [En ligne], produit n° 11-001-X au catalogue de Statistique Canada, novembre, p. 1-23. [www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/221114/dq221114b-fra.htm].
- STATISTIQUE CANADA (2022b). « Naissances, 2021 », *Le Quotidien*, [En ligne], produit n° 11-001-X au catalogue de Statistique Canada, septembre, p. 1-4. [www150.statcan.gc.ca/n1/fr/daily-quotidien/220928/dq220928d-fra.pdf?st=q-whuwkU].
- STATISTIQUE CANADA (2022c). Estimations démographiques annuelles : Canada, provinces et territoires, 2022, [En ligne], produit n° 91-215-X au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, 71 p. [www150.statcan.gc.ca/n1/pub/91-215-x/91-215-x2022001-fra.pdf].
- STATISTIQUE CANADA (2022d). Projections démographiques pour le Canada (2021 à 2068), les provinces et les territoires (2021 à 2043), produit n° 91-520-X au catalogue de Statistique Canada, [En ligne]. [www150.statcan.gc.ca/n1/pub/91-520-x/91-520-x2019001-fra.htm].
- STATISTIQUE CANADA (2022e). « Seul chez soi : Le nombre de personnes vivant seules est plus élevé que jamais, mais les colocataires sont le type de ménage qui connaît la plus forte croissance », *Le Quotidien*, [En ligne], produit n° 11-001-X au catalogue de Statistique Canada, juillet, p. 1-26. [www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220713/dq220713a-fra.htm].
- STATISTIQUE CANADA (2022f). « État de l'union : Le Canada chef de file du G7 avec près du quart des couples vivant en union libre, en raison du Québec », *Le Quotidien*, [En ligne], produit n° 11-001-X au catalogue de Statistique Canada, juillet, p. 1-23. [www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220713/dq220713b-fra.htm].

- STATISTIQUE CANADA (2022g). *Guide de référence sur l'âge, le sexe à la naissance et le genre, Recensement de la population, 2021*, [En ligne], produit n° 98-500-X au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, 17 p. [www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/ref/98-500/014/98-500-x2021014-fra.pdf].
- STATISTIQUE CANADA (2022h). « Regard sur cinquante ans de divorces au Canada, 1970 à 2020 », *Le Quotidien*, [En ligne], produit n° 11-001-X au catalogue de Statistique Canada, mars, p. 1-12. [www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/220309/dq220309a-fra.htm].
- STATISTIQUE CANADA (2022i). *Tables de mortalité, Canada, provinces et territoires 1980-1982 à 2018-2020 (estimations sur trois ans), et 1980 à 2020 (estimations sur un an)*, [En ligne], produit n° 84-537-X au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, 5 p. [www150.statcan.gc.ca/n1/pub/84-537-x/84-537-x2021001-fra.htm].
- STATISTIQUE CANADA (2020). « Supplément technique : Production des estimations démographiques du deuxième trimestre de 2020 dans le contexte de la COVID-19 », *Documents démographiques*, [En ligne], produit n° 91F0015M au catalogue de Statistique Canada, septembre. [www150.statcan.gc.ca/n1/pub/91f0015m/91f0015m2020002-fra.htm].
- STATISTIQUE CANADA (2019). *Rapport technique sur la couverture. Recensement de la population, 2016*, [En ligne], produit n° 98-303-X2016001 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, 114 p. [www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/ref/98-303/98-303-x2016001-fra.pdf].
- STATISTIQUE CANADA (2016). *Méthodes d'estimation de la population et des familles à Statistique Canada*, [En ligne], produit n° 91-528-X au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada, 103 p. [www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/91-528-x/91-528-x2015001-fra.pdf?st=ap4AzmvA].
- THE ECONOMIST (2022). *The pandemic's true death toll*, [En ligne]. [www.economist.com/graphic-detail/coronavirus-excess-deaths-estimates].

Cette publication donne accès aux principales statistiques relatives à la situation démographique du Québec. L'analyse porte sur l'année 2022. Des séries chronologiques et des comparaisons avec le Canada et quelques autres pays offrent des éléments de perspective.

Le chapitre 1 porte sur l'évolution de la population totale, son mouvement et sa structure par âge. Les chapitres 2, 3 et 4 abordent respectivement la fécondité, la mortalité et les migrations. Le chapitre 5 traite quant à lui des mariages et, plus largement, de la vie conjugale.

« La statistique au
service de la société :
la référence au Québec »

statistique.quebec.ca